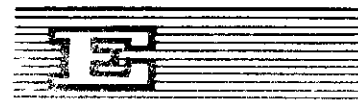




50902



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
GENERALE

E/ECA/CM.12/29
26 mars 1986

FRANCAIS
Original : FRANCAIS/ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Septième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Yaoundé (République du Cameroun),
7 - 14 avril 1986

Point 12 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Vingt et unième session de la Commission
et douzième réunion de la Conférence
des ministres

Yaoundé (République du Cameroun),
17 - 21 avril 1986

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

**RAPPORT DE LA QUATRIEME SESSION DE LA CONFERENCE COMMUNE DES
PLANIFICATEURS, STATISTICIENS ET DEMOGRAPHES AFRICAINS**

Addis-Abeba (Ethiopie), 3-12 mars 1986)

* E/ECA/TPCW.7/1.
E/ECA/CM.12/1.

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Page</u> |
|--|--------------------|-------------|
| A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX..... | 1-8 | 1-2 |
| B. ORDRE DU JOUR..... | 9 | 2-5 |
| C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX..... | 10-378 | 5-91 |
| SEANCE PLENIERE..... | 10-79 | 5-19 |
| COMITE DE LA PLANIFICATION..... | 80-145 | 20-38 |
| COMITE DE LA STATISTIQUE..... | 146-187 | 39-49 |
| COMITE DE LA DEMOGRAPHIE..... | 188-238 | 49-60 |
| COMITE DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE.... | 239-278 | 60-66 |
| COMITE MIXTE DE LA PLANIFICATION ET DE LA STATISTIQUE..... | 279-299 | 67-71 |
| SEANCE COMMUNE DES COMITES DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE..... | 300-323 | 72-75 |
| COMITE MIXTE DE LA PLANIFICATION ET DE LA DEMOGRAPHIE..... | 324-337 | 75-79 |
| COMITE MIXTE DE LA PLANIFICATION, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE..... | 338-353 | 79-82 |
| COMITE MIXTE DE LA STATISTIQUE, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE..... | 354-363 | 82-84 |
| COMITE MIXTE DE LA DEMOGRAPHIE, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE..... | 364-371 | 84-86 |
| REPRISE DES SEANCES PLENIERES..... | 372-378 | 87-91 |
| D. PROJETS DE RESOLUTIONS PRESENTEES POUR ADOPTION A LA DOUXIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES..... | | 92-99 |

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains s'est tenue du 3 au 12 mars 1986 au siège de la CEA, à Addis-Abeba. Elle a été ouverte par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.
2. Participaient à la session des représentants des Etats membres suivants : Algérie, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.
3. Y participaient en qualité d'observateurs, des représentants de la France, de l'Inde, de l'Italie, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.
4. Le Bureau de statistique ainsi que la Division de la population du secrétariat de l'ONU étaient représentés.
5. Etaient également représentés le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Prenaient part aux travaux les représentants des Agences spécialisées de l'ONU ci-après : l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme alimentaire mondial (PAM).
6. Participaient également à la session les organismes intergouvernementaux suivants : la Banque africaine de développement (BAD), le Cairo démographique centre (CDC), le Commonwealth Fund for Technical Cooperation (CFTC), le Groupe des Etats d'Afriques des Caraïbes et du Pacifique (ACP), l'Institut de développement économique et de planification (IDEP), l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA), l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), le Regional Institute for Population Studies (RIPS) et l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC).
7. Participaient également en qualité d'observateurs, des représentants du Bureau intergouvernemental pour l'informatique (IBI), du Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement (CESD), du Centre de recherche de l'Institut international de statistique (ISRC), du Centre de recherche de l'Institut international de statistique (ISRC), du Centre de Munich pour le recyclage des statisticiens-économistes des pays en développement,

de l'"Eastern African Statistical Training Center" (EASTC), de l'Institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (IAMSEA), de l'Institut du Sahel (CILSS), de l'"Institute of Statistics and Applied Economics" (ISAE), de l'Office statistique des communautés Européennes (OSCE), du Statistics Sweden, et de l'Université d'Ibadan.

8. La réunion a élu le bureau suivant :

| | |
|---------------------------|-------------------------------|
| Président : | M. Abdelhafid Rouissi (Maroc) |
| Premier Vice-Président : | M. E. Oti Boateng (Ghana) |
| Deuxième Vice-Président : | M. Jean Mezui Mve (Gabon) |
| Rapporteur : | M. F. Modise (Botswana) |

B. ORDRE DU JOUR

9. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

Séance plénière

1. Allocution d'ouverture
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la crise économique en Afrique
 - a) Examen critique de la situation économique en Afrique
 - b) Exécution à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale du programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique
5. Amélioration de la gestion économique des pays africains;
6. Assistance technique et financière dans les domaines de la planifications, de la statistique, de la démographie, de l'informatique et de la documentation.

Comité de la planification

7. Election du bureau
8. Crédit agricole et mobilisation des ressources en milieu rural
9. Planification sectorielle au sein des mécanismes de coopération régionale
10. Entreprises multinationales africaines, planification collective et coopération économique
11. Perspectives sous-régionales : les pays du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS);

12. Rapport sur la mise en oeuvre des systèmes de prévision à court terme et des modèles de planification multisectorielle
13. Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)
14. Association des planificateurs africains
15. Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la planification (1984-1985) et examen du programme de travail pour la période 1986-1989 eu égard aux objectifs à atteindre, aux problèmes à résoudre et à la stratégie à adopter pour la période 1990-1995
16. Adoption du rapport.

Comité de la statistique

17. Election du Bureau
18. Rôle des services africains de statistique dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos
19. Vers l'autosuffisance en matière de formation et de perfectionnement des statisticiens :
 - a) Aspects généraux;
 - b) Formation;
 - c) Autres questions.
20. Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la statistique (1984-1985) et examen du programme de travail (1986-1989), eu égard aux objectifs fixés, aux problèmes à résoudre et à la stratégie à adopter pour la période 1990-1995
21. L'Association Africaine de Statistique
22. Adoption du rapport.

Comité de la démographie

23. Election du bureau
24. Instituts régionaux de formation en matière de population (réunion conjointe des conseils d'administration du RIPS et de l'IFORD)
25. Evolution de la population en Afrique
26. Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la démographie (1984-1985) et examen du programme de travail (1986-1989) eu égard aux objectifs fixés, aux problèmes à résoudre et à la stratégie à adopter pour la période 1990-1995.
27. Adoption du rapport.

Comité de la documentation et de l'informatique

28. Election du bureau
29. Formation des documentalistes et informaticiens africains
30. Renforcement de la coopération entre informaticiens :
 - a) Association des documentalistes, informaticiens et bibliothécaires africains
 - b) Association des informaticiens africains
31. Rapport sur les activités du PADIS (1984-1985) et examen du programme de travail (1986-1989), eu égard aux objectifs fixés, aux problèmes à résoudre et à la stratégie à adopter pour la période 1990-1995
32. Adoption du rapport.

Séances communes des comités de la planification et de la statistique

33. Quelques études sur :
 - a) L'utilisation de la capacité industrielle dans les pays africains
 - b) Les rapports entre la production et le commerce africains d'articles manufacturés

Séances communes des comités de la statistique et de la démographie

34. Collecte et analyse des données démographiques : évaluation des résultats de la série de recensements de 1980 en Afrique.

Comité mixte de la planification et de la démographie

35. Suivi de l'exécution du programme d'action de Kilimanjaro concernant la population africaine
36. Le rôle des programmes nationaux de régulation des naissances dans les Etats membres de la CEA.

Comité mixte de la planification, de la documentation et de l'informatique

37. Questions relatives à la diffusion de l'information au service de la planification du développement économique.

Comité mixte de la statistique, de la documentation et de l'informatique

38. Quelques aspects de la mise en place des bases de données statistiques.

Comité mixte de la démographie, de la documentation et de l'informatique

39. Rapport d'évaluation sur le réseau d'information démographique pour l'Afrique (POPIN-AFRIQUE)

Reprise des séances plénières

40. Questions diverses
41. Examen du projet d'ordre du jour provisoire de la cinquième session de la Conférence commune
42. Examen des travaux menés au sein des différents comités et résumé des principales conclusions
43. Présentation du rapport de la Conférence commune à la Conférence des ministres de la CEA.

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Séance plénière

Allocution d'ouverture (Point 1 de l'ordre du jour)

10. La réunion a été ouverte par M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la CEA, qui a souhaité la bienvenue aux participants et a déclaré que la quatrième session de la Conférence commune se tenait à une période cruciale des activités préparatoires de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Situation économique critique en Afrique, qui doit se tenir du 27 au 31 mai 1986. Il a également noté que la Conférence était la première réunion à se tenir après l'adoption en juillet 1985, par les Chefs D'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990.

11. Il a informé les participants sur les activités préparatoires de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale, et a formulé des observations sur le Programme prioritaire. Il a exprimé l'espoir que la Conférence fournirait des données utiles à la préparation de la Session extraordinaire.

12. Afin que l'établissement du document présenté par l'Afrique repose sur des données fournies par les pays eux-mêmes, le Secrétaire général de l'OUA et le Secrétaire exécutif de la CEA avaient envoyé dix missions conjointes OUA/CEA dans tous les pays africains.

13. A la suite de ces missions, des ébauches de profils, par pays avaient été établies, comprenant diverses données socio-économiques, les besoins de redressement économique des pays et les moyens d'action mis en oeuvre ou envisagés.

14. Ces profils par pays feraient partie intégrante et constitueraient une partie essentielle du document final présenté par l'Afrique à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale, et les participants à la présente Conférence étaient invités à participer à la mise en forme définitive des profils par pays.

15. Le Secrétaire exécutif a ensuite formulé quelques observations au sujet du Programme prioritaire adopté par les Chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains en juillet 1985.

16. Il a souligné que les participants devraient axer leurs efforts sur l'analyse des secteurs critiques du développement en Afrique, en particulier sur les causes profondes des divers aspects de la crise, dans la mesure où ils étaient chargés de l'orientation des mécanismes de planification en vue de traduire en actions et en projets le Programme prioritaire et d'en suivre l'application.

17. Il a constaté que des efforts considérables avaient été consentis dans le domaine de la statistique, en vue de renforcer les services africains de statistique; toutefois, ces services devraient produire une gamme plus large de données démographiques et socio-économique fiables et régulières. Il était, en conséquence, nécessaire d'améliorer la gestion de ces services, et d'instaurer une collaboration étroite avec les décideurs et les planificateurs, afin de faciliter l'établissement de priorités en ce qui concerne l'utilisation des données statistiques.

18. En outre, les problèmes inhérents à la croissance démographique, à la répartition inégale de la population et aux réfugiés avaient non seulement persisté mais avaient été aggravés par les phénomènes de sécheresse et de désertification dont l'ampleur s'était accrue au cours de ces dernières années.

19. Il a en outre indiqué qu'il importait de prendre des mesures destinées à porter remède aux problèmes à long terme liés à la croissance démographique et aux calamités naturelles et provoquées par l'homme.

20. Dans le domaine de l'informatique et de la documentation, le Comité technique chargé d'évaluer le programme régional du PADIS, dont la création avait été recommandée par la troisième session de la Conférence commune, avait été établi et remplissait ses fonctions.

21. Le Secrétaire exécutif a rappelé aux participants que les programmes d'information ne comprenaient pas seulement des centres de documentation, des publications statistiques et d'autres services classiques dans ce domaine, mais également des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire, des systèmes d'alerte avancés et de surveillance de l'environnement, des systèmes d'information sur les échanges et d'autres services qui avaient une portée directe sur la promotion de l'auto-suffisance collective et de l'intégration régionale dans le cadre du Programme prioritaire pour l'Afrique.

22. Il a donc souligné que les pays africains devaient inclure des programmes de documentation et d'information dans leurs plans nationaux de développement.

23. Le Secrétaire exécutif a par ailleurs mentionné les problèmes financiers des institutions parrainées par la CEA - le RIPS, l'IFORD et l'IDEP - qui concernaient particulièrement la Conférence commune.

24. Les Conseils d'administration de ces instituts se réuniraient au cours de la présente session, et présenteraient leurs rapports à la Conférence.

25. En conclusion, le Secrétaire exécutif a invité les participants à débattre de façon critique des différents sujets à l'ordre du jour de la Conférence et a formulé le souhait que son allocution d'ouverture ait donné le ton des discussions.

Examen critique de la situation économique en Afrique (Point 4a de l'ordre du jour)

26. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.12/5 sur "les tendances générales dans l'Afrique en développement, en 1984-1985". Il a informé les participants que ce document servirait de base pour permettre à la Conférence commune de débattre des conditions économiques et sociales critiques de l'Afrique.

27. Il a donné un bref compte rendu de la situation économique de l'Afrique en mettant en lumière les secteurs critiques. La situation alimentaire, qui était si grave ces dernières années sauf pour quelques pays, du fait de la sécheresse et d'autres calamités, est redevenue normale en 1985. Malgré l'augmentation qui a été enregistrée par la valeur ajoutée de l'Agriculture, - 3,2 p. 100 -, 17 à 19 millions d'Africains auront encore besoin cette année d'une aide estimée à un montant de 800 millions de dollars. Toutefois, le redressement de l'Agriculture n'est que provisoire, ayant résulté de meilleures conditions climatiques plutôt que d'une élévation instable du niveau de la productivité. De même, les cultures industrielles ont souffert d'un ralentissement de la demande internationale. La production de pétrole brut, qui représente une part importante de la production de la région, a été sans cesse soumise à la forte pression d'un marché déprimé. Le secteur manufacturier, tout en enregistrant une certaine reprise en 1980, a été entravé par des problèmes fondamentaux relatifs à la capacité de production, à la gestion et à la fourniture de facteurs de production et d'énergie.

28. Dans l'ensemble, la production régionale a augmenté de 2,8 p. 100 en 1985, mais le revenu par habitant est tombé à 12 p. 100 au-dessous du niveau de 1980. Ceci cache toutefois d'importantes disparités entre les secteurs géographiques et les groupes de revenus. Les investissements ont poursuivi leur baisse - atteignant un niveau inférieur de 12,5 p. 100 à celui de 1980 - attribué essentiellement au déclin constant des revenus pétroliers.

29. Les exportations ont diminué de 4,3 p. 100 en 1985, du fait des mauvais résultats enregistrés par les exportateurs de pétrole, dont les exportations ont baissé de 6,6 p. 100. Parallèlement, les importations de céréales ont augmenté de 20 p. 100 en 1984. En conséquence, la part de l'Afrique dans les échanges mondiaux est tombée à 4,2 p. 100 pour les exportations et à 4 p. 100 seulement pour les importations. La situation en compte courant est constamment déficitaire, se situant actuellement à 4 p. 100 du PIB de la région. Les entrées nettes de capitaux ont stagné à un montant de 9,7 milliards, dû essentiellement à la réticence des capitaux privés à s'engager dans la région. Ainsi, la dette reste critique, atteignant 162 milliards de dollars à la fin de 1985 et, par voie de conséquence, le service de la dette a atteint 20 milliards de dollars, soit 29,6 p. 100 des exportations de biens et de services non facteurs.

30. Toutefois, la dette n'a pas été le seul problème préoccupant. En fait, la nécessité de réformes politiques s'est fait sentir plus vivement que jamais. A cet égard, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, a appelé un changement radical de politiques et de priorités, notamment en faveur de l'agriculture.

- 31. Le représentant de la CEA a fait ensuite mention des perspectives pour 1986. Il a indiqué qu'il fallait s'attendre à une croissance ralentie de la production régionale, et notamment de l'agriculture, ainsi qu'à des perspectives peu favorables d'apports de ressources.

32. Enfin, il a manifesté l'espoir que les débats permettraient de cerner quelques-unes des questions à examiner lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

33. A la suite de cet exposé, un large débat a porté sur les questions soulevées par le document présenté par le secrétariat, ainsi que sur des points précis concernant certains pays.

34. Tandis que les participants ont félicité le secrétariat pour la qualité et l'ampleur du document présenté, ils ont également exprimé le souhait de voir l'attention se concentrer davantage sur les causes de la crise que connaît la région, crise qui ne constitue pas un simple phénomène cyclique, mais qui est liée à la structure des économies et de l'environnement international.

35. Certains délégués ont souligné qu'il importait d'analyser la crise dans le cadre fixé par le Plan d'action de Lagos et des recommandations formulées par la dernière Conférence des ministres. Il était nécessaire d'être informé de la manière dont les objectifs fixés par le Plan d'action de Lagos ont été atteints. En même temps, en ce qui concerne les réformes et les mesures d'ajustement, notamment celles qui ont proposées par le FMI et la Banque mondiale, aucun choix clair n'a été proposé à la Conférence, quant à la signification précise des réformes envisagées, car le cadre socio-économique est très différent d'un pays à l'autre. Quant aux projections préparées par le secrétariat, on a souligné l'acuité du problème de la dette et la nécessité de le mettre en avant dans les perspectives élaborées pour l'économie africaine, car il allait s'agir d'un problème majeur au cours de cette année.

36. D'autres intervenants ont souligné l'importance du problème de la dette, qui constituait un obstacle majeur au développement de l'Afrique. A la quasi-unanimité, les participants ont demandé la création d'un Comité spécial qui serait chargé d'étudier le problème de la dette et de proposer des solutions pour en alléger les effets.

37. Plusieurs participants ont mis l'accent sur certains aspects de la crise qui, selon eux, avaient été négligés dans le document. Ils ont notamment indiqué qu'ils considéraient l'enclavement comme une importante entrave à la croissance de nombreux pays de la région. Dans un pays comme le Mali, par exemple, les coûts de transport résultant de cette situation représentaient jusqu'à 50 p. 100 du coût total des importations. Le problème de la désertification n'avait pas non plus reçu toute l'attention voulue, bien qu'il soit préoccupant non seulement pour les pays de la zone sahélienne mais également pour d'autres pays de la région.

38. Mis à part les problèmes internes qui sont bien connus, les facteurs externes étaient considérés par certains intervenants comme pesant particulièrement lourd dans la crise actuelle. Alors que la plupart des pays de la région avaient résisté à la crise de 1974-1975, tel n'était pas le cas pour la crise de 1980-1983 en raison du fait que les pays africains avaient épuisé leur capacité d'emprunt. A cet égard, il convenait de remarquer que, alors que les organisations et experts internationaux recommandaient aux pays africains d'appliquer une politique de promotion des exportations, les pays développés, dans le même temps, faisaient obstacle aux exportations africaines en imposant des mesures protectionnistes et en limitant les apports par des politiques de prêts à taux d'intérêt élevés.

39. A cet égard, des questions ont été soulevées sur la signification des mesures de libéralisation proposées par le FMI et il a été souligné que, selon le cadre institutionnel des pays, ces mesures auraient nécessairement une portée différente.

40. Il a été proposé que la dimension sociale soit prise en considération dans l'analyse de la situation économique, les indicateurs économiques ne suffisant pas à fournir une image réelle de la situation. Il convenait également de tenir compte de la dimension politique car la mauvaise gestion des affaires publiques avait joué un rôle essentiel dans la crise que traversait la région.

41. Un certain nombre de participants ont souligné que la coopération africaine au niveau sous-régional devrait tenir une place plus importante dans le document qui sera remis à la prochaine session de la Conférence des ministres. Par ailleurs, quelques questions ont été posées sur des sujets particuliers concernant certains pays.

42. Les participants ont noté l'importance de l'industrie dans le développement de la région. En particulier, il y avait lieu de prendre conscience du fait que l'agriculture ne pourrait connaître de croissance substantielle sans une base industrielle qui lui fournirait les principaux intrants. L'importation de ces intrants constituait une mauvaise solution dans la mesure où la technologie importée n'était pas, dans la plupart des cas, adaptée aux besoins de la région. En conséquence, il fallait rejeter la notion consistant à accorder la priorité à l'agriculture sans établir les liaisons nécessaires avec l'industrie, et retenir un concept plus intégré du processus de développement.

43. A l'issue du débat, le représentant du secrétariat a fait remarquer que le document remis aux participants avait pour objectif de servir de base aux discussions. Il a constaté que l'objectif visé avait été atteint, le débat ayant été enrichissant et animé, et il a proposé de pousser plus loin l'analyse sur de nombreux sujets. Il a rappelé qu'une réunion spéciale sur le problème de la dette avait été proposée par les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, et que les actions en vue de matérialiser cette proposition se poursuivaient. A propos des programmes d'ajustement du FMI, il a rappelé que la Commission avait déjà publié deux études sur cette question dans les numéros de l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique portant sur les périodes 1982-1984. Ces publications étaient disponibles au secrétariat de la CEA. Il a remarqué que le FMI et le problème de l'ajustement faisaient l'objet de nombreuses controverses, et a déclaré que le secrétariat devait se contenter de présenter et d'analyser les problèmes, mais en pouvait prendre position sur des questions politiques, aussi importantes soient-elles. Il a enfin remercié les intervenants pour leurs suggestions pertinentes et a déclaré que le secrétariat avait pris note des points d'information particuliers soulevés par les participants et en tiendrait compte dans toute la mesure du possible.

Exécution, à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale, du programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (Point 4b de l'ordre du jour)

44. En présentant ce point de l'ordre du jour, le Secrétaire exécutif a mentionné les parties de son allocution d'ouverture relatives aux préparatifs en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la crise économique en Afrique, prévue à New York du 27 au 31 mai 1986. Il a indiqué qu'en plus des documents qui étaient actuellement établis par le Comité préparatoire à New York, l'OUA et la CEA allaient également présenter un rapport d'ensemble sur les besoins des pays africains. Afin de disposer de données fiables nécessaires pour préparer ces documents, dix missions conjointes ont été envoyées dans les 50 Etats membres de la CEA. Les renseignements recueillis par ces missions ont permis d'entreprendre l'élaboration du document conjoint OUA/CEA. L'ébauche de deux parties dudit document a été présentée à la Conférence commune : l'une portant sur les profils par pays et l'autre étant une annexe statistique. Les profils par pays ont été uniformisés de façon à porter sur les cinq points suivants : évolution de la situation économique depuis 1980; domaines prioritaires du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990; principales réformes apportées dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990, montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale; et montants estimatif requis au titre du service de la dette. Les renseignements obtenus au cours des missions ont permis d'établir, pour la plupart des pays, un résumé de deux pages environ. Il n'a pas été possible d'inclure des résumés plus longs, puisque même avec une moyenne de deux pages par pays, les profils par pays représentaient plus de 100 pages. Aucune information n'a pu être obtenue pour certains pays sur les deux derniers points susmentionnés. Les chefs des délégations participant à la Conférence commune ont été priés d'examiner ces profils par pays ainsi que les deux tableaux figurant en annexe, d'y apporter toute modification et de présenter leurs versions révisées au secrétariat de la CEA avant le mercredi 5 mars 1986 au matin.

45. S'agissant de l'annexe statistique, le tableau 1 présente des informations statistiques de base telles que la superficie, la population, la densité de population, le PIB, les taux de croissance du PIB et le montant de la dette extérieure. Ici également on a observé de nombreux écarts concernant en particulier la dette extérieure pour 1985, les coefficients du service de la dette (obligations pour 1984) et les flux nets de ressources.

46. Le Tableau 2 a trait au coût du programme prioritaire par secteur, source de financement, sous-région et pays. Les tableaux 3 et 5 qui n'ont pas été présentés aux délégations concernent les ventilations en pourcentage obtenues à partir du tableau 2.

47. Il a été souligné que, compte tenu du caractère très provisoire des ébauches distribuées aux chefs de délégations, elles ne devraient pas être rendues publiques.

48. Au cours des débats qui ont suivi, des questions ont été soulevées à propos du rôle qu'était censée jouer la Conférence commune dans les préparatifs en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la crise économique en Afrique. Il a été proposé qu'un comité spécial soit mis sur pied par la Conférence commune afin d'examiner les documents établis pour la session extraordinaire avant la tenue de la session extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA. Le représentant du secrétariat a toutefois expliqué que les seules ébauches des parties du document qui étaient prêtes à être distribuées étaient celles dont était saisie la Conférence commune. Les missions sont revenues à Addis-Abeba à la mi-février et ont depuis lors travaillé très dur. Cependant, il n'a pas été possible de présenter une ébauche sur la situation globale aux participants à la Conférence commune. Toutefois, la demande visant à ce que les ébauches soient distribuées aux pays avant la session extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA serait examinée avec les autorités appropriées de la CEA et de l'OUA.

49. La plupart des délégations ont fait savoir que le temps qui leur était imparti pour modifier les chiffres et réviser les profils par pays était trop court. Elles ne disposaient pas à Addis-Abeba des données nécessaires pour leur permettre de réaliser un travail satisfaisant. En outre, il aurait fallu que les tableaux statistiques comportent des notes explicatives et que les sources des données soient indiquées dans tous les cas, étant donné que les missions ont recueilli des données auprès d'organisations différentes et que, dans certains cas, ces données n'étaient pas cohérentes. Dans sa réponse, le représentant du secrétariat a indiqué que l'échéance avait été fixée au 5 mars pour permettre à ceux qui avaient des modifications à apporter de le faire. Si les modifications ultérieures pouvaient être envoyées à temps au secrétariat par télex, avant la préparation de la version finale, elles pourraient être prises en considération. Il serait souhaitable que des notes explicatives figurent dans la partie relative aux tableaux statistiques.

Amélioration de la gestion de l'économie des pays africains : quelques secteurs critiques (Point 5 de l'ordre du jour)

50. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a, en présentant le document E/ECA/PSD.4/4 intitulé "Amélioration de la gestion de l'économie des pays africains : quelques secteurs critiques", déclaré que ce document avait été initialement présenté au Comité technique préparatoire plénier à sa sixième session tenue à Addis-Abeba en avril 1985. Le document avait été élaboré dans le cadre des documents de base sur les questions économiques inscrites à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, documents devant être examinés par le Comité technique préparatoire plénier et la Conférence des ministres de la CEA. Le Comité directeur qui était chargé d'élaborer les documents sur les questions économiques pour la vingt et unième session de la Conférence avait toutefois décidé précédemment que la gestion de l'économie des pays africains ne serait pas discutée en tant que question distincte au cours de cette session. La sixième réunion du Comité technique préparatoire plénier n'avait par conséquent procédé qu'à un examen préliminaire des questions soulevées dans le document et avait recommandé que celui-ci soit présenté à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes, organe beaucoup plus qualifié que le Comité pour s'occuper de ces questions.

51. Le représentant du secrétariat a expliqué que le document mettait l'accent sur certains domaines de la gestion qui n'avaient pas été traités dans quelques-unes des publications récentes sur la gestion de l'économie des pays africains ou, s'ils l'avaient été, n'avaient pas encore fait l'objet de mesures gouvernementales. Les domaines en question étaient : mesures pour une collaboration efficace et soutenue et coopération entre le Gouvernement et les autres centres de décision dans l'économie; mobilisation effective et utilisation des ressources financières; approfondissement de la connaissance de la base de ressources naturelles et de matières premières; adoption de mesures destinées à préserver les "ressources génératrices de richesse" et à assurer leur productivité; ressources étrangères, développement et croissance économique en Afrique. Par ailleurs, les objectifs du Plan d'action de Lagos avaient servi de point de départ pour l'examen de ces questions, à savoir les objectifs d'autonomie nationale et collective, de croissance économique et de développement endogène et auto-entretenu qui ont tous deux des incidences sur la mobilisation et la bonne utilisation des ressources.

52. Au cours des débats qui ont suivi la présentation du document, plusieurs délégations ont félicité le secrétariat pour l'initiative qu'il avait prise d'élaborer un document sur une question d'une telle importance et qui donnait à réfléchir. Il a été noté qu'il s'agissait d'un sujet particulièrement complexe et difficile, en particulier à cause du nombre d'Etats membres concernés par l'étude et de la différence de leurs choix économiques et politiques. Néanmoins, un certain nombre de participants auraient souhaité que le document soit plus empirique et se fonde sur les expériences particulières de pays en ce qui concerne

les questions soulevées. Certains ont estimé que les problèmes de gestion dans des domaines tels que l'agriculture, l'industrie, la coopération économique, les coentreprises, le commerce et l'environnement international ainsi que le rôle de l'éducation et de la formation auraient dû être examinés dans le document. Il a été recommandé qu'à l'avenir les travaux visent essentiellement le traitement séparé de ces questions et d'autres questions connexes en tenant dûment compte de l'expérience pratique des différents pays. Il a par ailleurs été noté que les problèmes de gestion dans les pays africains avaient à la fois des dimensions intérieures et extérieures qui n'étaient pas clairement différenciées dans le document. On a fait remarquer en outre que l'analyse aurait pu également se fonder sur un cadre théorique. De même une analyse historique des problèmes de gestion de l'économie des pays africains pourrait permettre de mieux comprendre la situation actuelle.

53. S'agissant des questions particulières soulevées dans le document, certains participants ont souligné l'importance du secteur privé dans le processus du développement. Il a été noté que le secteur privé dans les pays africains était dans la plupart des cas des succursales d'entreprises commerciales des pays industrialisés. Il était par conséquent important que les gouvernements interviennent d'urgence compte tenu de la nécessité de développer et de contrôler le secteur privé autochtone et de promouvoir le rôle de ce secteur dans le développement national. Les participants ont souligné le rôle primordial des entreprises publiques, en particulier dans les entreprises à haut risque et dans les projets qui nécessitent de lourds investissements initiaux et de longues périodes de gestion. La plupart des participants ont convenu qu'il était nécessaire de rationaliser les activités de ces entreprises de manière à leur permettre de fonctionner efficacement. Toutefois, s'agissant de la suggestion contenue dans le document de faire payer les utilisateurs des services fournis par les entreprises publiques, de nombreux participants ont estimé que cette mesure pourrait aller à l'encontre de l'objectif de la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. Certains participants ont fait remarquer que les conditions politiques, économiques et sociales de chaque pays étaient si différentes que les recommandations générales visant à transformer les entreprises publiques en entités rentables ne pouvaient avoir qu'une valeur indicative.

54. Certains participants ont souligné la nécessité de renforcer les relations entre la planification, la programmation et la budgétisation d'une part, et l'utilisation accrue du système des coopératives, ainsi que le recours à des accords contractuels entre le gouvernement et les entreprises publiques d'autre part, ces mécanismes constituant des moyens efficaces de gestion et de contrôle rigoureux des ressources.

55. L'éducation et la formation ont été reconnues nécessaires, mais certains participants ont estimé qu'il était tout aussi important de prendre des mesures pour retenir la main-d'oeuvre. Il convenait de créer un environnement favorable et notamment d'offrir des conditions de travail attrayantes, afin d'arrêter l'exode de la main-d'oeuvre qualifiée des pays africains.

56. Il a été constaté que la forme et le contenu de l'assistance technique avaient changé au cours des années. L'assistance technique jouait un rôle essentiel, particulièrement dans le secteur privé. Les gouvernements devaient toutefois prêter une grande attention aux coûts non déclarés de l'assistance technique qui pouvaient être très élevés. Les conditions de l'aide extérieure devaient également être révisées.

57. Le représentant du secrétariat a déclaré que bonne note avait été prise des observations relatives au contenu du document et aux questions pertinentes qui auraient dû y figurer. Il a cependant rappelé que ce document venait s'ajouter à d'autres documents, et que son principal objectif était de traiter un certain nombre de questions qui étaient habituellement laissées de côté dans le débat sur la gestion de l'économie. Si toutes les questions pertinentes avaient été incluses dans le document, celui-ci aurait été difficilement maniable et peu adapté aux travaux d'une conférence de cette nature. Les conclusions du document représentaient le plus petit commun dénominateur, étant donné la multiplicité des orientations philosophiques et idéologiques dans la région. Comme il avait été mentionné dans le document, le point de départ de l'opération était le Plan d'action de Lagos, dont l'application nécessitait des choix difficiles dans l'utilisation des ressources, celles-ci étant, de tout temps, limitées. Le représentant du secrétariat a mis l'accent sur le rôle du secteur privé, dont le potentiel était important, et a déclaré que les gouvernements devaient prendre la décision de soutenir ou non ce secteur. Les recommandations relatives aux entreprises publiques pouvaient ne pas s'appliquer dans tous les cas, mais il était certainement possible de fixer un juste prix à exiger de certains secteurs de la société pour des services rendus par les entreprises publiques. Le représentant du secrétariat a reconnu que les problèmes externes étaient réels, mais a déclaré que les gouvernements africains devaient maîtriser les aspects de l'environnement extérieur qui dépendaient d'eux, comme par exemple la recherche de nouveaux marchés pour leurs exportations.

Assistance technique et financière dans les domaines de la planification, de la statistique, de la démographie, de l'informatique et de la documentation
(Point 6 de l'ordre du jour)

58. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants étaient saisis de deux documents : "Assistance technique fournie par la CEA dans les domaines de la planification, de la statistique, de la démographie, de l'information et de la documentation" (E/ECA/PSD.4/5) et "Assistance technique et financière dans les domaines de la planification, de la statistique, de la démographie, de l'informatique et de la documentation" (E/ECA/PSD.4/6). Le second, qui avait été élaboré par le Département de la coopération technique pour le développement (DCTD) a été introduit par un représentant du Bureau de statistique de l'ONU à la demande du secrétariat de la CEA. Le premier a été introduit par un représentant du secrétariat.

59. Le représentant du Bureau de statistique de l'ONU a résumé les activités du Département de la coopération technique pour le développement dans les trois principaux domaines intéressant particulièrement la Conférence commune, à savoir la planification du développement, la statistique et la démographie. Il a expliqué que la coopération technique dont il était question avait été fournie suite aux besoins et demandes exprimés par les pays bénéficiaires en vue de renforcer leurs compétences nationales dans ce domaines pour atteindre un certain degré d'autonomie dans l'exécution de leurs programmes de développement.

60. Dans le domaine de la planification du développement, le Département de la coopération technique pour le développement avait, au cours de la période 1984-1985, exécuté 47 projets nationaux dans 33 pays africains. Ces activités étaient axées pour l'essentiel sur des projets de planification de développement national global. La nécessité se faisait toutefois de plus en plus sentir de fournir une assistance dans des domaines du plus en plus spécialisés de la planification. Par ailleurs, le Département avait également prêté son concours aux pays africains dans les domaines de la planification régionale et sous-nationale, du développement rural intégré, de l'intégration de la femme au développement, etc...

61. Dans le domaine de la statistique, 79 projets nationaux avaient, au cours de la période 1984-1985, été mis en chantier dans 38 pays africains. Leur exécution était assurée par le Département de la coopération technique pour le développement avec l'appui matériel du Bureau de statistique de l'ONU qui travaillait en étroite collaboration avec la Division de la statistique de la CEA. Cette assistance avait été sollicitée dans les domaines spécialisés de la comptabilité nationale, des statistiques du commerce, des statistiques économiques, y compris les statistiques industrielles et les statistiques des prix, les enquêtes sur la population et le logement, le système d'état civil et les statistiques d'état civil, les enquêtes sur les ménages et le traitement informatique des données statistiques.

62. Le Département de la coopération technique pour le développement avait continué à fournir une assistance aux pays africains dans les domaines de la formation en matière de population, de l'analyse des données démographiques nécessaires à la formulation et à l'application de politiques démographiques et de l'intégration des variables démographiques à la planification du développement national. Au cours de la période 1984-1985, le Département avait exécuté 63 projets relatifs à la population dans 33 pays. L'analyse de données de recensement constituait l'essentiel des projets financés dans ces pays au cours de cette période. Il avait également continué à collaborer avec la CEA dans la fourniture d'une assistance aux pays africains dans l'exécution de leurs programmes et projets en matière de population.

63. Le représentant du secrétariat a indiqué que l'assistance technique de la CEA dans les domaines susmentionnés avait été fournie principalement par le biais des divisions organiques intéressées, c'est-à-dire les divisions de la recherche socio-économique et de la planification, de la statistique et de la population. Le Service des opérations et de la coordination de l'assistance technique (TACOO) assurait la gestion et la coordination de cette assistance.

64. Dans le domaine de la planification, la CEA avait fourni divers types d'assistance technique et de services consultatifs aux pays africains au cours de la période 1984-1985. Il s'agissait notamment d'une assistance dans l'élaboration d'un plan intérimaire de redressement économique national, l'établissement de systèmes de prévision à court terme, l'analyse de la situation économique et sociale, et l'organisation d'une série de tables rondes avec les donateurs. En matière statistique, l'assistance technique est essentiellement transmise par le biais d'activités opérationnelles dans le cadre de projets financés par le PNUD et le FNUAP, à savoir le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages (PADEM), le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA), le Programme concernant la mise en place de services de comptabilité nationale et le Service consultatif régional en statistiques démographiques. En matière de population, le secrétariat a fourni aux Etats membres des services consultatifs en vue de la formulation des variables démographiques et leurs applications dans les domaines de la planification du développement, de l'évaluation des programmes de planification familiale, de l'analyse des données démographiques etc. Les deux instituts régionaux, RIPS et IFORD, assuraient la formation en démographie.

65. Enfin, en matière d'informatique et de documentation le PADIS fournissait aux Etats membres une assistance portant sur l'évaluation de l'infrastructure en place, le choix d'une configuration adéquate pour les ordinateurs, la formation du personnel administratif et technique, le transfert des méthodes et normes pour le traitement de l'information bibliographique, etc.

66. Avant l'ouverture du débat général sur les deux rapports, les représentants des différentes institutions des Nations Unies, de pays donateurs et d'institutions multilatérales et autres ont brièvement décrit leurs programmes de coopération technique.

67. Le représentant de la FAO a fait état d'une activité accrue en matière de statistiques agricoles et de planification, en rappelant en particulier l'organisation d'une série d'ateliers qui a abouti à la création de l'Association de planificateurs agricoles en Afrique. Il a été également fait état de l'assistance fournie aux pays africains par le BIT en matière de statistiques du Travail et d'enquêtes sur les ménages, travaux menés avec le concours du Siège de l'OIT, par des conseillers régionaux basés en Afrique. En matière de planification, il a été présenté un projet conjoint BIT/FNUAP intitulé "Population, ressources humaines et planification du développement en Afrique". Il a été précisé que l'ONUDI avait pour objectif prioritaire de contribuer au lancement de programmes industriels visant à accroître la productivité agricole et le coefficient d'autosuffisance alimentaire. Les participants ont été invités à solliciter l'assistance de l'ONUDI en matière de planification de l'industrie, le but étant de réduire la vulnérabilité de l'économie nationale. Le représentant de l'UNICEF a souligné que, pour son organisation, le principal objectif de la planification est d'assurer la survie de l'enfance et son épanouissement. Il a rendu hommage aux services statistiques pour les travaux qu'ils avaient

effectués concernant le bien-être de la femme et de l'enfance, en les assurant de l'appui constant et multiforme de son organisation. Le représentant de l'OMS a appelé l'attention des participants sur le projet relatif à l'organisation conjointe par la CEA, le Bureau de statistique des Nations Unies et d'autres organismes d'un stage de perfectionnement des statisticiens et des responsables de la santé en matière de planification et d'exécution d'enquêtes portant directement ou indirectement sur la santé, ainsi que pour ce qui est de l'élaboration de matériels de formation et de directives concernant l'organisation de telles enquêtes.

68. Le représentant de la République Fédérale d'Allemagne a précisé l'importance de la contribution de son pays au développement de l'Afrique, la priorité étant accordée à la formation de planificateurs ainsi qu'à la collecte de données démographiques et économiques. Il a appelé l'attention des participants sur les travaux de Centre de Munich pour le recyclage des statisticiens-économistes des pays en développement en rappelant que les Universités de son pays accordaient des bourses d'étude pour l'enseignement de l'économie. Le représentant de la France a précisé que l'assistance technique fournie par son pays était de plus en plus axée sur la formation d'économistes et de spécialistes de la comptabilité nationale, compte tenu notamment de la nécessité de former des spécialistes capables de négocier, sur un même pied d'égalité, avec les institutions internationales. Toutefois, la pénurie de macro-économistes et de spécialistes de la comptabilité nationale confirmés s'était traduite par des difficultés de recrutement. Il a lancé un appel pour que les programmes d'assistance technique bilatérale et multilatérale soient mieux coordonnés. Le représentant de l'URSS a appelé l'attention des participants sur les programmes organisés par son pays en matière de formation de statisticiens et de spécialistes de la planification de l'économie nationale en provenance des pays en développement, en précisant qu'il était donné suite à toutes les demandes recues de recrutement. Les modalités de coopération entre son pays et les pays en développement en matière de planification ne cessaient de s'améliorer, et un cadre juridique avait été défini.

69. Le représentant de la Suède a donné les grandes lignes de l'assistance offerte par son pays dans les domaines de la planification économique et de la statistique et invité les participants à en discuter plus longuement avec lui s'ils le souhaitent. Le représentant du Royaume-Uni a expliqué que l'objectif d'ensemble du programme de coopération technique de son pays portait sur la création d'institutions, chargées notamment de la sécurité alimentaire, des programmes démographiques, du développement rural et de la gestion économique. Il a décrit les activités actuellement menées en vue d'établir des programmes dans certains pays africains, programmes susceptibles d'améliorer la capacité des bureaux de statistique à satisfaire les besoins des utilisateurs d'information. Il a souligné la nécessité d'adopter les procédures administratives nécessaires au lancement des programmes aussi rapidement et aussi efficacement que possible.

70. Le représentant du "Commonwealth Fund for Technical Cooperation" a exposé le rôle de son organisation dans le domaine de la coopération technique avec les Etats membres du Commonwealth. Il a également fait part à la réunion des travaux de la dixième Conférence des statisticiens du Commonwealth qui portait sur la coopération technique, et dont les participants avaient estimé que les grands projets interna-

tionaux tels que l'Enquête mondiale sur la fécondité, le Programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquête sur les ménages et le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) étaient plus efficaces qu'une assistance ponctuelle et non coordonnée. Il s'est déclaré favorable à une coopération plus importante entre les donateurs et a souligné la nécessité de renforcer les services consultatifs régionaux. L'observateur de l'Institut international de statistique a attiré l'attention sur les activités de coopération technique de l'Institut et sur la création en 1982, du Centre de recherche dudit Institut, et invité les participants à tirer avantage de ces organes pour répondre aux besoins statistiques nationaux. Le représentant de la Commission des communautés européennes a expliqué que l'assistance technique fournie par la CEE (financée par le Fonds européen de développement ou directement par le Bureau de statistique des communautés européennes) était conçue en fonction des priorités établies par les pays signataires de la Convention de Lomé, en particulier dans le domaine alimentaire. Ces activités étaient menées en coordination avec les Etats membres de la CEE.

71. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs participants ont proposé qu'un rapport sur les projets exécutés par le Département de la coopération technique pour le développement (DCTD) et d'autres agences fasse mention des coûts locaux ou de la participation gouvernementale aux projets, en plus du budget du projet financé sur fonds extérieurs. Une ventilation du budget entre ses divers postes eût été également utile. Le représentant du Bureau de statistique des Nations Unies a indiqué que les coûts locaux constituaient certes un élément important d'un projet, mais qu'il était difficile, voire dans de nombreux cas impossible, d'évaluer les sommes effectivement engagées. Bien que dans chaque document de projet figure la participation gouvernementale annoncée, les dépenses réelles encourues étaient rarement comptabilisées ou déclarées. S'agissant de la ventilation du budget entre divers postes tels que le personnel, la formation, le matériel etc., il a répondu qu'il serait possible de le faire à l'avenir si la CEA le demandait au DCTD.

72. Certains participants ont fait observer que l'efficacité des programmes de coopération technique devrait être évaluée afin d'utiliser de façon plus rationnelle les ressources limitées dont on dispose. Le représentant du Bureau de Statistique des Nations Unies a répondu qu'une requête similaire avait été faite à la session de 1985 de la Commission de statistique et, bien qu'on ait admis la difficulté de le faire, le Bureau de statistique étudiait les moyens d'évaluer l'efficacité de la coopération technique en matière de statistique, y compris les indicateurs de l'amélioration de la disponibilité des statistiques de base.

73. Il a été suggéré que les divers institutions et pays donateurs coordonnent plus efficacement leurs projets de coopération technique. Le représentant du Bureau de Statistique des Nations Unies a répondu qu'en dépit des efforts faits pour coordonner les programmes de coopération technique, la coordination des opérations journalières des divers projets ne pourrait être réalisée qu'au niveau local, par exemple à travers le bureau du PNUD dans le pays concerné.

74. Certains participants se sont plaints du coût élevé des experts étrangers et ont proposé que l'on fasse appel à des experts locaux ou à des experts d'autres pays en développement dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement. Le représentant du Bureau de Statistique des Nations Unies a fait remarquer qu'en raison de la pénurie générale d'experts compétents dans des domaines tels que la comptabilité nationale, l'informatique, etc., il était inévitable de payer des salaires élevés si l'on voulait recruter des experts compétents. Le DTCD utilisait déjà, pour plusieurs projets, les experts locaux disponibles dans le pays, ou recrutait dans les pays voisins des candidats compétents.

75. Quelques participants ont estimé que, d'après le tableau sur les différents projets exécutés par le DTCD et d'autres agences, certains pays recevaient un volume d'aide démesuré, tandis que d'autres pays recevaient un volume très faible. Le représentant du Bureau de Statistique des Nations Unies a indiqué que le montant total de l'assistance pour chaque pays en développement pour une période donnée était déterminé à l'avance sur la base d'une formule préétablie, telle que les chiffres indicatifs de planification (CIP) pour l'assistance accordée par le PNUD. L'affectation de ces fonds aux différents projets était faite à la demande du gouvernement, selon les besoins prioritaires du pays. Le DTCD, ainsi que les autres institutions internationales, pouvait seulement aider les gouvernements à définir leurs besoins et à formuler des projets appropriés. A cet égard, le représentant du Bureau de Statistique des Nations Unies a suggéré que, dans chaque pays, l'office national de la planification ou de la statistique prenne les dispositions nécessaires pour que les projets de planification du développement ou les projets statistiques soient inclus dans les programmes nationaux dès la phase préparatoire du cycle de programmation du PNUD. Il a ajouté que, dans le domaine de la statistique, le DTCD, en coopération avec le Bureau de statistique de l'ONU et la Division de la statistique de la CEA, était prêt à aider les pays à identifier les principaux domaines de la statistique à inclure dans les prochains programmes nationaux.

76. En réponse à une question, le représentant du secrétariat a indiqué que le Département de la population et le projet financé par le FNUAP dans le cadre du secrétariat de l'UDEAC travaillaient en étroite collaboration, et qu'il était difficile de distinguer leurs activités respectives.

77. Certains participants ont souligné que l'assistance dans le domaine de la planification et de la statistique, en particulier de la comptabilité nationale, devrait être renforcée.

78. La délégation du Cameroun a signalé que les contributions versées par son pays au titre des frais de fonctionnement de l'IFORD avaient été omises dans le rapport du secrétariat.

79. Enfin, les participants ont exprimé leur profonde gratitude pour l'assistance fournie aux pays africains par les agences et institutions multilatérales et bilatérales de financement dans les domaines de la planification, de la statistique, de l'informatique et de la documentation. Ils ont souhaité que cette assistance se poursuive, qu'elle soit renforcée et soit mieux adaptée aux stratégies et priorités fixées par les pays bénéficiaires.

COMITE DE LA PLANIFICATION

80. M. Baba Top (Sénégal) a été élu président du Comité de la planification, Mme M. Motselane (Lesotho) et M. A. Nikwigize (Burundi) élus premier et deuxième vice-présidents, respectivement M. P. B. Rweyamamu (République-Unie de Tanzanie) a été élu rapporteur.

Crédit agricole et mobilisation des ressources en milieu rural
(Point 8 de l'ordre du jour)

81. Dans sa présentation du document E/ECA/PSD.4/7 relatif à une étude sur le crédit agricole et la mobilisation des ressources en milieu rural, le représentant du secrétariat a mis l'accent sur le fait que, sans un cadre institutionnel adéquat et de bonnes politiques de développement, le crédit agricole n'avait qu'une incidence limitée sur le développement rural. En effet, le crédit agricole n'est qu'une composante parmi tant d'autres qui ne peuvent avoir d'impact positif sur la production que si elles sont minutieusement coordonnées. Son efficacité tient dans une large mesure au régime foncier, aux prix, aux taux d'intérêt, à l'infrastructure de commercialisation, aux services de vulgarisation et aux politiques fiscales et d'épargne. Il est presque inutile de s'attaquer séparément à ces problèmes complexes et étroitement liés. Le représentant du secrétariat a également fait remarquer qu'en Afrique, en ce qui concerne l'infrastructure financière (secteurs bancaire et financier), l'on avait eu tendance à négliger les campagnes au profit des sièges urbains du pouvoir, de l'autorité et de la clientèle financière. Les banques commerciales étaient généralement concentrées en milieu urbain et se consacraient essentiellement au financement des grandes exploitations agricoles, des industries de consommation et du secteur du commerce extérieur. Les banques centrales avaient mené des politiques qui ont peu aidé à la mise en valeur du système financier en vue du développement rural, alors que les banques de développement agricole spécialisées n'avaient pas encore eu d'incidence notable dans les campagnes. Le mouvement coopératif qui était censé être le fer de lance de la transformation en milieu rural n'avait qu'un succès limité dans de nombreux pays.

82. En ce qui concerne les taux d'intérêt, le représentant du secrétariat a souligné que le taux d'intérêt moyen prélevé sur le crédit agricole était nettement inférieur au taux moyen de l'inflation et, dans la plupart des cas, ces taux avaient été fixés par le législateur et n'avaient été révisés que dans de rares cas. Les taux d'intérêt faibles limitaient sérieusement la capacité des institutions financières pour l'octroi de crédits aux populations rurales. De fait, cela a généralement pour effet d'engendrer une demande excessive de fonds, de sorte que les institutions adoptaient des politiques hautement sélectives et demandaient trop souvent un aval ou des biens en hypothèque. De telles politiques excluaient automatiquement les petits exploitants aux ressources limitées qui ne peuvent présenter des garanties.

83. Le représentant du secrétariat a par ailleurs souligné que la pratique de prix réalistes encourage les agriculteurs à accroître leur production. Non seulement des prix à la production peu attrayants avaient un effet dépressif sur la production,

mais ils poussaient également les producteurs à avoir recours au commerce illicite dans les pays voisins où les prix sont plus élevés. En outre, le faible niveau des prix de détail des denrées vivrières de base entraînait à terme l'auto-consommation de ces produits par substitution aux produits non subventionnés. En conséquence, les produits de base non subventionnés tels que le manioc, le millet disparaissaient alors des marchés urbains au profit de produits comme le riz et le blé qui accroissent fortement la dépendance alimentaire de l'extérieur.

84. S'agissant de la mobilisation des ressources, le représentant de la CEA a fait ressortir qu'un important aspect souvent méconnu était qu'elle est fonction du développement agricole et de l'introduction des réformes structurelles qui l'accompagnent. Il ne saurait y avoir d'accroissement de l'épargne sans relèvement des revenus des particuliers et aucune politique, fût-elle des plus avisées, ne pourrait réussir si les revenus stagnaient. En outre, dans le contexte africain, le problème ne se limitait pas à l'augmentation du volume et du taux marginal de l'épargne, il consistait également à faire en sorte que l'élévation du taux marginal de l'épargne s'exprime sous une forme financière. A cet égard, l'ouverture de succursales en milieu rural, permettant aux populations d'avoir facilement accès aux institutions bancaires, serait un atout majeur en matière de mobilisation des ressources. Il ne suffisait pas d'intégrer le crédit dans le cadre de la planification du développement. Le point de vue du banquier était dicté par son souci de la rentabilité de son institution alors que le planificateur se souciait de l'accroissement de la production. En conséquence, il conviendrait de poursuivre l'intégration de l'institution de crédit avec le département de la planification du Ministère de l'agriculture tant en ce qui concerne les décisions politiques que sur le plan opérationnel ou sur le terrain.

85. Les participants ont félicité le secrétariat pour l'excellence et le caractère détaillé de l'étude. Certains des participants ont suggéré que les recommandations soient légèrement revues afin de les rendre plus précises de sorte que l'étude puisse servir utilement de document de référence. D'autres ont souligné que pour que l'étude soit plus complète, il était nécessaire de prendre en compte les besoins de crédit agricole dans la planification en matière de production agricole. Au cours des débats qui ont suivi, le Comité a mis l'accent sur la nécessité d'un examen minutieux des politiques des banques centrales africaines qui étaient dans une large mesure réticentes au financement du crédit agricole. En outre, la simple affectation par les banques commerciales d'un certain pourcentage de leurs ressources au crédit agricole n'avait pas produit les effets escomptés. Il a été demandé au secrétariat de la CEA d'effectuer une étude complémentaire plus détaillée à ce sujet. Les participants ont également souligné l'importance de la formation et le recyclage de ceux qui formulent et exécutent les politiques de prix.

86. Certains participants étaient d'avis qu'en matière de crédit agricole, le problème ne réside pas tellement dans l'insuffisance des ressources mais plutôt dans la capacité de leur absorption. Par ailleurs, certains autres délégués ont fait savoir que les conditions de crédit accordées par les institutions financières étaient très rigoureuses et seule une proportion limitée des populations rurales pouvait recourir à ces emprunts. D'autres participants ont souligné que pour améliorer la solvabilité des agriculteurs ainsi que pour la mobilisation des ressources, l'élévation des revenus

était un facteur crucial. Dans de nombreux cas, des facteurs tels que les aléas climatiques, l'infestation parasitaire, la sécheresse et les prix à la production peu attrayants, facteurs sur lesquels les exploitants agricoles n'avaient aucune emprise, limitaient la possibilité pour ces derniers d'améliorer leur position de solvabilité auprès des institutions financières. Les autres grands problèmes cités étaient: la mise en place de mécanismes de recouvrement des prêts, les difficultés quant à l'utilisation des terres comme garantie hypothécaire en raison des régimes fonciers traditionnels et l'inexistence d'une infrastructure de commercialisation adéquate pour les cultures vivrières et commerciales.

87. En réponse à la question concernant l'incidence des taux d'intérêt élevés sur les coûts de production, le représentant de la CEA a fait remarquer que c'était là ignorer le coût d'opportunité de l'argent, les aléas sur le marché des devises et le coût réel du personnel et des services administratifs découlant du recours à des intermédiaires financiers. En outre, le crédit agricole était l'un des domaines où les dépenses des institutions officielles étaient les plus élevées, en raison de la dispersion géographique, des problèmes de garantie, de la modicité des emprunts et des risques inhérents à l'agriculture. Dans de nombreux pays, en raison des plafonds des taux d'intérêt, il était pratiquement impossible pour les institutions officielles de réaliser suffisamment de bénéfices pour couvrir leurs dépenses, surtout si elles avaient de nombreux clients parmi les agriculteurs pauvres. Tout relèvement des taux d'intérêt aurait pour effet non pas de compromettre leur viabilité financière mais de la renforcer. Le représentant de la CEA a en outre souligné que les institutions financières africaines avaient une responsabilité sociale en ce sens qu'elles devaient faire preuve d'ingéniosité et d'habileté pour mobiliser des ressources dans le secteur des entreprises familiales traditionnelles en vue de financer le développement économique.

88. Le Comité de la planification a formulé les recommandations suivantes en matière de crédit agricole et de mobilisation des ressources:

89. Sur la base des données fournies et des idées avancées dans le document de base, les représentants des pays ont conclu que les problèmes dans ce domaine étaient complexes et tournaient essentiellement autour d'un ensemble de facteurs interdépendants. Au nombre de ceux-ci figuraient la disponibilité relative de ressources, les avantages et les inconvénients pour l'agriculteur (sous son optique personnelle) du crédit d'origine institutionnelle et non institutionnelle ainsi que leurs incidences sur la rentabilité des mécanismes institutionnels de crédit pour les petits exploitants. La solvabilité limitée des agriculteurs (du point de vue des responsables des sources probables de crédit), compte tenu des revenus agricoles généralement faibles et instables (surtout en ce qui concerne les cultures vivrières), l'inefficacité des infrastructures de commercialisation et l'inadéquation des mesures de protection contre les risques tenant aux aléas climatiques et à l'évolution des marchés étaient autant de problèmes qui ont été également soulignés.

90. Au vu de ces problèmes étroitement liés et en tenant compte des institutions de crédit existantes ou potentielles, le Comité a conclu que le rôle de l'Etat consistait surtout à améliorer la position de solvabilité des agriculteurs et de susciter davantage son intérêt quant aux mécanismes institutionnels de crédit par l'adoption des mesures suivantes en vue de la promotion du crédit et de la mobilisation des ressources :

- incitations à la production agricole et stabilisation des prix;
- amélioration des relations entre les prêteurs et les agriculteurs, notamment allègement des rouages bureaucratiques et lutte contre les lourdeurs administratives qui découragent les emprunteurs potentiels;
- suppression ou allègement des mesures discriminatoires sur la propriété des des terres et autres biens ou sur leur utilisation (en particulier contre les femmes) qui rendent l'accès au crédit d'origine institutionnelle difficile, voir impossible, et d'une manière générale, amélioration de l'accès à ces sources de crédit pour les groupes qui en étaient jusqu'ici exclus
- amélioration de la protection contre les risques en faveur des prêteurs et emprunteurs potentiels, notamment par la promotion de l'assurance dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, lorsque cela est possible, et amélioration de la protection contre les risques de baisse des revenus et de la production agricoles face aux aléas climatiques et à l'infestation parasitaire avant et après les moissons et à des facteurs d'ordre institutionnel tels que l'instabilité des marchés*. Il a également été suggéré que l'étude soit diffusée à travers l'Afrique comme source de référence.

La planification sectorielle au sein des mécanismes de coopération sous-régionale
(Point 9 de l'ordre du jour)

91. Le représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/PSD.4/8 relatif à la planification sectorielle au sein des mécanismes de coopération sous-régionale. Il a fait observer que cette étude avait été réalisée dans le contexte du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos, en mettant un accent particulier sur la façon dont pourrait être atteint l'objectif de la création d'une communauté économique africaine grâce à la consolidation et à l'évolution appropriée des structures existant au niveau sous-régional. En tant que première étape, l'étude n'a porté que sur deux secteurs, à savoir, l'agriculture et l'industrie et a été circonscrite à quelques mécanismes de coopération sous-régionale en Afrique. D'autres études en matière de planification et portant sur d'autres secteurs continueraient à être effectuées.

* Les banques devraient avoir des politiques monétaires et de crédit qui reflètent les conditions prévalent actuellement en Afrique.

92. Le représentant du secrétariat a indiqué que la planification sectorielle au niveau sous-régional en Afrique se caractérisait par :

a) L'absence, d'une manière générale, de plans sous-régionaux autour desquels articuler les projets sectoriels;

b) Des contraintes au sein des nombreuses structures sous-régionales du fait de sensibilités d'ordre politique;

c) L'absence de relations (horizontales et verticales) entre les plans nationaux dans la sous-région, ce qui posait le problème de savoir comment harmoniser les plans afin d'éviter un chevauchement des efforts;

d) Le fait que les donateurs n'étaient pas enclins à financer les projets sous-régionaux. Le financement allait surtout aux projets nationaux;

e) Une pénurie notable de main-d'oeuvre qualifiée pour réaliser la planification sectorielle au niveau sous-régional.

93. Le représentant du secrétariat a dit que ces contraintes compromettaient considérablement l'exécution efficace des projets sous-régionaux. Par ailleurs, l'évolution éventuelle des structures sous-régionales vers une communauté économique africaine d'ici l'an 2000 ne pourrait se faire que si l'on prenait des mesures rigoureuses pour surmonter ces contraintes. On a attiré l'attention des participants sur les recommandations spécifiques contenues dans le document et relatives à la façon dont on pourrait remédier à cet état de fait. Un accent particulier a été mis sur le rôle éventuel que les MILPOC de la CEA pourraient jouer au niveau sous-régional dans la planification sectorielle, notamment concernant l'harmonisation des plans nationaux et sous-régionaux.

94. Plusieurs participants ont félicité le secrétariat pour la qualité et la clarté du document présenté. Au cours des débats qui ont suivi, diverses entraves à la planification sectorielle au niveau sous-régional ont été énumérées, à savoir :

a) Les différences de priorités et de niveaux de développement au niveau national;

b) Les difficultés rencontrées dans la coordination des plans nationaux au niveau sous-régional, étant donné que les structures sous-régionales ne pouvaient se muer en entités supranationales;

c) Le fait qu'il n'était pas possible, sur le plan politique, de réaliser une planification commune pour des domaines sensibles tels que l'alimentation et les ressources en eau;

d) La faiblesse des services de planification, même au niveau national;

e) L'absence des ressources nécessaires pour renforcer les services de planification;

f) La crise économique qui sévissait ces dernières années et qui avait amené les gouvernements à s'attacher davantage aux problèmes nationaux qu'à la coopération sous-régionale; toutefois, le Comité a été informé de l'élaboration d'un plan de relance économique à court terme dans le cadre de certains groupements sous-régionaux et en particulier au sein de la CEDEAO.

95. Le Comité a noté la déclaration faite par le délégué de l'OACI selon laquelle les aéroports internationaux, notamment les plus grands sont plus efficaces et ont de meilleurs résultats financiers quand ils sont gérés de façon autonome ou mixte. Il a indiqué dans ce cadre qu'il y a lieu d'aider les Etats à trouver les voies et moyens d'améliorer la gestion de leurs aéroports internationaux en organisant des séminaires sur ce sujet. Une rencontre de ce genre est prévue en juillet 1986 à Nairobi pour les Etats membres de la ZEP.

96. Un certain nombre de propositions concernant la façon dont pourrait être améliorée la planification au niveau sous-régional ont été mentionnées. Il s'agit de :

a) La nécessité de formuler des projets sous-régionaux susceptibles de présenter un intérêt pour les Etats membres d'une sous-région et de générer dans le même temps des avantages comparatifs ainsi qu'une rentabilité;

b) La nécessité d'élaborer des politiques nationales convergentes aux niveaux macro-économique et sectoriel;

c) La nécessité de renforcer les services de planification au niveau national de façon à réaliser une planification judicieuse au niveau sous-régional;

d) La nécessité, en particulier dans le secteur industriel, de formuler des plans directeurs nationaux comportant des projets susceptibles d'être exécutés au niveau régional, tels que laminoirs, etc...

97. Répondant aux diverses questions posées, le représentant du secrétariat a souligné que la planification au niveau sous-régional revêtait une importance capitale pour atteindre l'objectif de la création d'une Communauté économique africaine d'ici l'an 2000, tel qu'envisagé dans l'Acte final de Lagos. Il y avait une convergence accrue des priorités définies dans les différents pays africains, ce qui faciliterait la coopération et la planification au niveau sous-régional. En réponse à la question relative aux secteurs sensibles tels que l'agriculture et les ressources en eau, on a également souligné qu'une planification commune dans ces secteurs était à la fois possible et souhaitable. Si l'on faisait preuve de volonté politique, il serait possible, par le biais de la coopération africaine, de résoudre nombre de problèmes qui entravaient l'intégration économique. L'orateur a souligné que les plans sous-régionaux n'avaient pas pour but de remplacer les plans nationaux mais plutôt de garantir l'existence de mécanismes qui permettent d'harmoniser la planification nationale avec les objectifs et programmes sous-régionaux. S'agissant des doutes émis quant à la réalisation de l'objectif de la création d'une communauté économique africaine, le représentant du secrétariat a reconnu qu'il existait des problèmes mais a toutefois souligné qu'il importait de déployer tous les efforts nécessaires pour rendre cet objectif réalisable.

Entreprises multinationales africaines, planification collective et coopération économique (point 10 de l'ordre du jour)

98. En présentant le document E/ECA/PSD.4/9 sur les entreprises multinationales africaines, la planification collective et la coopération économique, le Directeur de l'IDEP a indiqué qu'il était impératif que l'Afrique crée ses propres entreprises transnationales si elle voulait sortir de la stagnation économique. Le fait d'être en marge de l'économie mondiale limitait les possibilités d'action des pays africains. Les remous économiques des années 70, qui avaient commencé avec la première crise pétrolière en 1973 avaient entraîné un énorme endettement extérieur et un recours massif et soudain aux subventions qui, tous deux, avaient sérieusement ébranlé les économies de la quasi-totalité des pays africains. Les efforts déployés jusqu'à présent par les pays africains en vue de créer des groupements sous-régionaux étaient certes louables mais insuffisants. A titre d'exemple, la suppression progressive des barrières tarifaires entre les pays appartenant à un même groupe sous-régional pouvait certes accroître leurs échanges, mais il serait plus avantageux pour ces pays de mettre sur pied des entreprises conjointes. En définitive, le développement économique de l'Afrique passait par des entreprises à vocation régionale. Ces entreprises qui seraient la propriété des pays africains eux-mêmes, seraient lancées dans le cadre d'une communauté économique africaine.
99. Au cours du débat qui a suivi, des doutes ont été émis quant à la possibilité de créer des entreprises à l'échelle du continent alors que l'on éprouvait encore des difficultés à assurer l'harmonisation au niveau des groupements sous-régionaux. En outre, il était trop tôt pour juger si les tentatives sous-régionales actuelles avaient échoué ou non, étant donné que la plupart d'entre elles avaient été faites après l'adoption du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, six ans à peine auparavant. Certains participants ont également estimé que cette idée ne serait pas concrétisée avant longtemps et qu'il était plus pratique de poursuivre les tentatives lancées au niveau des groupements sous-régionaux. A cet égard, il a été souligné que la coopération à elle seule n'assurerait pas le développement des pays africains, mais plutôt l'intégration économique. La création d'entreprises transnationales ne saurait assurer l'essor économique de l'Afrique si elle ne s'accompagnait de mesures énergiques en vue d'assurer l'intégration économique.
100. D'autres participants ont souligné l'importance de la coopération régionale en particulier pour les petits pays. Il a également été indiqué que la création de coentreprises et d'entreprises africaines serait utile à cet égard. Certains participants ont fait remarquer qu'une telle approche ne serait pas nouvelle.
101. Le Directeur de l'IDEP a répondu que le renforcement de la coopération au sein des groupes régionaux irait certainement dans le sens de la coopération régionale. Les groupements régionaux pourraient créer des entreprises régionales. L'idée n'était pas peut-être tout à fait nouvelle, mais l'approche l'était. Au lieu que tel ou tel pays africain lance individuellement un mini-projet, les pays africains devraient s'efforcer de créer des entreprises recouvrant un ou plusieurs groupements régionaux.

Perspectives sous-régionales des pays du CILSS (Point 11 de l'ordre du jour)

102. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/PSD.4/10 ayant trait à l'étude intitulée «Perspectives sous-régionales : les pays du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)». Il a rappelé aux participants que cette étude avait été entreprise par le secrétariat en collaboration avec l'Institut du Sahel, et ce, conformément à la résolution 501 (XIX) recommandant que des études prospectives aux niveaux national sous régional et régional soient entreprises afin de permettre de mieux évaluer les mesures à prendre pour assurer la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos. Il a précisé que l'étude avait principalement pour objectifs d'évaluer les mesures économiques prises par les Etats membres du CILSS à la lumière de l'expérience de la décennie écoulée (1973-1983), et de définir les domaines économiques où les pays de la sous-région pourraient atteindre un degré de complémentarité plus élevé, de façon à réaliser un développement endogène et auto-entretenu, et ce, conformément aux principes énoncés dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos.

103. Pour ce qui est de l'évolution socio-économique intervenue au cours de la période 1973-1983 dans les pays membres du CILSS, le représentant du secrétariat a défini les principaux problèmes qu'a connus la sous-région. Il s'agit de ce qui suit :

- i) La sécheresse quasi chronique qui s'est traduite par une baisse de la production agricole de quelque 35 p. 100 par rapport à la normale;
 - un déficit céréalier chronique accru et le recours systématique à des importations massives de céréales et à l'aide alimentaire;
 - des lourdes pertes de bétail;
 - la dégradation de l'environnement et la désertification accélérée de la sous-région;
 - l'accroissement démographique rapide qui s'est accompagné d'un exode rural très important et d'un fort développement urbain.
- ii) La stagnation de la production vivrière et l'accroissement démographique rapide qui se sont traduits par une baisse de la production céréalière par habitant et par une malnutrition chronique, en dépit de l'accroissement de l'aide et des importations alimentaires;
- iii) La dépendance excessive du secteur énergétique à l'égard de l'extérieur pour ce qui est des approvisionnement en produits pétroliers et la consommation très importante de bois et de charbon de bois;
- iv) La stagnation de la production industrielle et l'incapacité du secteur des transports à répondre aux besoins de la population et à promouvoir la coopération régionale;

- v) La baisse de la production et la chute des cours des produits exportés se sont traduits par un déficit chronique du Trésor public et de la balance des paiements. En dix ans, la dette extérieure s'est multipliée par sept et le service de la dette par 3,4. Les dépenses consacrées à la consommation finale représentaient 91 p. 100 du PIB, tandis que la formation brute de capital s'était accrue, en termes réels, de 3,2 p. 100.

104. Le représentant du secrétariat a ajouté que l'étude comportait deux scénarios portant sur la période allant jusqu'en 1998: un scénario historique fondé sur les tendances antérieures et un scénario normatif reposant sur l'hypothèse selon laquelle il serait pris des mesures délibérées visant à renverser les dites tendances.

105. Pour ce qui est du premier scénario, le représentant du secrétariat a indiqué que si l'accroissement démographique se poursuivait au même rythme, la population des pays membres du CILSS atteindrait, d'ici à 1998, près de 49 millions d'habitants et la population urbaine représenterait 30 p. 100 du total. Il ressortait de ce scénario : i) un changement au niveau de la structure de la population rurale (peu de jeunes et un grand nombre de vieilles personnes), ce qui aurait de graves conséquences sur la main-d'œuvre agricole; ii) un déficit céréalier de 4,1 millions de tonnes en 1998 contre 1,9 million de tonnes en 1982, ramenant le coefficient d'autosuffisance céréalière à 56 p. 100 seulement et aggravant ainsi la dépendance alimentaire à l'égard de l'extérieur; iii) une aggravation du déficit énergétique dans la mesure où la consommation pétrolière par habitant devrait atteindre 135 kg en 1998 contre 70 kg en 1982, se traduisant ainsi par un alourdissement important de la facture pétrolière; iv) une croissance modeste des industries fondées sur l'exploitation des ressources agricoles dans la mesure où les mauvais résultats du secteur agricole ne leur permettraient pas de fonctionner à pleine capacité et dans la mesure où le manque de fonds devrait compromettre la réalisation de certains projets industriels clés; v) une détérioration du secteur des transports et communications.

106. Le scénario normatif est fondé sur l'hypothèse selon laquelle il y aurait une exploitation rapide du potentiel «hydro-agricole», ce qui permettrait le développement de l'irrigation et de la production hydro-électrique. L'autosuffisance alimentaire ainsi que la réduction de la dépendance énergétique et l'accès à des sources énergétiques peu coûteuses constitueraient les conditions sine qua non à l'industrialisation rapide de la sous-région et à l'exploitation accélérée des ressources minérales. La réalisation d'un développement économique autonome serait avant tout tributaire de la mobilisation de l'épargne intérieure. Toutefois, l'assistance extérieure demeurerait indispensable dans la mesure où 25 p. 100 des investissements requis devraient provenir de l'extérieur. L'exiguïté des marchés nationaux et la nécessité d'augmenter la productivité du travail exigeraient l'intensification de la coopération et de l'intégration sous-régionales dans un esprit de solidarité pour atteindre l'autosuffisance collective. Ainsi, le PIB de la sous-région pourrait s'accroître au taux de 6,6 p. 100 par an, grâce au développement soutenu de l'ensemble des secteurs et à la mise en oeuvre de changements structurels importants au niveau des secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie, le secteur manufacturier, le transport et le secteur minier.

107. En conclusion, le représentant du secrétariat a précisé que l'étude prospective concernant l'une des sous-régions la plus sérieusement touchée par la sécheresse, la désertification et la crise économique avait fait ressortir l'importance de la résolution 501 (XIX) ainsi que la nécessité de l'appliquer sans tarder dans d'autres sous-régions. Cette application se heurte au manque d'informations statistiques, à la méconnaissance des facteurs relatifs aux investissements, à la consommation et au revenu notamment en milieu rural et aux lacunes des plans nationaux de développement. Autant l'application de cette résolution à d'autres sous-régions d'Afrique était une nécessité pressante, autant il était nécessaire de renforcer les moyens du secrétariat et d'autres institutions de recherche, l'Institut du Sahel, l'IDEP, l'IFORD grâce à une assistance bilatérale et multilatérale accrue.

108. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants des pays ont remercié le secrétariat de l'excellent travail ainsi réalisé. De nombreux participants ont estimé que l'étude était intéressante et constructive et que l'approche adoptée était bonne. Des questions importantes ont été soulevées quant à la validité des hypothèses sur lesquelles repose la scénario normatif et à la possibilité de réaliser un tel scénario à un moment où il est manifestement impossible d'affronter à la fois tous les problèmes et de répondre à toutes les priorités proposées dans l'étude. Certains participants se sont demandés pourquoi l'analyse rétrospective n'a pas porté sur une période plus longue et pourquoi le bilan établi n'a pas été plus détaillé. On a fait observer en outre que la sécheresse et l'alourdissement de la facture pétrolière ne sauraient expliquer, à eux seuls, la détérioration de la situation économique des pays du CILSS et qu'une analyse plus approfondie s'imposait. D'autres participants se sont déclarés sceptiques quant à la possibilité de réaliser le scénario normatif compte tenu de la dépendance à l'égard des apports extérieurs. A leur avis, le scénario normatif devait tenir compte de la capacité d'auto-financement des pays concernés. Les taux de croissance sectorielle, ainsi que les niveaux d'investissements et de consommation projetés étaient jugés irréalisables compte tenu des très modestes résultats obtenus dans le passé par les pays de la sous-région. Il a été suggéré que la sous-région accorde la priorité à trois domaines, à savoir la maîtrise de l'eau, la production d'intrants industriels et l'exploitation des ressources énergétiques. Il a été également indiqué que la promotion de l'élevage était vitale pour les pays membres du CILSS.

109. Le Comité a noté le fait que toutes les questions posées au cours des débats avaient également été posées au cours du Colloque de Dakar, permettant ainsi de définir de nouveaux domaines de recherche et d'élaborer un programme d'action pour les pays de la sous-région. En outre, il a été indiqué que les participants au Colloque de Dakar s'étaient félicités de l'excellente qualité de l'étude. Le représentant du CILSS a indiqué que la période 1973-1983 couvrirait les dix premières années d'existence du CILSS, raison pour laquelle celui-ci a demandé à la CEA de faire un bilan couvrant cette période. Il a signalé que c'est à la lumière des critiques émises lors du Colloque de Dakar, que des recommandations concernant les mesures à prendre ainsi que les nouveaux domaines de recherche avaient été formulés

avant d'être présentées à la Conférence des chefs d'Etat du CILSS tenue à Dakar en janvier 1986. Il a fait état de la résolution du Conseil des ministres du CILSS relative à la mise en oeuvre du dit programme d'action. La nécessité pressante de procéder à des changements structurels dans la sous-région, la nécessité d'un réajustement de la dette extérieure, la participation effective des collectivités aux efforts de développement ainsi que l'appel lancé à la communauté internationale pour la mobilisation des ressources nécessaires à l'élaboration et à la réalisation d'un programme prioritaire de redressement et de reconstruction du CILSS constituent les principaux axes de ce plan d'action.

110. Dans sa réponse, le représentant du secrétariat a précisé que l'étude accordait la priorité aux secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des transports. Il a indiqué que la réalisation de l'objectif d'autosuffisance alimentaire visé dans le scénario était tributaire de la maîtrise de l'eau et de la construction dans la sous-région des barrages prévus dans le cadre des activités d'organisations sous-régionales telles que l'OMVS, barrages qui permettraient également d'augmenter considérablement la production électrique et de réduire la dépendance du CILSS vis-à-vis de l'extérieur. La priorité accordée aux transports se justifiait également par le fait que la sous-région comptait quatre pays enclavés et un pays insulaire. Le représentant du secrétariat a reconnu que la réalisation du scénario normatif nécessitait la mobilisation d'importantes ressources financières, raison pour laquelle le Colloque de Dakar et la Conférence des chefs d'Etat du CILSS avaient lancé un appel pour une assistance accrue et adaptée aux besoins de la sous-région.

Rapport sur la mise en oeuvre des systèmes de prévision à court terme et des modèles de planification multisectorielle (point 12 de l'ordre du jour)

111. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/PSD.4/11 intitulé «Rapport sur la mise en oeuvre des systèmes de prévision à court terme et des modèles de planification multisectorielle». Il a mis en relief les aspects les plus importants de la mise en oeuvre des modèles de prévision à court terme basés sur des matrices de comptabilité sociale. Il a passé en revue les progrès accomplis dans ce domaine dans certains pays africains et tiré des enseignements destinés à servir à la poursuite de l'exécution du projet. Les enseignements pourraient être utiles aux pays qui souhaiteraient à l'avenir se doter de pareil système.

112. Il a défini les conditions nécessaires à la mise sur pied d'un tel système, à savoir la disponibilité de données de base s'agissant des échanges interindustriels et la désagrégation d'autres variables comme la valeur ajoutée ventilée selon ses composantes, les exportations par secteur et par marché d'arrivée, etc. Egalement d'importance capitale étaient la mise en place d'installations informatiques suffisantes équipées de logiciel et le recrutement d'un personnel de base spécialisé dans la programmation informatique et l'analyse économétrique.

113. Le représentant du secrétariat a également fait état des coûts élevés qu'entraînait la mise en place de tels systèmes au niveau national et les difficultés inhérentes à la mobilisation de ressources extra-budgétaires pour financer le projet qui avait essentiellement pour objet de recruter des consultants chargés d'aider à la réalisation des activités préalables à la mise en oeuvre du modèle. En attendant donc de trouver une source de financement, les pays devraient prendre en charge une partie des frais de mission, en l'occurrence, le logement. Il a été demandé aux pays désireux d'établir pareil système d'en faire part au secrétariat qui pourrait établir un plan de travail et un calendrier coordonnés qui lui permettraient de satisfaire à leurs demandes.

114. Le représentant du secrétariat de la CEA a en outre indiqué que, suite aux recommandations des deuxième et troisième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, un séminaire sur les modèles de planification multisectorielle serait organisé cette année en URSS à l'intention de planificateurs africains. Le séminaire mettrait l'accent sur les domaines suivants : a) l'intégration du secteur informel à la planification du développement multisectoriel; b) la dynamisation des coefficients techniques d'échanges inter-industriels; c) l'inclusion des variables financières relatives aux prix, à la balance des paiements, à la monnaie et aux finances dans les modèles de prévision SAM; d) le renforcement du secteur énergétique en Afrique. Il a indiqué que le séminaire se tiendrait à la fin de 1986 et invité les participants intéressés à se manifester.

115. Au cours des débats qui ont suivi, un certain nombre de participants ont évoqué l'expérience de leurs pays respectifs dans la mise en oeuvre de modèles de planification économique et indiqué leur utilité dans l'élaboration de plans de développement. Plusieurs participants ont émis des réserves quant à l'efficacité des études menées par la CEA sur les modèles de planification et leurs incidence sur les économies des pays africains. Ils ont proposé qu'il soit procédé périodiquement à la révision des paramètres en tenant compte de l'évolution des conditions économiques.

116. Des doutes ont été émis concernant l'utilité du recours aux tableaux d'échanges inter-industriels avec des coefficients techniques fixes et un retour constant à un coefficient d'échelle comme base de ces modèles à un moment où les économies des pays africains étaient en prise à une grave crise et subissaient des ajustements structurels rapides.

117. Plusieurs participants ont également souligné la nécessité pour la CEA d'établir des relations avec des organismes spécialisés internationaux et des pays africains engagés dans la mise en oeuvre de modèles de planification. C'est ainsi qu'il lui avait été demandé de favoriser l'échange de données d'expérience par le biais de la diffusion des informations disponibles à son niveau et de la convocation des séminaires mixtes. Certains participants ont insisté sur le fait que la CEA devrait

renforcer ses relations avec les bureaux et instituts africains de planification pour contribuer au développement de modèles économiques et au renforcement des capacités nécessaires à cette fin, et ce, en vue d'aider les pays africains à formuler des politiques et des stratégies économiques dans le cadre de plans nationaux de développement cohérents et bien structurés.

118. Il a été souligné par ailleurs qu'il importait d'organiser des programmes de formation, compte tenu de la pénurie d'experts dans ce domaine de spécialisation.

119. Le Comité a félicité le secrétariat de la CEA pour les efforts qu'il avait faits en vue de l'organisation du prochain séminaire sur les modèles de planification de développement multisectorielle, qui offrirait une occasion unique d'échanger des vues et des données d'expérience sur l'applicabilité de ces modèles en Afrique. Il a recommandé que de tels efforts soient poursuivis et que tout soit mis en oeuvre pour trouver les fonds nécessaires à l'organisation de ces séminaires. Il a été également proposé de faire participer l'IDEP à la préparation du séminaire qui devrait se tenir en URSS.

120. Le représentant du secrétariat a remercié les participants de l'intérêt et du soutien qu'ils manifestaient pour le renforcement des activités de la CIA dans le domaine de la mise en oeuvre de modèles de planification économique. Il a souligné l'importance de ces modèles pour les besoins de la planification, en particulier pour les planificateurs, auxquels ils donnaient une vision claire leur permettant de dégager des options fondamentales s'agissant de l'expérimentation de divers programmes d'allocation de ressources. Il a fait état de la nécessité de mettre à jour les tableaux d'échanges inter-industriels pour refléter l'évolution des coefficients techniques ainsi que celle des prix, en faisant ainsi des outils efficaces d'établissement de modèles de prévision à court terme.

121. Il a souligné l'importance des séminaires dans la diffusion d'informations sur les modèles de planification économique et insisté sur le fait qu'il importait de s'assurer que les résultats de la mise en oeuvre des modèles étaient utilisés comme éléments d'information dans le processus de prise de décisions. S'agissant de la question de la formation, il a indiqué que le principal objectif était de développer les capacités de mise en oeuvre des modèles de planification au niveau national, en particulier dans le cadre du suivi et de la mise à jour des modèles de prévision et de planification multisectorielle. Pour conclure, il a remercié les représentants d'avoir manifesté le désir de participer au séminaire sur les modèles de planification multisectorielle.

Institut des Nations Unies pour le développement économique et la planification
(IDEP) (Point 13 de l'ordre du jour)

122. Le Directeur de l'IDEP a présenté le point 13 de l'ordre du jour en se référant au document intitulé «Institut de développement économique et de planification, Rapport annuel 1984-1985 (E/ECA/PGD.4/12)». Il a mis l'accent sur l'évolution récente des activités et des ressources de l'Institut. Au cours de l'année écoulée, plus de 120 stagiaires avaient participé aux programmes de cours de l'IDEP, soit plus du double des années précédentes où le niveau se situait en moyenne à 50-60 stagiaires par an.
123. Le nombre de programmes de cours offerts par l'IDEP avait également doublé. L'Institut offrait deux nouveaux programmes, l'un sur la mise en valeur des ressources humaines et la planification de la main-d'oeuvre en Afrique, l'autre sur l'énergie, le développement et l'écologie en Afrique. Le programme général de formation et les activités d'appui de l'Institut étaient conformes aux priorités et demandes relatives à l'Afrique formulées par l'OUA, la CEA et le Conseil d'administration de l'IDEP.
124. L'extension des activités de l'IDEP, en particulier des activités de formation, avait exercé une tension importante sur ses ressources (enseignement - l'Institut ne dispose que de quatre enseignants - interprétation, traduction et administration).
125. La principale difficulté à laquelle s'était heurté l'Institut était le manque de ressources financières. Cet obstacle avait rendu son avenir incertain, et n'avait pas permis une extension suffisante des activités et des services de l'Institut pour répondre aux besoins et demandes exprimés par les pays, institutions et autres utilisateurs africains.
126. Les contributions versées par les pays africains avaient progressivement diminué ces dernières années, essentiellement en raison de leur situation économique critique. En outre, le PNUD avait informé l'Institut qu'il ne verserait plus de contribution au budget ordinaire après 1986. A partir de 1987, la contribution du PNUD se ferait au titre de projets dont l'exécution serait confiée à l'IDEP. A cet effet, l'IDEP devrait modifier son cadre d'intervention afin de répondre efficacement et rapidement aux demandes de services consultatifs et autres demandes similaires formulées par les pays africains, l'ONU, le PNUD et autres utilisateurs aux niveaux régional et international. Les activités de l'Institut devraient également être réorientées dans cette direction. Des discussions étaient en cours avec le PNUD, visant à fournir à l'IDEP, pendant une période transitoire de trois ans, des ressources budgétaires lui permettant de mettre sur pied la capacité nécessaire à ces nouvelles activités.
127. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont exprimé leur soutien à l'Institut. Ils ont souligné la nécessité d'études sur les capacités de planification en Afrique : institutions, méthodologie, experts, etc. Ils ont également demandé que l'IDEP serve de centre d'échange d'informations et de services pour les

institutions de planification en Afrique. Ils ont déclaré que l'IDEP pouvait non seulement contribuer à coordonner leurs activités, mais également fournir des services consultatifs, permettre des échanges de documents, etc. Ils ont suggéré que les activités de recherche et de formation de l'Institut ne mettent pas tant l'accent sur les questions d'ordre technique mais soient plutôt orientées vers l'action et les applications pratiques. Soulignant l'importance de la planification du développement en Afrique, les participants ont constaté que l'IDEP, seul institut de planification à l'échelon régional, avait un rôle fondamental à jouer dans ce domaine. Les participants ont également souhaité que les services consultatifs occupent une place plus importante dans les activités de l'IDEP. Certains d'entre eux ont souligné la nécessité de réaliser une évaluation qualitative de la formation dispensée à l'IDEP afin de juger son adéquation aux besoins des gouvernements.

128. Les questions financières ont également fait l'objet de commentaires. Des participants ont souligné la situation financière précaire de l'Institut. Ils ont constaté que l'insuffisance des contributions versées par les gouvernements et l'incertitude quant au financement du PNUD plaçaient l'Institut dans une situation difficile. Un certain nombre de participants ont demandé des informations sur le budget et les dépenses de l'IDEP, les contributions des gouvernements et les arriérés de contributions.

129. En réponse aux questions soulevées et aux suggestions faites par les participants, le Directeur de l'Institut a déclaré que l'importance de la planification en Afrique et les besoins croissants dans ce domaine n'étaient plus à souligner. Toutefois, il était nécessaire d'évaluer et de tirer les leçons de l'expérience passée, à la lumière de la situation et des besoins actuels de l'Afrique. L'Institut avait entrepris d'effectuer des recherches dans ce domaine, dont les résultats seraient discutés au cours d'un séminaire organisé à cet effet. Il a ajouté que tous les commentaires se rapportant au fonctionnement de l'IDEP seraient pris en considération, car c'était par le dialogue et l'interaction entre l'IDEP et ses membres que l'Institut parviendrait à améliorer son action.

130. En réponse aux questions d'ordre financier, le Directeur de l'Institut a informé les participants que la moyenne annuelle des contributions des pays africains au début des années 1980 était de l'ordre de 0,5 à 0,6 million de dollars des Etats Unis. Ce montant avait récemment diminué, passant à 0,3 million de dollars, ce qui était insuffisant. Si chaque pays africain versait seulement 10 000 dollars par an, les besoins fondamentaux de l'Institut seraient satisfaits. A l'avenir, les dépenses essentielles pourraient être réduites à moins de 1 million de dollars si nécessaire. Une diminution des dépenses pourrait être obtenue par une réduction des travaux de traduction et d'interprétation qui représentent actuellement un tiers des dépenses totales. Très peu d'instituts de formation dans le monde avaient des services permanents d'interprétation et de traduction. Les économies réalisées pourraient être affectées à certains programmes en tant que coût variable. Les dépenses au titre du personnel des services généraux pourraient également être réduites au minimum indispensable. Si ces mesures d'économie étaient appliquées, la contribution financière des gouvernements pourrait être réduite à 0,7 million de dollars ou moins.

131. Ces réductions de coûts n'affecteraient pas le caractère international de l'Institut. La dimension onusienne de l'IDEP permettait de mobiliser des ressources auprès de nombreuses sources, apparentées ou non au système des Nations Unies. Ces ressources s'élevaient à plusieurs fois le montant des contributions des gouvernements. Toutefois, si les conditions venaient à être plus rigoureuses, il serait possible de réduire encore les dépenses par une modification de l'échelle des salaires des cadres. Une telle solution ne devrait être appliquée qu'en dernier recours, car elle modifierait la nature de l'Institut sans aucune garantie quant aux résultats.

132. Le Directeur de l'IDEP a ajouté que le PNUD avait décidé de constituer une mission d'évaluation qui serait chargée d'examiner les moyens d'étendre les activités de l'Institut. Le mandat proposé pour la mission était orienté vers l'avenir et visait à identifier les moyens de renforcer l'Institut et de le rapprocher des utilisateurs et de leurs besoins. Il était notamment recommandé que l'IDEP développe ses services consultatifs aux institutions et aux pays africains, au PNUD et à l'ONU en général. Toutefois, le PNUD avait souligné qu'il ne continuerait d'apporter un appui financier à l'IDEP au cours du prochain cycle de programmation que si celui-ci effectuait les modifications nécessaires pour améliorer son fonctionnement et être capable d'exécuter de façon rapide et efficace les projets qui lui étaient confiés. Il y avait donc des raisons de penser que si l'IDEP était prêt à entreprendre les changements demandés, le financement du PNUD pourrait se poursuivre.

133. Une autre source de financement serait d'inscrire certains postes de l'IDEP au budget ordinaire de l'ONU. Le Conseil économique et social avait recommandé le financement de plusieurs postes de l'IDEP à sa session de 1985. Toutefois, la recommandation n'avait pas été approuvée par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Néanmoins, étant donné entre autres la demande croissante pour les services de l'IDEP en tant qu'institution africaine spécialisée dans le cadre de l'ONU, la recommandation sur le rôle de l'IDEP dans le plan à moyen terme de redressement de l'Afrique, on pouvait penser que les demandes de postes pour l'Institut avaient des chances d'être satisfaites. Les chances seraient encore accrues si la demande du PNUD visant à modifier les structures et les orientations de l'Institut étaient satisfaites.

134. Les résultats des élections aux postes vacants au sein du Conseil de l'IDEP ont été proclamés comme suit :

Afrique du Nord

1. M. M. Labidi (en remplacement de l'Egypte)
Inspecteur général
Ministère du Plan
Algérie

Afrique de l'Est et du Sud

1. M. Dender W/Mariam (reélu)
Chef du Département des projections macro-économiques
Bureau national pour le Comité de la planification centrale (Ethiopie)
2. M. J.H. Madubansi (en remplacement du Zimbabwe)
Directeur de la planification sectorielle de la Commission
nationale du développement (Zambie)

Afrique centrale

1. M. Henri Biengolo (en remplacement du Zaïre)
Ministère du Plan (Congo)

135. A la fin du débat, les participants ont recommandé la rédaction d'une résolution de soutien à l'IDEP.

L'Association des planificateurs africains (Point 14 de l'ordre du jour)

136. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le document E/ECA/PSD.4/13 relatif à l'Association des planificateurs africains a été présenté par le Directeur de l'IDEP. Il a dit que l'objectif de l'Association proposée était de servir de tribune aux planificateurs africains pour des échanges d'idées. Celles-ci ainsi que les résultats de leur recherche seraient publiés dans un journal. Les membres seraient choisis suivant leurs capacités individuelles et non en tant que représentants de leurs gouvernements.

137. Compte tenu de la tâche considérable que devait accomplir l'IDEP, il ne serait pas possible de poursuivre l'idée de la création de cette association en 1986. Il conviendrait d'en retenir l'idée, mais sa concrétisation devrait attendre un moment plus opportun.

138. Au cours des débats qui ont suivi, certains participants ont déclaré qu'il n'était pas nécessaire de créer une autre association ou organisme s'occupant des questions de planification. Ils ont fait valoir qu'une nouvelle association susciterait de nouvelles demandes. Au lieu de créer une nouvelle organisation, il vaudrait mieux renforcer celles qui existaient déjà, telles que l'IDEP. Plusieurs participants ont toutefois indiqué qu'une telle association était souhaitable. Ils n'en ont pas moins soulevé la question de savoir qu'elle était la définition d'un planificateur. Nombreux étaient ceux qui pensaient qu'au lieu de lever l'ambiguïté liée à la question de savoir ce qu'était ou ce que n'était pas un planificateur, l'association ne devrait accepter que des économistes possédant une formation dans le domaine de la planification. Quelques-uns ont également estimé qu'une association des économistes africains serait plus appropriée. Un certain nombre de participants ont laissé entendre qu'il conviendrait de renforcer les associations de planificateurs au niveau national.

139. Pour conclure, le Directeur de l'IDEF a réitéré ce qu'il avait dit dans sa présentation. Il a remercié les participants de leurs suggestions, qui seraient prises en considération dans l'avenir lorsqu'il serait question de prendre des mesures pour créer l'association. Compte tenu des opinions divergentes exprimées au sujet de la création d'une association des planificateurs africains, cette question a été laissée en suspens.

Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la planification en 1984-1985 et examen du programme de travail compte tenu des objectifs à atteindre des problèmes à résoudre et de la stratégie à adopter pour la période 1990-1995 (Point 15 de l'ordre du jour)

140. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/PSD.4/14 et résumé les travaux qui avaient été accomplis dans le domaine des questions et politiques de développement en 1984-1985 ainsi que le projet de programme de travail pour 1986-1987 avec des projections pour les périodes 1988-1989 et 1990-1995. Pour la période 1984-1985, le programme de travail de la CEA avait porté essentiellement sur la mise en oeuvre systématique du Plan d'action de Lagos et de la Stratégie internationale de développement.

141. A cet égard, des travaux avaient été consacrés à : a) l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique pour les périodes 1982-1983 et 1983-1984, b) l'étude sur l'examen et l'évaluation de la situation économique en Afrique en 1980-1985 dans le cadre de la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement et du Plan d'action de Lagos qui en fait partie intégrante; c) les rapports annuels BAD-CEA sur la situation économique pour 1984 et 1985; d) une étude intitulée *African Crisis and Structural Change* (Crise africaine et changements structurels); et e) des études portant sur l'examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, l'évaluation des progrès réalisés dans la coordination des plans sectoriels au niveau sous-région, les perspectives de développement économique dans les pays membres du CILSS et une étude approfondie sur les problèmes de balance des paiements et les fuites de devises, ainsi qu'une étude sur le crédit agricole et la mobilisation des ressources dans le secteur rural.

142. Les principaux éléments du programmes fondamental en faveur des pays les moins avancés étaient les suivants : a) assistance technique et services consultatifs en matière de planification, de programmation ainsi que de conception et d'élaboration de projets, b) examen annuel de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés, c) suivi de l'exécution du nouveau Programme subsidiaire d'action, d) études approfondies sur l'importance des politiques de fixation des prix pour l'accroissement de la productivité dans le secteur agricole et sur l'importance de la sous-utilisation des capacités de production industrielle et son incidence sur le développement industriel dans les pays africains les moins avancés.

143. Pour la période 1986-1987, le représentant du secrétariat de la CEA a indiqué que le programme qui avait été approuvé par la Conférence des ministres à sa dixième session comportait trois sous-programmes et 16 éléments de programme. Le premier sous-programme concernant l'analyse, la planification et les projections socio-économiques comporterait au total neuf éléments. Le deuxième porterait sur trois éléments dans les domaines monétaire et fiscal tandis que le troisième sous-programme concernant les pays africains les moins avancés comporterait, en dehors des éléments de programmes normaux, deux études détaillées sur la sécheresse et les stratégies alimentaires et sur une analyse quantitative de l'incidence du programme d'ajustement structurel et de stabilisation sur la croissance et le développement à long terme dans les pays africains les moins avancés. Le représentant de la CEA a également passé en revue le projet de programme de travail de la CEA pour la période 1986-1989 qui est fondé sur le plan à moyen terme 1984-1989 tel qu'il figure dans le document A/37/6 (Documents officiels de l'Assemblée générale, 37ème session, Supplément 4-6). Au cours de la période 1990-1995, le secrétariat continuerait de renforcer la capacité des pays africains de promouvoir un développement soutenu de leur économie dans le cadre de l'autonomie individuelle et collective préconisée dans le Plan d'action de Lagos. Il a invité les participants à faire des propositions concrètes au sujet de ce programme de travail.

144. Plusieurs participants ont félicité le secrétariat pour le travail accompli au cours de la période 1984-1985. Il a été indiqué qu'en raison de l'importance du programme de travail, le secrétariat de la CEA devrait envoyer régulièrement aux Etats membres les publications et documents sur les méthodes de planification. Il a également été suggéré que la réalisation d'études sectorielles approfondies et d'études sur la dette extérieure soit intensifiée. Il a en outre été suggéré qu'étant donné qu'en 1990 l'Afrique aurait surmonté la crise économique qu'elle traversait (si l'on en jugeait par le redressement auquel on assistait), le programme de travail après cette période soit essentiellement orienté vers des plans directeurs à long terme axés sur les liaisons intersectorielles et l'introduction d'une nouvelle optique en matière de planification générale. Des questions ont été posées sur les critères de sélection des pays sur lesquels avaient porté les études de cas réalisés par le secrétariat.

145. Le représentant du secrétariat de la CEA a remercié les participants de leurs suggestions et observations. Il a indiqué qu'une assistance technique était fournie aux Etats membres à leur demande et en fonction de leurs besoins. Cela valait particulièrement pour les pays africains les moins avancés qui, lors de la préparation de leur table ronde sur l'aide extérieure, avaient besoin d'assistance pour l'élaboration des documents ou de services consultatifs au cours des réunions. Quant aux études sectorielles approfondies, des études de ce genre avaient déjà été réalisées par le secrétariat de la CEA, quelquefois en collaboration avec les institutions spécialisées, telles que la FAO et l'ONUDI. Par ailleurs, trois critères régissaient le choix des pays auxquels était apportée une assistance technique : l'équilibre géographique, l'équilibre linguistique et les systèmes économiques. Malgré l'adoption du programme de travail pour 1986-1987 par la Conférence des ministres de la CEA, les diverses suggestions et recommandations relatives aux principaux éléments du programme de travail pour 1988-1989 et 1990-1995 seraient pris en considération lors de l'élaboration du futur programme de travail du secrétariat.

COMITE DE LA STATISTIQUE

Election du bureau (Point 17 de l'ordre du jour)

146. Le Comité a élu le bureau suivant : M. G.A.O. Amodu (Nigéria) Président; Mme Awa Thiongane, (Sénégal) Premier Vice-Président; M. Godfrey Sicilima (Zambia) Deuxième Vice-Président et M. Sidna Ould N'Dah (Mauritanie) Rapporteur.

Le rôle des services africains de statistique dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos (Point 18)

147. L'examen de ce point de l'ordre du jour a fait l'objet de la présentation de quatre documents à savoir :

- "La place accordée à l'information statistique dans les systèmes nationaux d'information" (E/ECA/PSD.4/16);
- "Examen des problèmes relatifs à l'Organisation et au personnel des services statistiques en Afrique" (E/ECA/PSD.4/17);
- "Etablissement d'une liste africaine de priorités en matière de statistique" (E/ECA/PSD.4/18);
- "Le rôle des services africains de statistique dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos (PAL)" (E/ECA/PSD.4/15); ce dernier document a été produit pour servir d'introduction aux trois documents mentionnés ci-dessus.

148. Les discussions, très riches, ont porté principalement sur la nouvelle liste de priorités africaines en matière de statistique proposée par le secrétariat de la CEA et sur les problèmes d'organisation des services de statistique africains.

149. S'agissant de la liste des priorités statistiques, les participants ont reconnu la justesse des idées exprimées dans les documents de base qui sous-tendent cette liste et ont considéré qu'elles auraient dû constituer un préalable à la mise en oeuvre du PAL qui suppose une disponibilité suffisante d'informations de base.

150. Cependant, certains participants ont fait remarquer que le secrétariat de la CEA aurait dû se concentrer, d'une manière beaucoup plus explicite, sur les types d'informations nécessaires pour chaque domaine d'intérêt du PAL, en les groupant par priorité compte tenu des spécificités des pays africains. Dans le même ordre d'idées, on a fait observer que la priorité devrait revenir au renforcement des statistiques de base, à la fois dans le secteur informel que formel et en particulier l'accent devrait être mis sur les données permettant la gestion rationnelle de la crise, en l'occurrence les statistiques alimentaires et financières. Cependant la comptabilité nationale devrait continuer à jouer le rôle de catalyseur pour le développement de la statistique et d'élément fondamental pour l'analyse macro-économique au niveau national et pour certains besoins spécifiques au niveau international.

151. On a également fait observer que la main-d'oeuvre constituant un facteur important de développement économique devrait recevoir une priorité plus grande et être placée au même niveau que la population. Il en est de même des ressources humaines.

152. Il a été mentionné que ce serait une erreur de vouloir se limiter aux seuls besoins de la planification lorsque l'on établit des priorités statistiques et que l'on devrait plutôt essayer d'élargir le champ d'activité des statistiques. Également, il a été fait allusion à la nécessité d'examiner les possibilités de coopération inter-états en ce qui concerne les points étudiés.

153. En ce qui concerne les problèmes d'organisation, les participants ont constaté que les documents présentés mettaient en exergue les problèmes rencontrés par les services nationaux de statistique.

154. On a fait observer que le but à rechercher en matière d'organisation devrait consister à développer et rendre flexible l'appareil statistique afin qu'il soit en mesure d'évaluer convenablement la situation des économies dans la région. A ce propos, on a fait remarquer que des structures héritées de l'époque coloniale continuaient d'exister dans certains pays et il n'y a pas eu d'évaluation quant à leur adéquation aux conditions économiques actuelles.

155. La situation des services nationaux de statistique dans la structure gouvernementale a été examinée de manière exhaustive. A ce sujet, il a été souligné que les services de statistique largement autonomes sur le plan administratif pourraient donner de meilleurs résultats. En tout état de cause, on a fait observer qu'une base juridique forte était nécessaire aux activités statistiques. Cette base juridique pourrait aider à réduire le taux de non-réponse.

156. Les problèmes de coordination des activités décentralisées de statistique ont été abordés par les participants qui ont été d'avis qu'il était nécessaire d'instaurer un dialogue permanent entre producteurs et utilisateurs de statistiques. Les moyens financiers n'ont pas été en reste au cours des débats. Ils constituent toujours aux yeux des participants un problème fondamental qui mérite une plus grande attention de la part des pouvoirs publics. Selon un participant, une étude aurait dû être menée par le secrétariat de la CEA pour dégager la tendance évolutive des budgets de fonctionnement des services africains de statistique.

Vers l'autosuffisance en matière de formation et de perfectionnement des statisticiens (Point 19)

157. Le secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour en se basant sur les documents suivants : "Vers l'autosuffisance en matière de formation et de perfectionnement des statisticiens" (E/ECA/PSD.4/19), "Rapport de la quatrième réunion des directeurs des centres participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique" (E/ECA/PSD.4/20), "Guide syllabus for professional level statistical training, English-speaking countries" (E/ECA/PSD.4/60), et "Programme type pour la formation statistique de niveau supérieur, pays francophones (E/ECA/PSD.4/61).

158. Le secrétariat a rappelé l'historique de la formation du personnel statisticien dans la région africaine depuis le début des années 60, lorsque la plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance, jusqu'à maintenant. Il a fait remarquer que des progrès sensibles ont été accomplis en ce domaine, surtout depuis la création en 1978 du Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA). Il a toutefois souligné qu'il restait encore beaucoup à faire car les objectifs n'ont pas été atteints entièrement, notamment en ce qui concerne le personnel statisticien de niveau supérieur pour les pays africains de langue anglaise et le personnel de niveau moyen pour les pays de langue française. Les actions en faveur des pays africains lusophones ont démarré mais ont besoin d'être renforcées. Enfin, la formation universitaire supérieure et la spécialisation n'ont pas encore reçu toute l'attention qu'elles méritaient. Le secrétariat a rendu compte des mesures correctives et des actions complémentaires proposées par la quatrième réunion des directeurs des centres participant au PFSA en vue de permettre au programme d'atteindre l'objectif d'autosuffisance de l'Afrique en personnel statisticien qualifié.

159. Au cours du débat qui a suivi, certains participants ont posé des questions sur l'exécution du projet "Assistance de la CEE au PFSA", notamment en ce qui concerne les arrangements faits avec l'"Institute of Statisticians" (IOS) et la poursuite de l'assistance de la CEE. En réponse à ces questions, le représentant de l'Office statistique des communautés européennes (OSCE) a souligné que la mise en oeuvre du soutien au PFSA était basée sur les conclusions de l'étude conjointe CEE/ACP/CEA relative aux besoins de formation statistique pour l'Afrique. Il a indiqué que certaines actions ont été entamées, comme l'organisation des concours communs, la préparation d'annales et l'organisation de séminaires de sensibilisation entre producteurs et utilisateurs de statistique. Des retards ont été enregistrés dans d'autres domaines tels que le jumelage et la fourniture d'équipement pédagogique mais des actions ont été prises pour accélérer les réalisations. Pour ce qui est de la poursuite de l'assistance de la CEE au PFSA, le représentant de l'OSCE a rappelé que l'appui apporté par la Communauté européenne revêtait divers aspects : soutien financier prélevé sur l'enveloppe régionale du Fonds européen de développement (FED), bourses provenant des programmes pluriannuels de formation FED pour chaque pays, construction de locaux. Il a fait remarquer que 6 p. 100 des bourses octroyées par le FED était affecté à la formation statistique.

160. La question relative à la formation des statisticiens pour les pays africains lusophones a retenu l'attention des participants. Le représentant du Mozambique a mis l'accent sur le fait que les pays du Groupe, qui ont accédé à l'indépendance seulement en 1975, ont souffert de la pénurie de personnel statisticien. Certains projets étaient en cours pour essayer de remédier à cette situation mais il n'existait pas encore de centre destiné à la formation des statisticiens pour ces pays. Il a proposé que le projet de résolution relatif au PFSA, figurant à l'Annexe II du rapport de la réunion des directeurs, soit amendé pour inclure une disposition spéciale concernant les pays lusophones. Le représentant de la

Guinée Bissau a estimé qu'il fallait maintenant passer à la phase de réalisation concrète du projet d'aide spéciale aux pays lusophones en matière de formation statistique. A ce sujet, le secrétariat a suggéré à la Guinée Bissau de formuler un document de projet à soumettre aux bailleurs de fonds, comme cela a été fait au Mozambique. La CEA pourra assister en cas de besoin.

161. Le représentant de l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée de Yaoundé (ISSEA), après avoir rappelé le changement de statut de son centre qui est devenu un Institut sous-régional de l'UDEAC, a déclaré que les voies et moyens pour la formation des statisticiens pour la Guinée équatoriale, un Etat membre de cette Organisation, faisaient l'objet d'une étude dont les résultats pourraient servir pour l'admission des ressortissants des pays lusophones. Le Directeur de l'Institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (IAMSEA) de Kigali a indiqué que rien ne s'opposait en principe à l'admission des ressortissants des pays lusophones à son Institut mais le problème majeur était celui du concours de recrutement. Il a proposé que l'on puisse aider les ressortissants des pays du groupe à préparer un tel concours. Le Directeur du CESD, Paris, a été d'avis que la formule du concours n'était pas adaptée à cause de la barrière linguistique et des différences dans les systèmes d'éducation et qu'il fallait créer un centre qui dispenserait des cours en langue portugaise. Le représentant de l'OSCE a informé la Conférence que la Commission des communautés européennes envisageait d'organiser une réunion conjointe entre le Portugal et les cinq pays africains lusophones pour examiner la question de formation de statisticiens pour ces derniers.

162. Se référant au programme de travail futur du PFSA adopté par la réunion des directeurs, le représentant de l'Ouganda a informé la Conférence que le programme de formation post universitaire à l'"Institute of Statistics and Applied Economics" (ISAE) de Kampala a démarré effectivement avec trois domaines de spécialisation : statistiques agricoles, comptes nationaux et démographie.

163. Le représentant du CFTC a déclaré que son organisme accordait une attention particulière à la coopération technique entre pays en voie de développement et était prêt à coopérer en ce domaine. Le CFTC était également disposé à coopérer dans la recherche du soutien financier pour l'organisation de séminaires et ateliers de formation, à l'instar de l'Atelier sur les enquêtes auprès de ménages organisé conjointement par la CEA et le CFTC à Lusaka en 1984. Il a été d'avis que les centres de formation devraient commencer à prendre des initiatives en ce domaine.

164. Le représentant de l'université d'Ibadan a indiqué que l'historique des centres de formation devait être amendée pour inclure la mise en place d'un cours de niveau moyen à l'université d'Ibadan en 1965.

165. En réponse aux commentaires relatifs à la formation de niveau moyen, le secrétariat a expliqué que l'idée de promouvoir la création de filières nationales de formation de cadres moyens en statistique provenait du fait que les besoins des pays africains pour cette catégorie de personnel étaient énormes et ne pouvaient pas être satisfaits par les seuls centres participant au PFSA. Ces derniers seront libérés progressivement des tâches de formation à ce niveau, sur une base régionale, pour se consacrer à la formation au niveau supérieur. Toutefois, il a été admis que certains centres de formation de cadres moyens, comme l'EASTC de Dar-es-Salaam, devraient être maintenus, voire renforcés, pour répondre aux besoins des pays utilisateurs.

166. En conclusion des débats sur ce point de l'ordre du jour, la Conférence a adopté avec amendements les deux programmes types de formation statistique de niveau supérieur récemment élaborés dans le cadre du PFSA et a invité les centres de formation statistique existant en Afrique à les utiliser comme cadre de référence pour la mise au point de leurs programmes d'enseignement. Elle a en outre approuvé le rapport de la quatrième réunion des Directeurs des centres participant au PFSA, y compris le programme de travail futur du PFSA figurant à l'Annexe I de ce rapport. Enfin, la Conférence a adopté, après amendement, le projet de résolution relatif au PFSA, figurant à l'Annexe II du même rapport. Le texte révisé de ce projet de résolution est joint en annexe au présent rapport.

Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la statistique (1984-1985) et examen du Programme de travail (1986-1989), compte tenu des objectifs à atteindre, des problèmes à résoudre et de la stratégie à adopter pour la période 1990-1995 (Point 20)

167. Les documents suivants ont été examinés au titre de ce point de l'ordre du jour :

- Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la statistique (1984-1985) et examen du programme de travail (1986-1987) eu égard aux objectifs fixés, aux problèmes à résoudre, et à la stratégie à adopter pour la période 1990-1995 (E/ECA/PSD.4/21)
- Rapport du séminaire sur les enquêtes sur les ménages (Lusaka, 1-6 octobre 1984) (E/ECA/PSD.4/22)
- Rapport sur l'atelier de formation en comptabilité nationale, Addis-Abeba, 30 septembre - 11 octobre 1985 (E/ECA/PSD.4/23)
- Rapport sur le Groupe de travail sur l'amélioration du système d'état civil et des statistiques des faits d'état civil en Afrique, Addis-Abeba, 21-26 octobre 1985 (E/ECA/PSD.4/24)
- Bulletin d'information statistique pour l'Afrique, No. 17, E/ECA/SIB/17.

- Bulletin d'information statistique pour l'Afrique, No. 18, E/ECA/SIB/18
- Répertoire des statisticiens africains (E/ECA/PSD.4/25)
- Production, utilisation locale et commerce de matières premières industrielles en Afrique (E/ECA/PSD.4/26)
- Rapport de l'enquête sur les statistiques du commerce extérieur (E/ECA/PSD.4/49)
- Prix des transports et indice des prix à la consommation en Afrique : quelques indications (E/ECA/PSD.4/50)
- Bibliographie des publications statistiques africaines, 1982-1985 (E/ECA/PSD.4/51)
- Rapport sur l'exécution du programme concernant la mise en place de services de comptabilité nationale (E/ECA/PSD.4/52)
- Transformation locale des matières premières en vue de l'exportation (E/ECA/PSD.4/53)
- Analyse de la production alimentaire et des importations de produits alimentaires (1965-1984) (E/ECA/PSD.4/54)
- Elaboration et amélioration des statistiques de la distribution (E/ECA/PSD.4/55)
- Report of the Training Workshop on National Accounts for English-speaking African countries, Addis Ababa, 30 septembre - 11 octobre 1985 (E/ECA/PSD.4/56)
- Progrès accomplis dans l'application du système de comptabilité nationale des Nations Unies et utilisation des données en Afrique (E/ECA/PSD.4/58)
- Etat d'avancement du projet de comparaison internationale des prix dans la région de l'Afrique (E/ECA/PSD.4/59)
- Intégration des statistiques démographiques sociales et économiques dans les plans de développement (E/ECA/PSD.4/63)
- Expériences récentes concernant la cartographie censitaire dans les pays de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (E/ECA/PSD.4/64)

168. En présentant ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a indiqué que le Programme de travail de la Division de la statistique était divisé en trois sous-programmes, à savoir : sous-programme 1 : développement de la statistique; sous-programme 2 : statistiques économiques et sous-programme 3 : recensements et enquêtes. Durant la période biennale 1984-1985, environ 78 p. 100 de l'ensemble des produits ont été exécutés. Les produits restants n'ont pas pu être exécutés en raison des vacances de poste et de l'insuffisance des ressources financières. Le Comité a été invité à examiner les publications de la Division de la statistique et à faire des observations quant à leur utilité. Le Comité a également été invité à faire des observations sur les indicateurs d'exécution permettant d'évaluer le Programme de travail de la Division de la statistique. Deux autres indicateurs ont été proposés par le secrétariat, à savoir, d'une part, le nombre des produits exécutés par rapport au nombre total prévu et d'autre part, le nombre de produits exécutés pondéré par le nombre de mois de travail nécessaires à leur exécution par rapport au nombre total de mois de travail requis.

169. Le secrétariat a proposé que soit examinée la question de la publication par ses soins d'un bulletin relatif au Programme concernant la mise en place de services de comptabilité nationale qui diffusera des informations sur les statistiques économiques générales, y compris la comptabilité nationale. Le Programme de travail pour 1986-1987 a également été présenté. Les participants ont également été invités à faire des observations sur le projet de programme de travail pour 1988-1989 ainsi que sur les objectifs à atteindre, les problèmes à résoudre et la stratégie à adopter pour le plan à moyen terme 1990-1995.

170. Les discussions qui ont suivi ont été axées sur les points suivants :

a) Les réalisations de la Division de la statistique de la CEA durant la période 1984-1985;

b) Le Programme de travail pour la période biennale 1986-1987;

c) Le projet de programme de travail pour 1988-1989;

d) Le Plan à moyen terme pour la période 1990-1995.

171. Le Comité a félicité la Division de la statistique pour son travail mais a indiqué que là où des limitations financières existaient, l'accent devrait être mis sur les produits rentables, en particulier, ceux qui sont de nature à aider les pays à développer leurs programmes statistiques grâce à l'autosuffisance et à une croissance autonome. On devrait examiner la possibilité de faire appel à la Coopération technique entre pays en développement (CTPD). Dans ce contexte, certains donateurs comme le Commonwealth Fund for Technical Co-operation avaient exprimé leur volonté d'aider à trouver de l'assistance dans le cadre de la CTPD.

172. S'agissant des indicateurs d'exécution, il a été proposé qu'en plus de deux indicateurs déjà mentionnés, un autre critère pour l'évaluation du produit par le ou les pays bénéficiaires soit retenu. A cet égard, plusieurs participants ont indiqué que certains des documents présentés à la Conférence n'avaient pas la qualité requise dans une réunion de ce genre. La qualité des documents avait également pu souffrir de la qualité de la traduction. Tous les participants ont noté le caractère pléthorique de la documentation. Dans l'avenir, un choix judicieux devrait être effectué afin de déterminer les documents devant faire l'objet d'un examen et ceux présentés uniquement à titre d'information. Il a été proposé que les documents de la Conférence soient envoyés plus tôt, afin que les représentants aient le temps de les étudier avant le début de la session. Le secrétariat devrait en outre envoyer aux délégués et aux observateurs un calendrier indiquant les dates auxquelles les différents points de l'ordre du jour seraient examinés.

173. La question des recensements de 1990 a été abordée, et les représentants ont souhaité savoir sur quelle assistance ils pouvaient compter. Le représentant du Bureau de statistique du Secrétariat de l'ONU a informé les participants que le Conseil économique et social avait adopté, en mai 1985, une résolution sur le Programme mondial de recensements de la population et de l'habitat de 1990, dans laquelle il était recommandé aux Etats Membres de l'ONU d'entreprendre les opérations de recensement de la population et de l'habitat au cours de la période 1985-1994, en accordant une attention particulière au délai de publication des résultats du recensement, afin de fournir en temps opportun des données nationales nécessaires. Dans le cadre des activités préparatoires du Programme mondial de recensements de la population de 1990, le Bureau de statistique de l'ONU avait réuni, en novembre 1985, un groupe d'experts chargés de proposer des recommandations supplémentaires pour les recensements de la population de 1990, notamment en ce qui concerne l'évaluation de la population économiquement active, des migrations et des groupes de population spéciaux. Par ailleurs, le groupe d'experts avait été invité à formuler des avis sur le manuel technique, la formation du personnel chargé du recensement et d'autres aspects de la coopération technique au titre du Programme de recensements.

174. Sur la base des avis formulés par le groupe d'experts, le Bureau de statistique élaborait un rapport, comprenant les projets de recommandations supplémentaires pour les recensements de la population de 1990, qui seront soumis à la Commission de statistique pour adoption éventuelle et distribution aux pays. En ce qui concerne l'assistance financière à apporter aux pays en développement pour les recensements de la population de 1990, une réunion des bailleurs de fonds, sous les auspices du FNUAP, était en préparation.

175. Aucune modification n'a été proposée au programme de travail 1986-1987. Toutefois, il a été demandé de clarifier la notion de publication statistique, afin de rendre plus exhaustive la Bibliographie des publications statistiques africaines. Il a également été mentionné que dans le point 1.3 de l'ordre du jour, intitulé "Programme de formation statistique", le paragraphe (iii)c était trompeur.

176. Le représentant du secrétariat, en réponse aux observations sur le programme de travail 1986-1987, a précisé que l'expression "publications statistiques africaines" recouvrait toutes les publications sur les statistiques africaines, qu'elles soient ou non officielles. Il a également indiqué que le titre de l'élément du sous-programme 1.3 (iv) aurait dû être le suivant : Activités de recherche dans les centres de formation statistique.

177. En ce qui concerne les problèmes spécifiques des pays les moins avancés, le représentant du Bureau de statistique de l'ONU a indiqué que la Commission de statistique, à sa dernière session, avait entamé l'examen des problèmes spécifiques entravant le développement des activités statistiques dans les pays les moins avancés; elle avait décidé d'approfondir l'étude de cet important problème en inscrivant à l'ordre du jour de sa vingt-quatrième session, qui devait se tenir en février 1987, un point spécial sur cette question.

178. Dans le cadre de l'établissement d'un rapport spécial pour la Commission, le Département de la coopération technique pour le développement, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU et la Division de la statistique de la CEA, préparait un Atelier interrégional sur le développement de la statistique dans les pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires qui se tiendrait à Addis-Abeba du 19 au 23 mai 1986. Les participants à cet atelier examineraient notamment les priorités et exigences des pays les moins avancés en matière de statistiques, les problèmes liés au développement de la statistique dans ces pays et les moyens de les résoudre en entreprenant des efforts tant au niveau national qu'au niveau international afin d'atteindre après quelque temps l'objectif fixé, à savoir la création d'une organisation et de services statistiques nationaux viables. Le représentant du Bureau de statistique de l'ONU a ajouté que le Commonwealth Fund for Technical Co-operation avait offert de financer la participation à cet atelier d'autres représentants originaires des pays membres du Commonwealth.

179. Le Comité a ensuite abordé le problème du programme de travail pour 1988-1989. Le représentant du secrétariat a expliqué que le contenu du programme de travail n'était pas définitif et était susceptible d'être modifié par la Conférence commune. On a mentionné la nécessité d'entreprendre des études spéciales et de disposer de données statistiques pertinentes visant à la gestion de l'économie des pays africains, compte tenu de la crise économique actuelle. Il a également été indiqué que la contribution des pays africains aux efforts entrepris pour réviser le système de comptabilité nationale était indispensable. A cet égard, la notion de produit national brut et le traitement des non-résidents étaient quelques-unes des questions que les pays africains devraient soulever.

180. On a également mentionné que les problèmes liés à la gestion des bureaux de statistique étaient considérables et qu'un groupe de travail spécial devrait être convoqué à ce sujet. Les travaux de ce dernier devraient également porter sur l'organisation statistique. Par ailleurs, un large domaine de statistiques économiques et statistiques de base pour la comptabilité nationale ne recevait

pas l'attention voulue. Il s'agissait en particulier des données économiques, des statistiques du commerce et des statistiques de la distribution; par ailleurs, on a attiré l'attention sur le système de statistiques du commerce de la CEDEAO qui pourrait servir de modèle aux autres sous-régions.

181. Au cours de la suite des débats consacrés au projet de programme de travail pour 1988-1989, les participants ont identifié des lacunes majeures telles que celles observées dans les statistiques agricoles et les statistiques sociales. Le représentant du secrétariat a indiqué que les statistiques agricoles relevaient de la FAO et que le programme de travail de la Division de la statistique de la CEA ne montrait que la compilation des données dans le cadre de sa base de données. L'observateur de la FAO a donné de plus amples détails sur les statistiques agricoles dans la région et expliqué que le Bureau régional de la FAO à Accra ainsi que la Division mixte de l'agriculture CEA/FAO à Addis-Abeba disposaient de programmes de travail concernant les statistiques agricoles. En outre, il existait une Commission africaine des statistiques agricoles qui se réunissait tous les deux ans pour examiner les activités relatives à la collecte des statistiques agricoles.

182. En examinant les objectifs, les problèmes à résoudre et la stratégie à adopter dans le cadre du programme de travail pour 1990-1995, les participants ont attiré l'attention sur le paragraphe 89 du document E/ECA/PSD.4/21. Il a été indiqué que les problèmes à résoudre mentionnés à l'alinéa i) de ce paragraphe devraient faire l'objet d'une analyse approfondie au niveau local. Par ailleurs, il convenait de souligner des questions telles que l'emplacement et l'orientation des bureaux de statistique et les progiciels pour les unités centrales.

183. Pour conclure, le représentant du secrétariat a indiqué que le traitement des données avait été examiné comme il se devait dans cette partie. Il existait à son avis, dans le cas des unités centrales des progiciels appropriés pour l'édition de la tabulation et l'analyse statistique. Ce qui faisait défaut, c'était des ensembles de programmes appropriés pour les micro-ordinateurs. Il a également indiqué que les diverses observations qui avaient été faites pour obtenir de meilleurs résultats au sein de la Division de la statistique et améliorer le programme de travail pour 1988-1989 seraient prises en considération par le secrétariat.

Association africaine de statistique (Point 21)

184. Introduisant le document E/ECA/PSD.4/27 relatif à cet ordre du jour, un représentant du secrétariat a d'abord rendu compte de l'exécution du mandat confié au Comité ad hoc mis sur pied par la deuxième session de la Conférence commune. Composé de MM. Mitik Beyene, Directeur de Bureau Central de Statistique de l'Éthiopie, de Graft-Johnson, Chef de la Division de la Statistique de la CEA, et Andrianasolo, Chef du Service Consultatif des recensements et enquêtes de la CEA, ce Comité avait initialement pour tâche d'étudier la question de la redynamisation de l'Association.

L'examen de ses travaux par la troisième session a conduit à la naissance en 1984, de l'Association Africaine de Statistique (AFSA). Conformément à l'article 23 de la charte de l'AFSA, le Comité ad hoc devait par la suite assumer les fonctions dévolues au Comité des candidatures en ce qui concerne les premières élections et proclamer les résultats du scrutin le 21 janvier 1985.

185. Le représentant du Secrétariat a ensuite indiqué que la Division de la Statistique de la CEA continuait d'abriter provisoirement le siège du Secrétariat administratif de l'Association et que les activités quotidiennes de celle-ci étaient conduites par M. Ching'anda, conseiller en Formation Statistique au sein de la Division. Par ailleurs, MM. de Graft-Johnson et Andrianasolo ont participé en qualité d'invités aux deux premières sessions du Comité Exécutif, ainsi qu'à une réunion d'information convoquée en Août dernier à Amsterdam par le Président et le Président élu de l'Association en marge de la 45^{ème} session de l'Institut International de Statistique.

186. Compte tenu des risques de blocage que pourraient constituer la situation économique actuelle de l'Afrique et les réglementations nationales en matière de devises, le comité a lancé un appel pressant aux pays de la région afin qu'ils facilitent, dans toute la mesure du possible, la participation des statisticiens africains aux activités de l'Association.

187. Le Comité a pris bonne note de la fin du mandat confié au Comité ad hoc chargé de redynamiser l'Association. Il n'a pas jugé opportun à ce stade de procéder à un échange de vues approfondi sur les moyens de promouvoir les activités de l'AFSA, étant donné que cette question devrait être débattue lors de la réunion de l'Assemblée Générale de l'Association immédiatement après la fin des travaux du Comité.

COMITE DE LA DEMOGRAPHIE

188. Le Comité a élu son bureau qui se compose comme suit :

Président : Mme Rebecca Appiah (Ghana)

Premier Vic-Président : Mr. A. Mokaddem (Algérie)

Deuxième Vice-Président : Mr. André Ngassam (Cameroun)

Rapporteur : Mr. S.A.M. Ngallaba (Rep. Unie de Tanzanie)

Instituts régionaux de formation en matière de population (Point 24 de l'ordre du jour)

189. Le document de base pour ce point de l'ordre du jour a été : situation future des instituts africains de formation et de recherche démographiques - RIPS (Accra) et IFORD (Yaoundé), E/ECA/PSD.4/28. Dans sa présentation du rapport d'activité du RIPS, le Directeur intérimaire de cet institut a fait l'historique de l'Institut et donné des informations sur son programme. Les programmes d'enseignement et de recherche du RIPS avaient pour objectif de donner aux étudiants une formation théorique solide sur les principes et méthodes

en démographie, de leur faire comprendre les interrelations existant entre les variables démographiques et le développement socio-économique, tout en leur offrant une expérience pratique en matière de collecte, d'évaluation et d'analyse des données démographiques. Le Directeur par intérim du RIPS a ensuite expliqué la nature et la durée des cours actuellement dispensés au RIPS, notamment les programmes de 12 mois sanctionnés par un Master of Arts (anciennement le diplôme en démographie), un Master of Philosophy (anciennement la maîtrise) et un doctorat.

190. Dans le domaine de la formation, depuis la création de cet Institut, 237 étudiants étaient sortis du RIPS avec un diplôme en études démographiques de l'Université du Ghana. Trente-trois autres avaient réussi après un examen écrit leur Master of Arts en études démographiques. Au cours des deux années universitaires écoulées, 50 étudiants avaient suivi les cours du RIPS et 43 avaient achevé leurs études avec succès. Pour l'année universitaire en cours, 44 étudiants avaient été admis à suivre respectivement les cours de 12 mois du programme sanctionné par le Master of Arts, et cinq le programme sanctionné le Master of Philosophy.

191. Dans le domaine de la recherche, le RIPS avait organisé trois séminaires internationaux en 1985, dont les résultats seront publiés sous peu.

192. Depuis sa régionalisation en 1984, le principal problème qui se pose au RIPS est le non-paiement des contributions par les Etats membres. Le Gouvernement ghanéen a continué à remplir toutes ses obligations financières vis-à-vis de l'Institut. En revanche, parmi les autres pays africains d'expression anglaise, seul le Nigéria avait versé ses contributions au budget du RIPS. Le montant dû par le Nigéria pour 1984 était déjà parvenu au RIPS et la contribution de ce pays pour 1985 avait déjà été approuvée par le Gouvernement. Le Directeur par intérim du RIPS a fait observer qu'étant donné que le FNUAP a annoncé la réduction de son assistance financière, l'Institut risquait d'être confronté à une crise financière si les pays membres ne versent pas les contributions.

193. Le Directeur par intérim de l'IFORD a présenté le rapport d'activité de l'Institut en faisant l'historique de sa création et en présentant les objectifs de ses programmes. L'IFORD mène un programme en deux ans conduisant au diplôme d'études démographiques, ainsi qu'un stage d'un an d'initiation à la recherche destiné à ses meilleurs diplômés; chaque année deux à trois étudiants en moyenne, suivent ce stage. Des cours intensifs d'initiation démographique et statistique sont organisés de temps à autre à la demande des Etats membres; dans le cadre de la formation continue à l'intention des personnes qui s'occupent de la collecte et de l'analyse des données démographiques, des cours de ce genre ont été organisés aux Comores en 1984 et à Djibouti en 1985. A ce jour, 187 étudiants ont été admis à l'IFORD, dont 172 ont achevé avec succès leur cycle de formation. Les activités de recherche de l'IFORD au cours des deux années écoulées avaient été axées sur l'exploitation et l'analyse des données recueillies à partir d'enquêtes menées dans cinq villes africaines (Yaoundé, Ouagadougou, Lomé, Conotou et Brazzaville) sur la mortalité infantile et enfantine. L'IFORD continue à publier le "Bulletin de liaison de démographie africaine" et les "Annales de l'IFORD". L'Institut a également publié les actes du séminaire national sur les politiques de population réuni au Mali en 1983.

194. La mission d'évaluation entreprise en février 1984 par quatre consultants de la CEA avait recommandé à l'IFORD de rechercher les moyens d'établir des relations avec l'Université de Yaoundé. Elle avait recommandé en outre que des modifications soient apportées aux programmes académiques accordant une plus grande importance à l'interprétation des données démographiques ainsi qu'aux interrelations entre le facteur démographique et le développement socio-économique. Le Comité consultatif qui s'était réuni les 12 et 13 avril 1984 avait recommandé que le concours d'entrée soit plus un test d'aptitude qu'un test de niveau et que des cours par option soient progressivement introduits dans les programmes. Le Conseil d'administration, à sa réunion de juillet 1985, avait insisté sur la nécessité d'une plus grande coopération entre l'IFORD et le RIPS.

195. Le principal problème qui se pose à l'IFORD est identique à celui du RIPS. Seuls six pays membres sur vingt cinq ont versé leurs contributions en 1985. Un grand nombre de pays membres bénéficient du programme de l'IFORD mais n'avaient jamais contribué au budget de l'Institut. Compte tenu de la réduction de la contribution du FNUAP, une telle situation risquerait de compromettre sérieusement la poursuite du programme de l'IFORD.

196. La réduction du nombre d'enseignants au cours des deux années écoulées par suite de la réduction de l'appui financier du FNUAP, avait conduit l'IFORD à recourir de plus en plus aux vacataires; cette situation risquerait à long terme d'avoir des conséquences négatives pour le programme de formation et de recherche de l'Institut.

197. Le Directeur de l'Unité Socio-Economique et Démographique (USED) de l'Institut du Sahel a présenté brièvement les programmes de l'Unité.

Le programme de travail de l'Unité comprend :

- 1) Collecte et analyse des données démographiques des pays du Sahel,
- 2) Etudes de la mortalité infantile au Sahel,
- 3) Etudes des interrelations entre Population, Santé et Développement,
- 4) Collecte de statistiques sanitaires,
- 5) Bourses de formation aussi bien au niveau moyen (Ingénieurs des travaux) qu'au niveau des programmes de Ph.D.

198. Le Directeur de l'USED de l'Institut du Sahel a également rappelé le rôle joué par son organisme comme agence de financement ou d'exécution de projets. L'Institut a rendu de services consultatifs et organisé des cours de formation et de perfectionnement en démographie et planification socio-économique. Dans les deux prochaines années, l'Institut du Sahel pouvait connaître une situation financière normale. L'Institut collabore étroitement avec l'IFORD et des liens de coopération avec le RIPS sont également envisagés.

199. Les questions soulevées au cours des discussions qui ont suivi les trois présentations avaient trait aux problèmes suivants :

- i) La qualité de l'enseignement de l'IFORD en relation avec la réduction des effectifs d'enseignants permanents et le recours de plus en plus accru aux vacataires;
- ii) La nécessité d'une coopération entre le RIPS, l'IFORD et l'Institut du Sahel;
- iii) La nécessité de fournir des informations sur les étudiants déjà formés par les instituts, par pays d'origine;
- iv) Recouvrement des contributions des pays membres;
- v) Une évaluation par les instituts des besoins en cadres dans le domaine de la démographie pour les prochaines années.

200. Le directeur par intérim de l'IFORD a souligné qu'il n'a pas dit que la qualité avait déjà baissé du fait de la réduction du corps enseignant permanent, mais qu'il fallait prendre garde des effets à long-terme d'une telle situation si elle devait se prolonger.

201. Les directeurs des instituts sont convenus qu'il était nécessaire de renforcer la coopération entre les instituts, en particulier dans le domaine de la recherche. Le Directeur par intérim de RIPS et celui de l'IFORD ont rappelé qu'une évaluation des besoins des pays membres en démographes qualifiés ne pouvait être entreprise qu'avec la coopération des Etats membres.

202. La nécessité de prendre des dispositions plus efficaces pour recouvrer les contributions des Etats membres a été considérée comme une question importante. Il a été proposé que cela devrait se faire à un niveau gouvernemental élevé, si possible au niveau ministériel. Le secrétariat pourrait juger nécessaire d'organiser une sorte de conférence de bailleurs de fonds.

203. Les directeurs par intérim du RIPS, de l'IFORD et le directeur de l'USED ont pris note du désir des participants d'obtenir des informations sur la nationalité des étudiants déjà formés par leurs instituts respectifs.

204. Le Comité de la démographie a examiné plus tard le rapport de la réunion conjointe de la session extraordinaire des Conseils d'administration du Regional Institute for Population Studies (RIPS) et de l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD). Il est rappelé au Comité que la réunion conjointe des Conseils d'administration qui s'était tenue le 12 mars 1986 a adopté le rapport avec quelques amendements. Les amendements seront insérés dans le texte de leur rapport. Ce rapport a été déjà soumis au Comité de la démographie.

Dans son rapport, le Conseil d'administration a fait les recommandations suivantes :

a) qu'une période transitoire de cinq ans soit adoptée à partir du 1er janvier 1988 pendant laquelle la contribution du FNUAP sera réduite progressivement tandis que celle des pays membres accrue de sorte qu'à la fin de la période transitoire, la majeure partie du financement soit assurée par les pays membres;

b) s'agissant du RIPS, les barèmes de salaires uniformes devraient être alignés sur ceux du Centre régional de formation aux techniques de levés aériens (RECTAS) comme base pour restructurer les salaires;

c) s'agissant des traitements des effectifs à l'IFORD, les barèmes seront alignés sur ceux obtenus à l'Université de Yaoundé en supplément des allocations accordées à RECTAS comme base pour restructurer les salaires;

d) en réglementant les salaires des effectifs, il importe d'attirer et de retenir un effectif d'un très haut niveau pour les deux instituts, tout en tenant compte des conditions prévalant dans les pays où ils se trouvent;

e) la CEA devrait entreprendre un examen des statuts des instituts compte tenu des changements préconisés;

f) un examen des critères pour le paiement des contributions pour les Etats membres;

g) les Etats membres doivent payer leurs contributions pour permettre aux instituts d'accomplir la mission qui leur est dévolue efficacement.

205. S'agissant des étudiants et des bourses, le Comité du RIPS a recommandé que le FNUAP doit continuer à financer toutes les bourses, par contre celui de l'IFORD recommandait la réduction de l'appui financier du FNUAP dans l'octroi des bourses pour se mettre au diapason avec l'augmentation de la contribution des Etats membres à cette composante.

206. Le Comité fut invité à prendre note des recommandations de la réunion conjointe de la session extraordinaire du RIPS et de l'IFORD et de les transmettre à la Conférence des ministres de la CEA.

207. Il a été aussi porté à la connaissance du Comité de la démographie que les Conseils d'administration ont aussi examiné le projet de résolution sur le "African Demographic Training Institutes" qui avait été précédemment présenté au Comité de la démographie. A la suite des discussions et recommandations des Conseils d'administration, le projet de résolution fut amendé et soumis de nouveau au Comité de la démographie pour examen, amendement, adoption et transmission à la conférence des Ministres de la CEA.

208. Le Comité de la démographie examina la résolution et après avoir apporté deux amendements mineurs, l'a adopté.

209. Le Comité a été informé que conformément aux statuts du RIPS, six des treize pays membres du conseil d'administration devraient être remplacés. Gambie, l'Ouganda, la Tanzanie, le Lesotho, le Malawi et la Libye, membres sortant, ont été remplacés par les pays suivants : Libéria, Maurice, Somalie, Botswana, Swaziland et Soudan respectivement. Le Conseil d'Administration se compose ainsi de 13 pays suivants : Ghana, Sierra Leone, Nigeria, Liberia, Kenya, Ethiopie, Somalie, Maurice, Botswana, Swaziland, Zambie, Zimbabwe et Soudan.

Dynamique de la Population en Afrique (Point 25 de l'ordre du jour)

210. Dans la présentation du document "Dynamique de la population en Afrique" (E/ECA/PSD.4/29) le Secrétariat a évoqué les nombreux problèmes démographiques auxquels est confronté le continent africain, le plus important étant à l'heure actuelle, celui de l'accroissement rapide de sa population et l'impact qu'a un tel accroissement sur son développement économique et social. Le document présenté comprend deux parties : la première ayant trait aux estimations actuelles de la fécondité ~~des~~ les 13 pays africains qui disposent des données de l'Enquête Mondiale sur la fécondité et la seconde partie traitant des estimations des niveaux actuels de la mortalité.

211. S'agissant de la fécondité, il a été observé qu'elle se situait actuellement à des niveaux toujours élevés. Il est également apparu que l'élévation de l'âge au premier mariage a eu pour conséquence dans les pays étudiés une hausse de la "fécondité de début de mariage" des jeunes générations, hausse attribuée principalement aux normes sociales en matière de procréation qui existent dans la plupart des sociétés africaines et à certaines déviations dans le comportement procréateur.

212. Cette hausse de la fécondité de "début de mariage" risque d'être, si l'on n'y prend garde, une hausse de la fécondité tout court, compte tenu du dérèglement des mécanismes traditionnels de régulation de la fécondité en Afrique rendant les femmes plus exposées au risque de concevoir.

213. Le problème de la stérilité et de la sous-fécondité a également été abordé; des fléaux, qui sévissent dans certaines régions de l'Afrique, demeurent une obsession pour les femmes africaines. Si donc des solutions ne sont pas trouvées à l'infécondité et la sous-fécondité, la baisse de la fécondité risque d'être retardée en Afrique, car l'incertitude de procréer rendra inefficace les pressions internes et externes visant à réduire le nombre d'enfants désirés dans les pays qui veulent mettre en place un programme dans ce sens.

214. S'agissant de la mortalité les estimations présentées dans la communication montrent que les niveaux restent encore élevés. Les décès infantiles et juvéniles constitueraient à eux seuls plus de la moitié de l'ensemble des décès dans presque tous les pays étudiés. Les données disponibles ont également montré des variations de la mortalité entre les pays et des différences de niveaux assez significatives entre les régions d'un même pays et entre les zones urbaines et rurales.

215. Les débats ont tourné autour des points suivants :

- la qualité des données utilisées,
- l'espacement des naissances comme l'une des mesures pour la baisse de la mortalité infantile,
- l'effet du dérèglement des mécanismes traditionnels de régulation de la fécondité,
- les mesures à prendre en vue de la baisse de la fécondité.

216. En réponse aux questions posées sur la fiabilité des données utilisées, il a été dit que l'Enquête Mondiale sur la Fécondité a permis d'avoir une vue plus claire de la situation de la fécondité en Afrique, des mesures plus précises du phénomène ayant pu être obtenues. Les estimations relatives à la mortalité traduiraient par contre probablement moins les niveaux exacts à cause de l'absence de données suffisantes et de techniques d'analyse appropriées permettant de disposer d'estimations fiables.

217. S'agissant de l'espacement des naissances, les participants ont estimé que cette pratique soit recommandée comme l'une des mesures visant à la baisse de la mortalité infantile. Le Secrétariat a partagé cette opinion et informé les participants que ceci est l'une des principales recommandations de l'atelier de formation de la CEA sur les techniques d'analyse des données des enquêtes africaines sur la fécondité organisé à l'intention des pays membres en 1984 à Addis Abeba.

218. Si l'effet du dérèglement des mécanismes traditionnels de régulation de la fécondité sur le calendrier des naissances a été souligné par la communication, quelques participants ont cependant insisté sur la hausse de la mortalité infantile liée à un tel dérèglement de ces mécanismes.

219. S'agissant des mesures à prendre en vue de la baisse de la fécondité, il a été suggéré qu'il était indispensable de mettre en place des mécanismes de remplacement, particulièrement informer les femmes en âge de procréer sur l'existence des méthodes modernes de régulation de la fécondité et faciliter l'utilisation de telles méthodes aux couples ou individus qui le souhaitent. Mais ceci doit se faire de pair avec la scolarisation des femmes, l'urbanisation, le développement économique et social de façon plus générale.

220. Le deuxième document présenté par le représentant de l'Institut International de la Statistique (IIS) au même point de l'ordre du jour a porté sur la contribution du programme de l'Enquête Mondiale sur les Fécondités (EMF) à la connaissance de la dynamique de la population en Afrique (E/ECA/PSD.4/30). La présentation a d'abord porté sur les caractéristiques de l'EMF à savoir son caractère international, les moyens humains, matériels et financiers mis en oeuvre, la traduction des questionnaires dans les langues nationales et la qualité recherchée des données : quant à la contribution du programme EMF, à la

connaissance démographique, il a été mis l'accent sur le fait que les types de données EMF ont été rarement collectées auparavant au niveau national en Afrique. Des données détaillées sur la fécondité, l'allaitement au sein, l'abstinence post partum et l'aménorrhée, la connaissance et la pratique de la contraception, la dissolution des mariages et les remariages, la mortalité infantile ont ainsi été collectées. Comparées à d'autres sources, ces données sont relativement fiables. La présentation du document a enfin évoqué les implications de l'EMF pour les enquêtes futures en Afrique du point de vue coût financier, de la complexité de l'opération et du caractère détaillé du questionnaire utilisé.

221. Au cours des débats il a été d'abord posé la question de savoir comment obtenir les données de l'EMF pour l'analyse plus approfondie des enquêtes nationales. Le représentant de l'IIS a dans sa réponse, fait état de l'existence du Centre International de l'IIS qui centralise actuellement toute la documentation de l'EMF. L'utilisation de ces données est liée à l'accord préalable du pays concerné. La politique du centre à l'heure actuelle est d'encourager les chercheurs des pays en développement à utiliser davantage ces données.

222. Il a été également demandé au représentant de l'IIS de parler davantage des échecs de l'EMF et de répondre à la question de savoir si le programme s'était plus préoccupé de comparaisons internationales que d'autre chose. Dans sa réponse le représentant de l'IIS a reconnu que l'organisation du programme était probablement coûteuse pour les pays en développement et qu'il y avait une certaine recherche de perfectionnisme. Néanmoins il y avait certainement plus d'aspects positifs que négatifs et l'évaluation des différentes enquêtes nationales a montré que les données collectées sont généralement de bonne qualité. Par ailleurs si la comparabilité internationale devait être assurée, les questionnaires EMF étaient quand même adaptés aux conditions particulières des pays qui ont participé au programme.

223. Certains intervenants ont fait remarquer que le problème de la stérilité n'a pas été spécifiquement étudié par le programme, particulièrement en Afrique Centrale où le pays étudié n'est pas à lui seul représentatif de la sous-région confrontée au problème de stérilité. La réponse a été que l'étude de la stérilité nécessite des enquêtes spécifiques. Cependant les données EMF permettent de se faire une idée de l'ampleur du phénomène dans les pays étudiés (pourcentage de femmes sans naissance vivante, probabilité d'agrandissement de la famille etc...)

224. Des explications ont été également demandées sur le fait que les taux de fécondité observés dans les grandes villes du Nigéria soient supérieurs à ceux observés aussi bien dans les petites villes que dans les zones rurales. Les explications données ont d'une part porté sur la qualité des données, les faibles effectifs des grandes villes, et d'autre part sur le comportement particulier des citadines en matière de procréation.

Rapport sur les activités en matière de population au cours de 1984-1985 et examen du programme de travail pour 1986-1987 et examen des objectifs, des problèmes à résoudre et de la stratégie à adopter pour la période 1990-1995 (Point 26 de l'ordre du jour)

225. Dans sa présentation du document E/ECA/PSD.4/31 "Rapport sur les activités en matière de population au cours de 1984-1985, et examen du programme de travail pour 1986-1987 avec projections jusqu'à 1995", le secrétariat a fait observer que les principes, objectifs et recommandations du Programme d'action de Kilimanjaro, adoptés par les Etats membres en janvier 1984 dans le cadre de la contribution africaine à la Conférence internationale sur la population, avaient servi de guide pour l'exécution du programme de travail 1984-1985, et a insisté sur le programme de travail pour la période biennale 1986-1987, ainsi que pour les quatre périodes biennales suivantes (1988-1995).

226. Le secrétariat a informé les participants que son programme en matière de population comprenait trois sous-programmes. En 1984-1985, les cinq éléments de programme qui constituaient le premier sous-programme portaient sur l'assistance technique aux pays, l'évaluation des politiques démographiques, l'évaluation de l'incidence démographique des programmes relatifs à la population, l'évaluation des politiques et programmes de répartition de la population et l'intégration des variables et politiques démographiques dans les plans de développement.

227. Dans le cadre du deuxième sous-programme, sept éléments de programme avaient été exécutés comprenant les services consultatifs aux pays, les niveaux, schémas, différences et tendances de la fécondité, les niveaux, schémas, différences et tendances de la mortalité, la corrélation entre la mortalité infantile et infantine, les facteurs socio-économiques et la fécondité, les projections démographiques et les informations démographiques. Dans le cadre du troisième sous-programme, les Instituts de formation et de recherche démographiques avaient continué de recevoir un appui. Le Secrétariat a donné des explications détaillées sur les études spécifiques entreprises pour chacun des éléments de ces programmes.

228. Le secrétariat a indiqué aux participants qu'un séminaire régional de formation sur les estimations et projections démographiques s'était tenu à Accra (Ghana) en juillet 1985. Le secrétariat a ensuite insisté sur l'une des recommandations faites au cours de ce séminaire. Ladite recommandation avait été adoptée par le Conseil des ministres du MULPOC de Yaméy réuni à Lomé (Togo), en février 1986. Les participants à la réunion du MULPOC avaient demandé qu'au cours de la présente session de la Conférence commune (PSD.4) ladite recommandation soit à nouveau examinée et qu'un rapport soit présenté à cet effet à la prochaine réunion du MULPOC en 1987.

229. Le secrétariat a informé les participants que le programme de travail approuvé pour 1986-1987 comportait également trois sous-programmes comme en 1984-1985. Le secrétariat avait dressé la liste des éléments du programme composant chacun de ces sous-programmes, ainsi que des études spécifiques qui seraient entreprises dans le cadre de chacun des éléments du programme.

230. Le secrétariat a ensuite porté à la connaissance des participants que le programme de travail pour les périodes biennales 1988-1995 serait basé sur les progrès qui auraient été accomplis dans l'application des recommandations du Programme d'Action de Kilimanjaro. Les études entreprises à cet effet seraient essentiellement axées sur les niveaux, schémas, différences et tendances des éléments de la croissance démographique dans le cadre des activités de suivi du secrétariat, tel que recommandé par le Plan d'Action Mondial Sur la Population. En outre, l'accent serait mis sur les études portant sur la corrélation entre la baisse de la fécondité et de la mortalité et les résultats de ces études seraient inclus dans les plans de développement des Etats membres grâce aux services consultatifs apportés à ces pays. Il convenait également d'organiser des voyages d'études à l'intention des planificateurs, démographes et responsables africains dans des pays d'Amérique latine ou d'Asie, pour leur permettre d'observer l'exécution des programmes et politiques démographiques qui avaient plus ou moins bien réussi dans ces pays.

231. Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont insisté sur i) la nécessité pour le secrétariat de tenir compte de la complexité des rapports démographie-développement lorsqu'il élaborerait ses futurs programmes de travail; ii) la nécessité d'aider les Etats membres à collecter les données de base dans le domaine démographique, à analyser ces données et à intégrer les résultats de ces analyses au processus de planification du développement; et iii) la nécessité de veiller à ce que les projections démographiques fournies par la Division de la Population de l'ONU (New York) concordent avec celles de la Division de la Population de la CEA.

232. En outre, les participants ont émis des doutes quant i) aux principaux objectifs des différentes études entreprises à ce jour par le secrétariat; ii) à la portée de l'auto-évaluation faite par le secrétariat tant en ce qui concerne les études entreprises par lui, que les séminaires nationaux sur la population et le développement qu'il avait aidé les Etats membres, à organiser; et iii) à la capacité du secrétariat de satisfaire toutes les demandes de services consultatifs faits par les Etats membres en matière démographique, ainsi qu'à tous les problèmes qui se posaient à cet égard.

233. S'agissant du programme de travail prévu pour les quatre périodes biennales (1988-1995), les participants ont invité le secrétariat à se montrer extrêmement prudent dans les activités qu'il serait amené à entreprendre, compte tenu des ressources limitées dont il disposait, et à entamer des discussions avec les Etats membres pour s'assurer que lesdites activités portent bien sur les domaines prioritaires qui bénéficieraient le plus aux Etats membres, en ce sens qu'ils pourraient intégrer les variables démographiques à leur plan global de développement.

234. Il a en outre été demandé au secrétariat de faire en sorte que la priorité nécessaire soit accordée à l'étude sur la croissance des villes dans la région dans le cadre du programme de travail envisagé pour les quatre périodes biennales (1988-1995). Enfin, le représentant de l'UDEAC a demandé que la coopération avec le secrétariat soit renforcée et a souligné que ce dernier devrait informer l'Union à temps des activités envisagées enfin de lui permettre de mobiliser les fonds nécessaires à sa participation auxdites activités.

235. Le secrétariat a pris note de la plupart de ces observations et a souligné qu'elles lui serviraient dans l'élaboration des futurs programmes de travail. En ce qui concerne les données démographiques de base requises par les Etats membres, aux fins de planification, le secrétariat a expliqué qu'il appartenait à ces derniers de lui envoyer des demandes officielles d'assistance et qu'il ferait tout son possible pour satisfaire celles-ci dans la mesure des ressources financières disponibles. S'agissant des écarts entre les projections de la Division de la Population du Secrétariat de l'ONU (New York) et celles de la Division de la Population de la CEA, le secrétariat a expliqué de manière assez détaillée les liens de coopération qui existent actuellement entre les divers organismes du système des Nations Unies quant à l'élaboration des projections nationales, sous-nationales et sectorielles.

236. Le secrétariat a indiqué que l'objectif des études effectuées visait à formuler des recommandations spécifiques à l'intention des Etats membres et partant, d'une manière générale, de faire prendre conscience à ces derniers de la nécessité d'intégrer les variables démographiques à la planification du développement. Le secrétariat a en outre expliqué qu'il appartenait à chaque Etat membre d'évaluer la pertinence de ces recommandations à la lumière de la situation démographique particulière de chaque pays et des objectifs des plans nationaux et de rendre dûment compte de leurs conclusions au secrétariat afin que celui-ci puisse s'en inspirer pour l'élaboration de futures études. Quant aux problèmes limitant la capacité du secrétariat de satisfaire toutes les demandes émanant des Etats membres en matière de services consultatifs, ils tenaient à la disponibilité des ressources budgétaires et extrabudgétaires requises. Dans certains cas, le secrétariat avait veillé à ce que les ressources requises figurent dans les descriptifs de projet soumis par les Etats membres aux organismes de financement potentiels.

237. Pour compléter les explications du secrétariat sur les remarques susmentionnées, le Directeur de la Division de la Population du Secrétariat de l'ONU (New York) est revenu sur les liens de coopération qui s'étaient tissés entre les deux divisions. Il a souligné également que les projections effectuées de part et d'autre étaient cohérentes et il a expliqué la procédure suivie pour ajuster les écarts éventuels. Le Directeur a fait état du rôle joué par la Division de la Population de la CEA d'une part, par l'assistance qu'elle apporte en matière d'activités relatives au suivi de l'évolution de la population mondiale, du Réseau mondial d'information en matière de population et d'activités de formation et, d'autre part, du rôle que jouait la Division de la Population du Siège dans d'autres domaines de coopération spéciale tels que l'analyse des données de l'enquête mondiale sur la fécondité et les journées d'étude régionales sur les estimations et projections démographiques tenues à Accra (Ghana) en juillet 1985.

238. Enfin, les participants ont adopté à l'unanimité la recommandation faite lors de l'atelier de formation d'Accra et ont recommandé que soient institutionnalisées les procédures de préparation et d'utilisation des projections démographiques dans le processus de la planification. Ce consensus a été basé sur l'opinion générale selon laquelle il était inévitable qu'il y ait des écarts entre les projections effectuées par différents organismes nationaux et internationaux, en raison des facteurs tenant : i) à la qualité des données utilisées; ii) aux procédures de lissage; iii) à la méthodologie adoptée; et iv) aux hypothèses de base. Il était du ressort de toute institution chargée de la coordination des travaux de projections d'effectuer une évaluation objective des hypothèses de base avant qu'il ne soit possible de choisir une quelconque série d'hypothèses utilisable par tous les responsables au cours d'une période de planification donnée.

COMITE DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE

Election du bureau (Point 28 de l'ordre du jour)

239. M. Assigbley Yawo, (Togo) a été élu président et M. N'Guessan Mathieu (Côte d'Ivoire) rapporteur.

Formation de Documentalistes et Informaticiens africains (Point 29 de l'ordre du jour)

240. Un représentant du secrétariat a présenté le document de travail intitulé "Formation de Documentalistes et Informaticiens africains" (E/ECA/PSD.4/32), qui traite de la situation actuelle dans le domaine de la formation de documentalistes et spécialistes des sciences de l'information africains.

241. Il a brièvement exposé les problèmes que rencontrent les centres de documentation et d'information en Afrique, et a souligné que le manque de personnel qualifié pour faire fonctionner les centres existants était une entrave au développement des services d'information et de documentation en Afrique.

242. Il a en outre indiqué que cette situation avait été sensiblement aggravée par l'absence générale de plans systématiques pour la formation du personnel chargé de l'information, et par le degré de priorité plutôt faible que les gouvernements africains accordaient aux sciences de l'information.

243. Après avoir brièvement exposé les problèmes relatifs à la formation de spécialistes des sciences de l'information africains, il a cité certaines institutions dans les pays africains, qui dispensent des cours de bibliothéconomie.

244. Le représentant du secrétariat a informé les participants de l'évolution de la situation dans le domaine de la formation des spécialistes des sciences de l'information et de documentalistes africains, notamment de la création d'un centre régional pour les sciences de l'information à Ibadan (Nigéria), destiné aux pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest, et du centre de même type au sein

de l'université d'Addis-Abéba (Ethiopie), à l'intention des pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. La création du premier centre est entreprise avec l'assistance de l'UNESCO, du CRDI et de l'université d'Ibadan.

245. Il a été indiqué que la Commission économique pour l'Afrique jouait, par le biais du Système Panafricain de documentation et d'information, un rôle important dans la formation des spécialistes des sciences de l'information africains.

246. Le rôle joué par d'autres organisations telles que l'UNESCO, le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), la Fondation Allemande pour le Développement International (DSE), dans le domaine de la formation de spécialistes des sciences de l'information a également été souligné.

247. En conclusion, le représentant du secrétariat a indiqué que, compte tenu des maigres ressources dont disposait l'Afrique, les écoles régionales telle que celle qui est en cours de création au sein de l'université d'Ibadan étaient probablement la solution indiquée, et qu'étant donnée les changements rapides en matière de technologie dans le domaine des sciences de l'information l'Afrique avait besoin de personnel hautement qualifié.

248. Au cours du débat qui a suivi, les représentants ont félicité le secrétariat pour la qualité du rapport. Certains participants étaient d'avis qu'en examinant la question de la formation des spécialistes des sciences de l'information africains, il fallait tenir compte des besoins spécifiques des pays intéressés.

249. Il a également été souligné qu'il n'existait pas de prise de conscience de l'importance que jouent les services d'information et de documentation dans le développement et qu'il faudrait par conséquent procéder à un effort considérable de sensibilisation.

250. Le représentant du secrétariat a déclaré que PADIS avait saisi toutes les occasions pour sensibiliser les Etats membres tant pendant les missions consultatives sur le terrain que lors des réunions des organes législatifs de la CEA/MULPOC. En outre, PADIS comptait entreprendre la formation des utilisateurs pendant la phase III et intensifier les services consultatifs sous réserve de la disponibilité de fonds.

251. Certains participants ont déclaré que les termes "sciences de l'information" et "informatique" n'étaient pas clairement définis. Il a été décidé à l'unanimité de changer la formulation française dans l'ordre du jour pour en rendre le sens exact. Il a par la suite été décidé que le concept "sciences de l'information", devrait englober l'informatique, la documentation et la bibliothéconomie.

252. La question du sous-emploi des spécialistes des sciences de l'information a également été soulevée. Il a été indiqué que dans certains pays, du personnel avait été formé dans ces domaines mais que malheureusement il n'avait pas été employé de façon appropriée et n'avait pas été pleinement intégré à l'économie.

La plupart des participants étaient par conséquent d'avis qu'il fallait attirer l'attention des gouvernements sur la nécessité d'améliorer le statut des spécialistes des sciences de l'information.

253. S'agissant du développement des services d'information et de documentation, il a été estimé qu'une étude comparative entre les pays africains et les pays développés devrait être menée afin d'évaluer le fossé qui les sépare.

254. Un représentant du secrétariat a informé le Comité qu'une étude de faisabilité avait été entreprise avant la création du PADIS par une équipe interinstitutions qui avait visité plusieurs pays africains afin de déterminer l'état des services d'information et de documentation. L'étude intitulée "DEVSIIS-AFRICA" avait notamment révélé que les services d'information et de documentation n'étaient pas développés.

255. Après de longs débats, le Comité a constaté que les sciences de l'information, à savoir la documentation et l'informatique, sont axées sur la fourniture d'une information traitée aux utilisateurs, et que toutes ces sciences doivent être développées en Afrique. Il a également considéré avec préoccupation les services de formation disponibles en Afrique, l'utilisation du personnel de documentation et d'information déjà formé, ainsi que la place accordée par les gouvernements africains à la formation de spécialistes de sciences de l'information en Afrique. Le Comité a en outre noté avec satisfaction les efforts faits par le PADIS et d'autres institutions pour aider les Etats membres à organiser leurs services d'information et de documentation. Enfin il a souligné l'importance que revêtent les sciences de l'information dans le développement socio-économique.

256. Le Comité a alors recommandé que la formation de spécialistes des sciences de l'information, notamment les titulaires du diplôme du premier cycle universitaire et du diplôme de niveau supérieur, soit intensifiée et que ceux-ci soient pleinement et correctement utilisés dans leur domaine de spécialisation. La Commission Economique pour l'Afrique, par le canal du Système Panafricain de Documentation et d'Information (PADIS), devrait s'efforcer de sensibiliser davantage les dirigeants africains au rôle que des services d'information et de documentation bien organisés peuvent jouer dans la planification du développement économique afin que davantage de ressources soient allouées à ce secteur. La formation des utilisateurs de l'information devrait également être assurée. L'informatique devrait être enseignée à tous les niveaux de formation dans les établissements d'enseignement. Les écoles ou centres régionaux tels que celui qui est actuellement créé à Ibadan (Nigéria) concernant les sciences de l'information devraient recevoir la priorité, compte tenu des maigres ressources dont disposent les gouvernements africains.

Association des documentalistes, bibliothécaires et spécialistes des sciences de l'information africains (Point 30a de l'ordre du jour)

257. En présentant le document E/ECA/PSD.4/33 intitulé "Association des documentalistes, bibliothécaires et spécialistes des sciences de l'information africains", le représentant du secrétariat a souligné la nécessité de créer une telle association en Afrique pour s'occuper des intérêts de ses membres et promouvoir la documentation et l'information qui sont des vecteurs du développement.

258. Il a décrit les attributions de l'Association et proposé que son siège soit provisoirement au Système Panafricain de Documentation et d'Information (PADIS) au sein du secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abéba.

259. Au cours de débats qui ont suivi, de nombreux participants ont estimé qu'une telle association était très utile. Ils n'ont toutefois pas caché leur préoccupation quant à son efficacité.

260. Certains participants ont estimé que l'efficacité d'une telle association était fonction de la fixation dès le départ d'objectifs clairs et précis. Ils ont également estimé qu'il faudrait étudier soigneusement l'expérience d'autres associations de ce genre avant de créer la nouvelle association.

261. D'autres participants ont estimé qu'il faudrait fusionner les deux associations dont la création a été envisagée, à savoir : d'une part l'Association de documentalistes et bibliothécaires africains et d'autre part l'Association des informaticiens africains. Les participants ont toutefois estimé qu'au cas où les deux associations seraient créées, leurs objectifs devraient être clairement définis de manière à éviter le double emploi.

262. La plupart des participants ont estimé que l'Afrique ne pouvait pas se permettre de créer une association avec des objectifs très limités et sans qu'on ait une idée précise des avantages qu'on pourrait en tirer. Il a ensuite été suggéré que soit créée une association regroupant les informaticiens qui serait appelée association des informaticiens.

Association des informaticiens africains (Point 30b de l'ordre du jour)

263. En présentant le document E/ECA/PSD.4/34 intitulé "Association des informaticiens africains", le représentant du secrétariat a souligné les objectifs d'une telle association et déclaré que sa création permettrait de promouvoir l'utilisation des ordinateurs. Par ailleurs, le Secrétaire général de l'Union Africaine des Professionnels de l'Informatique dont le siège est à Abidjan a fait une communication sur cette association régionale. Il lui a été demandé de transmettre les statuts de cette association au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique.

264. Au cours des débats qui ont suivi, de nombreux participants ont estimé que le travail des informaticiens, documentalistes et autres est similaire parce que ces disciplines sont toutes orientées vers le traitement de l'information, qui est mise ensuite à la disposition des utilisateurs, et que, par conséquent, une seule association était suffisante.

265. Après de longues discussions sur les deux documents (E/ECA/PSD.4/33 et E/ECA/PSD.4/34), les participants ont reconnu l'importance de ces associations et recommandé que le secrétariat élabore des statuts pour les deux associations, à savoir : l'Association africaine des documentalistes, et bibliothécaires et l'Association africaine des informaticiens. Le secrétariat devrait envoyer les projets de statuts aux associations nationales, aux centres de liaison du PADIS dans les Etats membres ainsi qu'aux associations et organisations régionales et sous-régionales, pour observations. Les observations recueillies auprès des Etats membres devraient déterminer s'il faudrait créer les deux associations ou une seule association regroupant les deux. Qu'après cela le secrétariat devrait élaborer un nouveau document en tenant compte des observations faites par les Etats membres, document qui serait soumis au Comité de la documentation et de l'informatique lors de la cinquième réunion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains.

Rapport sur les activités du PADIS (1984-1985) et examen du programme de travail (1986-1989), compte tenu des objectifs fixés, des problèmes à résoudre et de la stratégie à adopter pour la période 1990-1995 (Point 31 de l'ordre du jour)

266. Le secrétariat a présenté trois documents : "Rapport sur la situation du PADIS" (E/ECA/PSD.4/36), "Rapport sur les activités du PADIS (1984-1985) et examen du programme de travail (1986-1990), compte tenu des objectifs fixés, des problèmes à résoudre et de la stratégie à adopter pour la période 1990-1995" (E/ECA/PSD.4/35), et "Rapport de la première réunion du Comité technique régional du PADIS" (E/ECA/PSD.4/37). Présentant le premier document, un représentant du secrétariat a brièvement fait l'historique du projet PADIS, de même qu'un bref compte rendu du travail accompli au cours des cinq dernières années. Il a donné un aperçu de l'organigramme, des effectifs, des installations du centre, de la situation des centres sous-régionaux et des différentes activités entreprises par le PADIS.

267. Le représentant du secrétariat s'est également étendu sur les activités du PADIS pendant la période 1984-1985. Il a en particulier été fait mention de l'état d'avancement de la base de données PADIS-DEV sur le développement, de l'acquisition de nouvelles bases de données en vue de couvrir les questions de développement, du lancement d'un service de diffusion sélective de l'information, de la publication trimestrielle de la lettre de PADIS, de la prestation de services de traitement des données au secrétariat de la CEA, de la situation de la base de données numériques PADIS-STAT et des cours de formation organisés aux niveaux national, sous-régional et régional. Le représentant du secrétariat a également appelé l'attention des participants sur le programme de travail jusqu'en 1990 et au-delà et a demandé des propositions spécifiques à incorporer dans le programme de travail pour 1988-1989. Il a également fait état des différentes recommandations formulées par le Comité technique régional.

268. De nombreux participants ont félicité le secrétariat pour la clarté des documents qui avaient été présentés. La plupart des intervenants se sont félicités des progrès réalisés depuis la dernière session. Néanmoins, un certain nombre de questions importantes ont été soulevées. Certains participants ont estimé qu'il conviendrait d'accorder davantage d'attention au développement des centres nationaux plutôt qu'aux centres sous-régionaux. D'autres ont souhaité en savoir davantage sur la base de données PADIS-STAT et le type d'assistance que pourrait apporter PADIS pour la création de systèmes nationaux d'information.

269. La représentante de la France a informé le comité que son pays envisageait d'apporter son appui au développement des Centres nationaux de Documentation participant à PADIS. Elle a indiqué que le financement d'une mission conjointe PADIS/IBISCUS pour évaluer et déterminer les besoins des Centres nationaux d'Information et de Documentation de certains pays membres va être demandé au Fonds d'Action de Coopération (FAC) français en mai 1986 et a conseillé PADIS de prendre contacts avec les autorités françaises responsables du suivi du projet.

270. Un représentant a décrit les activités de son pays en matière d'information et a fait état des difficultés que créait l'utilisation de la langue arabe dans les échanges d'informations. Son pays avait adopté le système ISO x 25 comme protocole standard de télécommunications et a demandé que l'étude de faisabilité sur le réseau de transmission de données prévue tienne compte des infrastructures nationales existantes.

271. Un certain nombre de questions ont également été soulevées sur la façon dont s'effectuaient les échanges entre les centres nationaux et le PADIS, de même qu'entre les institutions sous-régionales telles que le RESADOC et le PADIS. Des éclaircissements ont également été demandés en ce qui concerne la situation du centre sous-régional du PADIS prévu pour l'Afrique centrale.

272. En ce qui concerne les logiciels de statistiques, le représentant de l'office de Statistique des Communautés Européennes (OSCE) a décrit l'expérience de la Commission en matière de mise au point et d'utilisation de bases de données de grande échelle. Il a indiqué que le logiciel maison pourrait être utilisé gratuitement; toutefois, la maintenance du logiciel ne serait pas assurée.

273. En réponse aux questions soulevées, un représentant du secrétariat a expliqué qu'il y avait trois étapes dans la mise au point du réseau du PADIS, à savoir, le réseau d'information nécessitant coopération et coordination entre les centres participants ayant adopté les mêmes normes, le réseau informatisé qui devrait être l'étape suivante et, finalement, le réseau des systèmes de télécommunications qui serait la dernière étape de l'intégration. Il a indiqué que les échanges d'information se faisaient actuellement avec les centres participants par le biais de bordereaux. Le réseau informatisé qui devrait permettre l'accès et l'échange de banques de données informatisées sur support magnétique serait progressivement mis en place tandis que les échanges de bases de données avec d'autres institutions des Nations Unies se faisaient déjà au moyen de bandes magnétiques. En ce qui concerne les relations du PADIS avec des institutions telles que le RESADOC, le représentant du Secrétariat a signalé qu'il existait une étroite collaboration avec de telles institutions et que la prochaine réunion des organisations régionales parrainées par la CEA étudierait les meilleurs moyens d'assurer l'intégration et l'harmonisation de leurs systèmes d'information dans la région.

274. En ce qui concerne la création de centres sous-régionaux, le représentant du secrétariat a informé les participants que la priorité était toujours accordée aux centres nationaux et que les centres sous-régionaux seraient utilisés principalement pour contribuer à la mise en place des infrastructures nationales et sectorielles. Il a informé les participants de la demande adressée à la CEE en vue du financement de quatre centres sous-régionaux. En outre il a indiqué pour ce qui était de la sous-région de l'Afrique centrale, que le problème du lieu d'implantation du siège du centre n'était toujours pas résolu du fait de l'existence de deux MULPOC, basés respectivement à Yaoundé (Cameroun) et à Gisenyi (Rwanda), avec deux organes délibérants différents mais que la question serait soulevée à la prochaine réunion du Comité technique régional du PADIS qui rechercherait une solution au problème.

275. Le représentant de l'OSCE a donné des détails sur les modalités d'obtention de fonds de la CEE et a décrit les mesures prises par la Communauté dans le cadre de la Convention de Lomé III. Les programmes régionaux seraient également soumis à la programmation indicative et, pour obtenir des fonds régionaux, les Etats membres intéressés devraient indiquer le caractère prioritaire de leur programme. En outre, les pays devraient définir eux-mêmes les priorités par le biais des institutions gouvernementales compétentes.

276. Répondant à d'autres questions, le représentant du secrétariat a donné des détails sur la mise au point, les besoins et la situation de la base de données PADIS-STAT. S'agissant de l'emploi de la langue arabe dans les techniques de l'information, le secrétariat a informé le Comité de la coopération étroite qui avait été récemment instaurée entre PADIS et le Centre de documentation de la ligue des Etats arabes (ALDOC) qui utilise déjà la langue arabe. ALDOC, en coopération avec le CRDI, a pu adapter le logiciel MINISIS en arabe et a également traduit en arabe le Macro Thesaurus. Le représentant du secrétariat a informé le Comité qu'un accord entre PADIS et ALDOC avait été conclu et il a émis le vœu que cette coopération étroite contribue à la promotion et à l'utilisation de la langue arabe dans le domaine des sciences de l'information.

277. En réponse à la question sur l'augmentation de la puissance de l'ordinateur installé BCC, le représentant du secrétariat a informé les participants de l'installation d'un nouvel ordinateur HP 44 au PADIS, qui serait sous peu porté au niveau du modèle 58. En outre, le PADIS avait demandé à l'administration de la CEA d'entreprendre une étude en vue de déterminer l'ampleur et la diversité des besoins actuels en matière de TEI, aussi bien les besoins à couvrir que les besoins potentiels, avec des projections sur deux, trois et cinq ans; de déterminer l'écart entre les ressources disponibles et les ressources nécessaires et de fournir des estimations de coûts des équipements additionnels requis.

278. Enfin les participants ont recommandé que le Bureau Central de Coordination du PADIS accroisse son assistance aux Etats Membres afin de leur permettre de participer au réseau PADIS.

COMITE MIXTE DE LA PLANIFICATION ET DE LA STATISTIQUE

Evaluation du taux d'utilisation de la capacité de production dans les pays africains : essai de mise au point d'un cadre méthodologique pour la quantification de la capacité excédentaire (Point 33a)

279. En présentant le document E/ECA/PSD.4/38 relatif à ce point de l'ordre du jour, un fonctionnaire du secrétariat a indiqué que si, paradoxalement, les capitaux à investir étaient rares dans le secteur manufacturier africain, il n'en demeurerait pas moins qu'on assistait à un gaspillage croissant de ressources du fait de la sous-utilisation de la capacité de production, sous-utilisation estimée en moyenne à environ 50 p. 100 des niveaux de production réalisables. C'était en raison de ce problème que la troisième session de la Conférence commune avait recommandé au secrétariat de la CEA de réaliser une étude préliminaire sur les facteurs à l'origine de l'importante progression de la sous-utilisation des capacités de production en vue de proposer un cadre méthodologique pour leur quantification. Ces indicateurs industriels pouvaient montrer l'ampleur du problème, permettre aux planificateurs industriels de les traiter comme un élément de la planification de l'investissement industriel et introduire ainsi des mesures susceptibles d'éliminer ou de réduire sensiblement le gaspillage de facteurs de production, en particulier des ressources financières, dans le secteur manufacturier.

280. A partir des investigations empiriques effectuées dans les pays africains, les principaux facteurs qui avaient conduit à la sous-utilisation de la capacité de production étaient i) la difficulté d'importer les facteurs de production et les pièces de rechange indispensables en raison de la pénurie de devises; ii) la faiblesse de la demande et les autres contraintes relatives aux marchés; iii) la médiocrité de l'infrastructure; iv) la pénurie de main d'oeuvre qualifiée et de cadres, et v) l'importation d'installations et de matériel aboutissant automatiquement à la création d'une capacité excédentaire et conçus pour des échelles de production applicables aux pays à économie développée. Après avoir cité quelques indices de sous-utilisation de la capacité de production relevés au Ghana et au Malawi en 1981 et 1983 respectivement, il a signalé qu'une combinaison de ces facteurs avait également été identifiée par de nombreux pays africains comme un obstacle à la réalisation des objectifs de production fixés à leurs établissements manufacturiers.

281. S'agissant du cadre méthodologique pour la quantification de la capacité excédentaire, le représentant du secrétariat a attiré l'attention des participants sur la nécessité d'avoir une bonne compréhension des questions théoriques et des problèmes de définition liés à l'utilisation du capital et de la capacité de production. Si les premières portaient sur l'importance de l'utilisation du seul capital et devraient donc être traitées dans un cadre analytique partiel, les secondes avaient trait à l'utilisation de toutes les ressources disponibles y compris le capital et, par conséquent, l'approche serait celle d'une analyse d'équilibre

générale de l'efficacité de la production. Il a ensuite souligné les avantages et les inconvénients des techniques élaborées et utilisées du titre de la quantification de la capacité excédentaire : i) la méthode du coefficient de capital; ii) la méthode de Wharton; iii) l'approche technique; iv) l'approche McGraw-Hill; v) le critère poste; vi) le critère électricité et vii) l'approche fondée sur l'enquête directe.

282. Sur la base de ce qui précède, le représentant du secrétariat a déclaré que compte tenu des expériences de l'environnement industriel africain, en particulier, de la rareté des statistiques industrielles, la méthode la plus appropriée pour le lancement d'activités de recherche sur la capacité excédentaire en Afrique était l'approche fondée sur la méthode directe. Il a mis en évidence les données globales nécessaires à cette approche et attiré l'attention des participants sur le projet de questionnaire joint en annexe au document de travail pour une étude sur l'utilisation de la capacité industrielle et qui aiderait les pays à entreprendre des recherches empiriques sur la sous-utilisation des capacités de production. Enfin, le représentant du secrétariat a mentionné les recommandations contenues dans l'étude et qui visent à résoudre le problème aux niveaux national et sous-régional; il a également prié les planificateurs et les statisticiens de travailler en étroite collaboration dans le cadre de l'application de la méthodologie proposée ou d'une version modifiée de ladite méthodologie en fonction des conditions particulières de chaque pays.

283. Suite à l'exposé du représentant du secrétariat, la plupart des participants ont remercié le secrétariat, pour la qualité du document, la pertinence de son analyse qui a couvert l'ensemble des problèmes liés à la sous-utilisation des capacités industrielles en Afrique. Certains participants ont estimé que ces problèmes méritaient une attention particulière de la conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains.

284. Parmi les facteurs explicatifs les plus importants de cette sous-utilisation des capacités industrielles les participants ont cité : i) la concurrence féroce de produits manufacturés importés d'autres régions du monde; ii) le coût élevé de l'énergie et de la main-d'oeuvre dans certains pays; iii) le coût des infrastructures, la faible capacité d'étude et de gestion des projets industriels; iv) le manque d'intégration de la politique industrielle dans la politique économique globale des pays; et v) le fait qu'au lendemain des indépendances, les pays africains étaient à différents stades de développement industriels et qu'ils ont été encouragés à mettre en place parallèlement les mêmes industries. Du fait de l'importance de ces facteurs, certains participants ont fait valoir que les produits industriels africains ne pourront être concurrentiels qu'à long terme.

285. Le Comité a également mis l'accent sur la répercussion des effets de la récession mondiale sur les économies africaines. Il a relevé qu'à la base de la mauvaise répartition actuelle des capacités industrielles existantes, il y a des

politiques. Il a estimé que dans de nombreux cas, le manque de débouchés par exemple s'explique par l'absence d'information entre pays sur les produits industriels existant dans une même sous-région et souvent même au niveau national. Concernant les stratégies de développement industriel, il a été fait observer que le Togo et l'Algérie devaient être cités dans le document parmi les pays africains ayant amorcé leur industrialisation par la mise en place d'industries lourdes. Toutefois, de telles stratégies n'ont pas toujours été fondées sur la disponibilité sur place de matières premières. De plus, l'échec de telles stratégies n'est pas toujours lié au manque de matières premières comme cela est indiqué dans le document. Dans certains cas, la sous-utilisation des capacités industrielles s'explique largement par la dépendance des technologies importées.

286. De l'avis de certains participants, l'étude aurait dû mettre l'accent sur la nécessité de création de marchés stables au niveau interne et sous-régional, et accorder plus d'attention au secteur informel, et aux problèmes d'intégration régionale.

287. Si la sous-utilisation des capacités industrielles est dû à des facteurs structurels comme indiqué dans le document, il y a lieu de recommander qu'il soit tenu compte de cet aspect dans les études et analyses de projet. Certains participants ont fait remarquer qu'il est difficile de remplir le questionnaire proposé et ils se sont demandés s'il a déjà été testé.

288. Les participants ont signalé que les problèmes de normalisation industrielle et de maintenance devaient être pris en compte dans l'étude ainsi que l'incidence de fluctuation des taux de change.

289. Dans sa réponse, le représentant du secrétariat a remercié les participants pour les questions pertinentes qu'ils ont soulevées. Il a reconnu le bien fondé de certaines de ces questions et s'est félicité du fait que le problème de la sous-utilisation des capacités industrielles en Afrique ait été largement reconnu au niveau national en cours des débats. Il a signalé que l'essentiel est de parvenir à une approche correcte pour mesurer la capacité industrielle en mettant au point une méthodologie qui pourra être appliquée dans les pays. L'adoption d'une méthodologie pour mesurer la capacité industrielle permettra de prendre en considération ce problème dans la planification. Il a fait remarquer que le questionnaire devrait être adapté à la situation de chaque pays.

Rapports entre la production et le commerce africains des articles manufacturés (Point 33 b) de l'ordre du jour)

290. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/PSD.4/39 intitulé «Relations entre la production et le commerce africains des articles manufacturés et dont l'objet était, d'une part, de dresser un bilan statistique des rapports entre la production et le commerce africains des articles manufacturés et, d'autre part, de rechercher les moyens techniques de combler les lacunes en matière de données.

291. Le bilan statistique a permis de dégager trois conclusions principales. En premier lieu, les pays de la région ont dans l'ensemble acheté beaucoup plus de produits manufacturés qu'ils n'en ont vendus à l'Etranger au cours de la période 1970-1981, près des 3/4 des achats ayant consisté en biens de capital et de consommation intermédiaire du fait de la structure traditionnelle des productions nationales. En second lieu, afin de réduire graduellement la forte dépendance de la région vis-à-vis de l'Extérieur en ce qui concerne ses approvisionnements en biens de capital et de consommation intermédiaire notamment, les pays africains devraient non seulement mettre davantage l'accent sur la première transformation des métaux, la production de biens d'équipement et l'industrie chimique, mais aussi améliorer le degré d'ouvrison de leurs matières premières et produits semi-fins. Enfin, le poids des échanges intra-africains dans l'ensemble du commerce régional des produits manufacturés est tombé de 5,97 p. 100 en 1970 à 2,59 p. 100 en 1981. Cette situation semblait découler notamment de la mise en oeuvre de politiques d'industrialisation orientées vers la création d'industries de substitution aux biens de consommation importés, ainsi que de la mutation des importations vers des biens d'équipement nécessaires au développement et à l'implantation d'industries de substitution dont les sources d'approvisionnement se trouvent en dehors du Continent.

292. En ce qui concerne les problèmes de méthodologie statistique, le fonctionnaire du Secrétariat s'est d'abord attaché à identifier les principales lacunes des données disponibles. Parmi celles-ci figuraient en particulier la couverture partielle et la mauvaise qualité des informations, la délimitation ambiguë du champ des investigations, l'imprécision des concepts utilisés, le manque de rigueur dans le choix de l'unité statistique, la méconnaissance des activités non couvertes par les enquêtes industrielles, l'absence d'indications sur les échanges clandestins aux frontières, la difficulté d'établir une correspondance étroite entre les nomenclatures nationales du commerce extérieur et celles des activités de production et la non disponibilité d'informations détaillées sur les prix à tous les stades et les indices correspondants.

293. S'agissant des meilleurs moyens de combler ces lacunes, le fonctionnaire du secrétariat a mentionné, entre autres, la mise au point de répertoires industriels aussi complets que possible, le choix de l'établissement comme unité statistique dans les enquêtes industrielles, l'adoption des nomenclatures internationales comme cadre de référence pour bâtir les systèmes nationaux de classification, un mode de présentation plus détaillé des statistiques du commerce extérieur afin de permettre leur reclassement éventuel par grandes catégories économiques ou par origine industrielle, l'évaluation des échanges clandestins aux frontières, et la mise en oeuvre par les pays du Programme africain révisé en matière de statistiques de prix adopté par la Conférence commune à sa deuxième session.

294. Au cours des débats qui ont suivi, un certain nombre de participants ont remercié le secrétariat pour la qualité du document et la clarté de son exposé. Ils ont indiqué que certains des problèmes évoqués avaient déjà fait l'objet d'un échange de vues approfondies lors des sessions antérieures de la Conférence commune, mais qu'il convenait de continuer à attirer l'attention des instances supérieures sur ces problèmes et la situation déprimante des statistiques industrielles de façon générale.

295. Certains participants ont fait observer que le sujet abordé revêtait une importance particulière dans le cadre des stratégies régionales en matière d'industrialisation et compte tenu de la nécessité de promouvoir la comparabilité internationale des données. A cet égard, l'accent a été mis sur la pertinence des informations concernant les échanges tels qu'ils s'opèrent à travers les frontières terrestres, le volume et l'origine des produits, ainsi que sur la nécessité de rassembler les données par établissement. Dans ce contexte, il a été indiqué en outre qu'il eut été intéressant de passer en revue l'expérience de la CEDEAO dans la promotion et l'établissement de systèmes d'information harmonisés sur les échanges entre les pays membres de cette organisation.

296. Il a été souligné par ailleurs que les pays africains devraient accorder une plus grande attention aux problèmes liés aux systèmes de classification, en tenant compte des travaux déjà effectués ou en cours au niveau international mais aussi du fait que le recours à des classifications très fines ne s'impose nullement étant donné la nature du tissu industriel en place dans ces pays. Le Comité a relevé le caractère conventionnel de la méthode utilisée par le secrétariat pour reclasser les données du commerce extérieur par grandes catégories économiques et par origine industrielle et proposé que des enquêtes spécifiques soient menées auprès des pays pour définir de manière détaillée le contenu des échanges extérieurs africains.

297. On a fait également remarquer que le monopole de la comptabilité nationale sur la collecte des données pose des problèmes, car il ne permet pas de satisfaire un certain nombre de besoins spécifiques en informations sur le secteur industriel. En outre, il devient urgent de mettre en place un système qui permette l'obtention rapide des données grâce à une délimitation rationnelle du champ des investigations et l'utilisation de micro-ordinateur.

298. Des éclaircissements ont été demandés concernant la couverture et l'interprétation des données sur le volume total de la production et des échanges d'articles manufacturés, la ventilation de ces derniers selon l'usage final et les indices. D'aucuns ont estimé que, si le recours au concept de consommation apparente permet d'obtenir des informations relativement fiables en ce qui concerne les produits finis, il comporte en revanche des risques de double comptage s'agissant des matières brutes importées.

299. En réponse aux observations et demandes d'éclaircissement des membres du Comité, le représentant du secrétariat a reconnu la pertinence d'enquêtes spécifiques visant à définir de façon détaillée le contenu des échanges extérieurs africains, ainsi que l'inapplicabilité du concept de consommation apparente en ce qui concerne notamment les matières brutes importées. Il a en outre précisé que l'approche retenue était souvent dictée par la non disponibilité de données fiables, et qu'il convenait de rester prudents dans l'interprétation des séries statistiques en l'absence d'une documentation appropriée sur les systèmes nationaux de classification et la portée des enquêtes. Enfin, le représentant du secrétariat a rappelé que l'étude soumise à l'examen du Comité n'était pas une analyse économique, mais un bilan statistique complété par un examen critique des données et des réflexions sur les moyens de combiner les lacunes méthodologiques.

SEANCE COMMUNE DES COMITES DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Collecte et analyse de données démographiques : Évaluation des résultats de la série de recensements de 1980 en Afrique (Point 34 de l'ordre du jour)

300. Le document de base présenté au titre de ce point de l'ordre du jour était le document intitulé «Évaluation des résultats de la série de recensements de la population et de l'habitation de 1980 en Afrique» (E/ECA/PSD.4/40). En présentant ce document, le représentant du secrétariat a indiqué que la série de recensement de 1980 avait porté sur la période allant de 1975 à 1984. Quarante-sept pays africains avaient effectué des recensements au cours de la période considérée, ce qui marquait une nette amélioration par rapport à la série de recensement de 1970, où seulement 30 pays avaient procédé à un recensement.
301. Toutefois, en dépit de l'amélioration observée d'une manière générale dans la planification et l'exécution des recensements au cours de la série de 1980, certaines activités n'avaient pas été exécutées à temps. En particulier, dans de nombreux cas, les demandes de projet au titre de l'assistance extérieure avaient été établies et présentées tardivement; et, étant donné que certains pays n'entreprenaient les activités de recensement que lorsque le volume de l'assistance extérieure était connu, les activités préparatoires avaient été indûment retardées. Par ailleurs, si le calendrier initial de recensement était d'une manière générale établie dans le cadre des activités préparatoires du recensement, certains pays négligeaient cependant de le mettre à jour et de la détailler de façon qu'il puisse servir de guide pour l'évaluation du déroulement du recensement et le contrôle des diverses opérations.
302. Le représentant du secrétariat a également passé en revue certains des aspects et des problèmes liés à la planification et à l'exécution des programmes de recensement. Les domaines couverts étaient ceux de la cartographie, du contrôle de la qualité des opérations de dénombrement et de l'exhaustivité, du traitement des données.
303. En dépit des nombreux efforts déployés et des dépenses substantielles consenties en matière de cartographie, les résultats étaient parfois décevants. A cet égard, il est apparu que certains bureaux de recensements statistiques n'étaient pas en mesure de s'attaquer à ce problème qui, du reste était aggravé par le fait que les dits bureaux n'étaient pas parvenus à se doter des moyens nécessaires en matière de cartographie inter-censitaire.
304. En ce qui concerne le contrôle de la qualité de dénombrement, le choix d'un superviseur pour cinq énumérateurs constituait une nette amélioration par rapport au rapport de un pour dix adopté lors de la série de recensements de 1970. Toutefois, il aurait été préférable que les organisateurs des recensements aient systématiquement

établi des formulaires à remplir par les superviseurs et élaboré des critères clairement définis à suivre par les superviseurs sur le terrain pour déterminer s'il convenait d'accepter ou de rejeter les résultats des travaux des énumérateurs.

305. Par ailleurs, il semblait avoir été généralement admis qu'il était nécessaire de procéder à l'évaluation de l'exhaustivité et de la précision des résultats des recensements; toutefois, certains étaient peu disposés à mener des enquêtes post-censitaires en vue d'évaluer les résultats de recensements effectués durant la période considérée.

306. Sur les 47 pays ayant participé à la série de recensements de 1980, seuls 11 avaient entrepris des enquêtes de contrôle de l'exhaustivité dans le cadre de leurs programmes. Il avait par conséquent été demandé à ces pays d'élaborer un compte rendu détaillé de leurs opérations à l'intention des organisateurs des futures enquêtes sur l'exhaustivité dans les pays en question, ainsi que des pays où ces opérations n'avaient pas encore été menées à bien.

307. S'agissant du traitement des données, la collaboration entre les informaticiens et les autres spécialistes s'était améliorée, encore que les principales difficultés se situent encore à ce niveau.

308. Il a été également signalé que les difficultés d'accès à des services informatiques étaient la principale cause des retards enregistrés dans le traitement des données par les bureaux de recensements/statistique. Toutefois, une planification précoce, une vérification des programmes et l'utilisation de logiciels adaptés aux travaux statistiques pourraient améliorer cette situation.

309. Etant donné que les recensements constituent l'unique source de données pour de nombreuses analyses telles que notamment l'évaluation des taux démographiques, l'étude des rapports entre les variables démographiques, socio-économiques et les projections démographiques, les participants ont mis l'accent sur l'importance de l'évaluation et de l'analyse des résultats des recensements. Pour que les pays intéressés puissent tirer le meilleur parti de ces résultats, il était indispensable de les diffuser en temps voulu.

310. De nombreux pays n'ont pas encore procédé à l'analyse des données de la série des recensements de 1980; il est toutefois possible de formuler quelques observations générales importantes en se basant sur les résultats obtenus par les pays qui ont achevé leur analyse et dont certains ont organisé des séminaires et des ateliers en vue de diffuser le résultats obtenu.

311. Il a été noté que la participation, aux toutes premières phases des recensements, des analystes démographiques, des utilisateurs et des spécialistes en matière de traitement des données, serait avantageuse et permettrait de disposer, en temps voulu, des données nécessaires. L'accent a été mis sur la nécessité de prendre toutes les précautions nécessaires et de bien préparer l'ensemble des phases du recensement à commencer par la collecte des données, le but étant d'obtenir des données fiables et complètes.

312. La participation des experts internationaux se trouvant sur place depuis longtemps ne saurait être très utile à moins qu'ils n'associent le personnel local à leurs travaux. L'expérience de plusieurs pays qui ont eu recours au personnel local, notamment les cadres moyens, pour évaluer et analyser les données s'est révélée concluante, et il a été recommandé aux autres pays d'en faire autant afin d'être autosuffisants et autonomes en la matière.

313. L'établissement des rapports administratifs, des rapports analytiques techniques ou destinés aux utilisateurs ainsi que le recours à d'autres moyens de diffusion des données ont été adoptés par plusieurs pays et jugés fort utiles. Dans certains cas, les grands retards enregistrés entre le moment où les données sont collectées et le moment où elles sont diffusées ont limité l'utilité de certains résultats importants.

314. Pour aider les planificateurs et les responsables politiques, il importait de réaliser des projections démographiques aux niveaux national, sous-national et sectoriel telles que notamment les projections comportant différents scénarios fondés sur les paramètres démographiques pour démontrer l'incidence de différentes options. Les participants ont été informés des stages de formation en matière de projection démographique organisés par la CEA en collaboration avec le RIPS. Le rapport du stage qui comportera une étude détaillée sur l'expérience des Etats membres en la matière ainsi que les méthodes à suivre pour réaliser différents types de projections paraîtrait prochainement en deux volumes pour être distribué aux Etats membres.

315. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont essentiellement fait part de l'expérience de leurs pays respectifs en matière de planification et d'exécution de recensement de la population au cours de la période considérée.

316. Il a été souligné que la sensibilisation du public en matière de recensement ne devrait pas se limiter à informer le public du déroulement d'un recensement, mais devrait également amener les différentes couches de la population à fournir des informations précises. En outre, il fallait faire appel aux chefs de village et autres moyens locaux pour communiquer avec les populations rurales dans le cadre des programmes de sensibilisation aux recensements.

317. En ce qui concerne les travaux cartographiques, il a été fait état des travaux cartographiques effectués en vue du recensement de 1984 en Ethiopie. Les participants ont fait observer que la campagne de recensement avait été bien programmée et s'était bien déroulée, et ont proposé qu'un compte rendu détaillé des travaux cartographiques soit établi, afin que d'autres pays puissent bénéficier de l'expérience éthiopienne.

318. L'utilisation du système de sondage pour la collecte et le traitement des données a également fait l'objet de brèves discussions. Des participants ont proposé que cette méthode soit utilisée pour disposer rapidement de données de recensement.

319. Le représentant de la France a porté à la connaissance des participants que le gouvernement français avait l'intention de créer une agence qui serait chargée d'entreprendre des études démographiques. Cette agence travaillerait en étroite collaboration avec l'INED, l'ORSTOM et l'INSEE. Elle collaborerait avec les pays africains dans les domaines de la recherche relative aux méthodes de collecte et d'analyse de données démographiques et de la formation.

320. Le programme de travail détaillé de l'agence serait fondé sur les demandes qu'il recevrait. Il était prévu que l'agence commence à fonctionner vers le milieu de 1986.

321. Enfin, le représentant du Royaume-Uni a attiré l'attention des participants sur l'assistance que son pays avait apportée dans le passé dans le domaine des recensements de population en Afrique et a précisé que cette assistance pouvait être réduite dans l'avenir.

322. S'agissant des observations de certains participants en ce qui concerne les aides extérieures pour les activités censitaires qui n'arrivaient pas à temps, le représentant du Royaume-Uni a insisté sur le fait que ces problèmes pouvaient être résolus en partie si les programmes de recensements étaient planifiés en temps opportun. Même si des retards étaient intervenus en raison des blocages administratifs, d'autres étaient dus à la réception tardive des demandes d'assistance.

323. Le Comité a approuvé avec de légères modifications les quatorze recommandations incluses dans la synthèse du rapport. Il a estimé cependant que l'on aurait dû prendre en compte les activités intercensitaires au cours des discussions afin de présenter un tableau complet de la situation.

COMITE MIXTE DE LA PLANIFICATION ET DE LA DEMOGRAPHIE

Suivi de l'exécution du Programme d'action de Kilimanjaro concernant la population africaine (Point 35 de l'ordre du jour)

324. Le représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/PSD.4/41 intitulé «Suivi du programme d'action de Kilimanjaro concernant la population». Il a rappelé les faits qui avaient conduit à l'adoption dudit Programme par les pays africains en janvier 1984, en République-Unie de Tanzanie. Le Programme d'action de Kilimanjaro constituait la contribution de l'Afrique à la Conférence internationale sur la population tenue à Mexico en août 1984. Ce programme contenait une série de recommandations qui devaient être dans la planification du développement socio-économique dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions socio-économiques et le bien-être des populations. Les recommandations portaient sur les domaines suivants : stratégie et politique en matière de population et de développement; fécondité et planification de la famille; mortalité et morbidité; urbanisation et migration; évolution du rôle de la femme dans le processus de développement; enfants et jeunes; collecte, analyse de données démographiques, formation et recherche; information de la population; participation des collectivités et rôle des organisations privées et non gouvernementales. Le représentant du secrétariat a noté que l'adoption du Programme d'action de Kilimanjaro signifiait que les gouvernements africains étaient conscients des incidences des tendances démographiques sur le développement socio-économique. Depuis son adoption, le Programme avait été approuvé par la Conférence des ministres de la CEA et par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui en avaient demandé l'application.

325. S'agissant de l'application du Programme par le secrétariat, celui-ci avait déjà inclus certaines des recommandations dans son programme de travail pour 1986-1987. Toutefois, il ne s'était pas écoulé suffisamment de temps depuis l'adoption du Programme pour pouvoir examiner le suivi de son application au niveau national. Le représentant du secrétariat a ensuite invité les participants à exposer brièvement les mesures prises jusqu'ici par leurs gouvernements pour appliquer le Programme d'action de Kilimanjaro. Pour favoriser le suivi futur de l'application du Programme, le représentant du secrétariat a fait les suggestions suivantes : a) les Etats membres devraient adopter les objectifs fixés en matière de mortalité recommandés à la Conférence internationale sur la population tenue à Mexico en 1984; b) les gouvernements qui avaient adopté des politiques visant à abaisser les taux de fécondité devraient fixer leurs propres objectifs en la matière; c) les gouvernements qui avaient mis en place des politiques visant à freiner l'exode rural devraient les réviser en vue de les rendre plus efficaces; d) les gouvernements devraient mettre en place les mécanismes nécessaires au suivi de l'application du Programme d'action de Kilimanjaro et devraient créer ou renforcer des commissions sur la population, ainsi que des groupes sur la population au sein des services de la planification; e) les futures réunions de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains devraient toujours procéder à une évaluation de l'application du Programme d'action de Kilimanjaro; f) le secrétariat de la CEA et les Etats membres devraient réaliser des études détaillées sur l'application des politiques et programmes démographiques à la lumière du Programme d'action de Kilimanjaro concernant la population.

326. Etant donné que la population et le développement était un des domaines prioritaires dans lequel des mesures pratiques avaient été préconisées dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990), le représentant du secrétariat a invité les participants à faire en sorte que cela se reflète dans les débats.

327. Au cours des discussions qui ont suivi, on a attiré l'attention sur diverses questions. On a estimé que le FNUAP devrait continuer d'aider certains des pays africains à améliorer la collecte des données en vue de favoriser l'application du Programme d'action de Kilimanjaro. A cet effet, les participants ont rappelé la recommandation 86 de ce Programme relative au rôle du FNUAP. Toutefois, pour que cette organisation puisse appuyer davantage les programmes des pays africains, il importait que les Etats membres et les gouvernements et organismes donateurs aident le Fonds en versant des contributions plus substantielles.

328. S'agissant de la persistance de l'exode rural le principal problème soulevé était de savoir comment freiner cet exode, compte tenu de la sécheresse, du chômage et des autres problèmes qui se posaient dans les zones rurales. Il n'était certes pas facile d'indiquer des moyens précis de résoudre ce problème; cependant il a été souligné que toute politique formulée en la matière devrait examiner les aspects globaux en vue du développement liés à la redynamisation de l'économie en milieu rural : création d'emplois générateurs de revenus plus élevés en milieu rural, amé-

lioration de l'éducation dans ces zones, en particulier destinée aux femmes, fourniture d'un meilleur approvisionnement en eau, augmentation de la production agricole et amélioration de la nutrition, etc. Le Programme d'action de Kilimanjaro contenait une recommandation spécifique sur la question de l'exode rural. Des programmes étaient en cours d'exécution en Côte d'Ivoire et au Gabon afin de freiner l'exode rural. Il a été souligné que les pays africains devaient faire preuve de plus de sérieux et s'engager à lutter contre ce problème. Une question connexe à laquelle les Etats membres devaient accorder une attention a été la redistribution de la population.

329. Il a été fait observer que le Programme d'action de Kilimanjaro contenait un grand nombre de recommandations qu'il serait difficile dans une réunion comme celle-là d'en déterminer le degré d'exécution. Il était, toutefois, nécessaire de se pencher au cours de la prochaine réunion sur une ou plusieurs recommandations. L'importance particulière accordée à l'agriculture, la production vivrière et l'auto-suffisance alimentaire eu égard à la population devait se retrouver dans le programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990). Cela ne signifiait pas que d'autres recommandations contenues dans le Programme ne devaient pas être appliquées. Suivant les conditions de chaque pays, des efforts devaient être déployés pour appliquer autant de ces recommandations que possible.

330. En traitant de la population et des programmes de planification de la famille dans le contexte du développement, certains délégués se sont posés la question de savoir si la gratuité des services sociaux tels que l'éducation n'avait pas eu pour effet d'amener la population à ne pas considérer avec plus d'intérêt les programmes de planification de la famille. Un élément à inclure dans les programmes démographiques afin d'encourager les femmes à travailler était la création de garderies d'enfants. La libéralisation des coutumes afin de permettre aux femmes de participer à la prise de décisions a été un autre facteur important à envisager.

331. Il était indispensable de sensibiliser la population à l'interdépendance des facteurs démographiques et du développement afin de favoriser l'intégration des variables démographiques dans le développement socio-économique. Il importait de créer ou de renforcer les infrastructures nécessaires à cette intégration, ce que certains pays avaient déjà fait. La CEA menait une étude sur les conséquences de l'intégration des variables démographiques pour la planification du développement socio-économique.

332. Tandis que certains participants ont fait savoir que leurs pays étaient sous-peuplés et qu'il importait d'augmenter la taille de la population pour assurer leur développement, il a été fait observer que la taille de la population ne pouvait à elle seule permettre à un pays de se développer. La capacité d'une population à mettre au point et à acquérir des technologies appropriées pour mettre en valeur et utiliser les ressources naturelles disponibles afin de satisfaire ses besoins constituait le facteur décisif. A cette fin, le problème démographique devait être abordé dans la phase de développement de l'Afrique et il n'y avait pas lieu d'établir des comparaisons entre les pays africains et les pays développés puisque les conditions qui prévalaient n'étaient pas les mêmes.

333. Certains participants ont remis en cause la nécessité de fixer des objectifs en matière de mortalité et de fécondité et ont estimé que le secrétariat donnait l'ordre aux Etats membres de réduire les niveaux de fécondité. Le représentant du secrétariat a informé les participants que tous les pays désiraient ou avaient pour objectif de réduire les taux de mortalité. Pour assurer une planification et un contrôle judicieux, de tels objectifs ne pouvaient être évalués en l'absence de points de référence permettant de suivre la mise en oeuvre du Programme d'action de Kilimanjaro. S'agissant de la fécondité, l'orateur a indiqué que le secrétariat avait seulement invité les pays ayant adopté des politiques et programmes visant à abaisser les taux de fécondité à fixer leurs propres objectifs en la matière. En effet, la décision de réduire ou d'augmenter ces niveaux revenait aux Etats membres. Toutefois, le secrétariat avait le devoir d'attirer l'attention des Etats membres sur les incidences des tendances démographiques sur le développement socio-économique et de donner des conseils aux Etats membres concernant certaines des mesures qu'ils souhaiteraient prendre. Le secrétariat n'avait rien indiqué de nouveau dans ce document qui portait sur l'application du Programme d'action de Kilimanjaro, lequel programme avait été adopté par les gouvernements africains eux-mêmes. Les recommandations tenaient compte des diverses conditions des pays africains.

Evaluation des programmes nationaux de planification familiales dans les Etats membres de la CEA (Point 36 de l'ordre du jour)

334. Intitulé «Evaluation des programmes nationaux de planification de la famille dans les Etats membres de la CEA (E/ECA/PSD.4/42), le document présenté au titre de ce point de l'ordre du jour évalue l'impact démographique des programmes de planification familiale dans cinq pays (Egypte, Ghana, Kenya, Maroc et Tunisie). Dans sa présentation, le secrétariat a d'abord insisté sur les problèmes posés par le choix des critères et des méthodes d'évaluation puis a ensuite indiqué la structure d'évaluation suivie, structure basée sur la disponibilité et la comparabilité des données de l'Enquête mondiale sur la fécondité. C'est ainsi que ces données ont permis d'évaluer quelques objectifs de planification familiale de même que quelques objectifs démographiques. Les résultats de l'évaluation ont permis de conclure que l'impact des programmes de planification familiale a été relativement faible au Ghana, au Kenya et au Maroc et dans une moindre mesure en Egypte. Les succès enregistrés en Tunisie seraient dus au fait que dans ce pays, la politique de population est non seulement claire et planifiée, mais elle est soutenue en plus par une législation conséquente et par une volonté politique exprimée au plus haut niveau. C'est ainsi que le document débouche sur la formulation de quelques recommandations afin que l'efficacité des programmes de planification familiale puisse être améliorée en Afrique.

335. Les débats ont d'abord porté sur la pertinence des critères d'évaluation utilisés compte tenu du fait que les programmes étaient développés dans des contextes socio-économiques différents. Il était donc nécessaire de nuancer les conclusions relatives au succès ou à l'échec d'un programme par rapport à un autre. Le secrétariat a

reconnu que les conditions sociales et économiques dans lesquelles s'accomplit la dynamique des populations diffèrent dans les pays étudiés. Ceci explique d'ailleurs pourquoi les critères économiques et sociaux n'ont pas été utilisés dans l'évaluation parce qu'il faudrait alors résoudre au préalable le problème de la détermination des seuils. La non uniformité des objectifs a également rendu difficile l'évaluation. Cependant, le fait que les concepts de base de l'Enquête mondiale sur la fécondité sont identiques dans les pays étudiés, il était possible de procéder à la comparaison observée et de tirer certaines conclusions.

336. Certains intervenants, partant du constat d'une baisse de la fécondité dans la plupart des pays africains, ont jugé qu'il était inopportun d'insister encore sur la mise en place de programmes nationaux de planification en Afrique. Le secrétariat a indiqué que d'après les données disponibles, on constate plutôt que la fécondité a été relativement constante dans la plupart des pays africains. En outre, la baisse de la natalité n'entraîne pas automatiquement une baisse du taux d'accroissement de la population surtout si l'on enregistre, comme c'est le cas en Afrique, une baisse de la mortalité plus rapide que celle de la natalité et de la fécondité.

337. Les débats ont enfin porté sur l'absence de volonté des pouvoirs publics de soutenir les programmes de planification familiale et sur le fait que la mise en place de ces programmes est souvent le résultat de pressions extérieures. Les participants ont donc recommandé que les dirigeants politiques soient plus sensibilisés aux problèmes démographiques pour les amener à être plus convaincus de la nécessité d'élaborer une politique démographique cohérente et administrée par les nationaux. Le secrétariat a indiqué à ce sujet que des critères de programmation n'ont pas été utilisés dans l'évaluation parce qu'ils revêtaient un caractère beaucoup plus subjectif que les autres. Ils permettent précisément de déterminer jusqu'à quel point les programmes de planification familiale sont soutenus par les pouvoirs publics. On suppose alors que ce soutien peut contribuer à leur succès alors que l'absence d'une telle volonté expliquerait en grande partie les mauvais résultats enregistrés.

COMITE MIXTE DE LA PLANIFICATION, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE

Questions relatives à la diffusion de l'information au service de la planification du développement économique (Point 37 de l'ordre du jour)

338. Un représentant du secrétariat a présenté le document intitulé «Questions relatives à la diffusion de l'information au service de la planification du développement économique» (E/ECA/PSD.4.43). Il a brièvement exposé les problèmes rencontrés par les pays africains dans la création de services informatiques. Le représentant du secrétariat a par ailleurs attiré l'attention des participants sur les problèmes qui devaient être surmontés afin que l'information soit mieux utilisée dans la planification du développement économique par les pays africains. Il a cité en exemple le Système Panafricain de Documentation et d'Information, auquel il conviendrait d'allouer les ressources appropriées de façon qu'il puisse aider les pays africains dans leurs efforts pour organiser leurs services informatiques.

339. L'observateur du Bureau intergouvernemental d'informatique (IBI) a ensuite présenté un document élaboré par son organisation et ayant pour thème «la planification et l'informatique». Après avoir mis l'accent sur les divers rôles que pouvait jouer une information fiable dans le processus de développement, l'observateur de l'IBI a défini le rôle de l'informatique en tant qu'outil de traitement rationnel de l'information. Il a conclu en indiquant que les planificateurs se devaient de maîtriser l'utilisation de l'informatique aux niveaux national et régional, en particulier pour la mise en valeur des ressources humaines, et d'intégrer l'informatique en tant que secteur d'activité dans les plans nationaux de développement.

340. Un deuxième document, intitulé «Utilisation de modèles mathématiques informatisés pour la planification économique» a été distribué aux participants pour information.

341. Au cours des discussions qui ont suivi, la plupart des participants ont insisté sur le rôle de l'information dans la planification du développement économique, et ont observé que le problème que rencontraient les pays africains dans ce domaine tenait à la nécessité d'appliquer une méthode systématique d'organisation et d'utilisation de l'information dans la planification du développement.

342. La plupart des participants ont estimé qu'il convenait de sensibiliser les dirigeants et les responsables à l'importance de l'information dans la planification du développement, pour qu'une priorité soit accordée, dans les pays africains, à l'organisation et l'utilisation de l'information. Il incombait donc aux planificateurs, statisticiens, démographes et spécialistes des sciences de l'information de convaincre les dirigeants africains de l'importance des sciences de l'information.

343. Un certain nombre de questions ont été posées sur les fonctions du Système Panafricain de Documentation et d'Information en ce qui concerne l'assistance aux Etats membres, et sur la nécessité éventuelle de le renforcer. Dans sa réponse, le représentant du secrétariat a déclaré que le PADIS avait été créé en 1980, conformément aux vœux des pays africains, en vue de répondre aux besoins en matière d'informations sur le développement. Toutefois, compte tenu des autres besoins, exprimés notamment dans les recommandations du Plan d'action de Lagos, son mandat avait été étendu à d'autres secteurs tels que l'énergie, la science et la technologie, etc.

344. En ce qui concerne l'assistance aux Etats membres, le représentant du secrétariat a déclaré que le PADIS aidait actuellement les Etats membres à développer leurs moyens de gestion de l'information, en organisant des stages de formation pour le personnel des Etats membres, aux niveaux régional, sous-régional et national. Ces stages de formation portaient sur la gestion des données bibliographiques et l'établissement de bases de données statistiques.

345. Le PADIS assure également la prestation de services consultatifs aux Etats membres, sous la forme d'une assistance pour la formulation de politiques nationales en matière d'information, la préparation de documents de projets à soumettre aux bailleurs de fonds pour le financement et la mise en place de systèmes nationaux d'information. Sous réserve de la disponibilité des fonds, le PADIS compte intensifier la prestation de services consultatifs et de formation aux Etats membres.
346. Certains participants ont soulevé le problème de la comptabilité avec la configuration utilisée au PADIS. D'autres ont voulu savoir ce que la CEA/PADIS avait entrepris pour aider les pays africains à choisir des configurations appropriées.
347. En réponse à cette question, un membre du secrétariat a indiqué que les critères utilisés au PADIS pour le choix du matériel/logiciel étaient fonction des conditions qui prévalaient au moment du choix, à savoir, la qualité du matériel, les conditions de maintenance, les infrastructures de formation, le délai de livraison, la disponibilité de logiciel spécialisé, les coûts et les services d'appui. Les Etats membres devraient tenir compte des conditions prévalant dans leurs pays respectifs et qui pourraient les amener à faire des choix différents au moment d'acquérir une configuration; PADIS ne devrait pas être considéré comme faisant de la publicité pour une marque donnée. S'agissant de l'assistance aux pays africains pour le choix d'une configuration appropriée, le secrétariat a indiqué qu'un conseiller régional en traitement de données en poste à la Division des statistiques de la CEA serait disponible, dans le cadre de ses services consultatifs régionaux en matière de statistiques démographiques, pour entreprendre des missions et donner des avis aux Etats membres. En outre, un deuxième conseiller régional en traitement de données, dont le poste serait financé par la République fédérale d'Allemagne, rejoindrait bientôt le secrétariat, pour apporter une assistance dans ce sens dans le cadre du programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquêtes sur les ménages, également exécuté par la Division de la statistique de la CEA.
348. Le secrétariat a également appelé l'attention des participants sur le fait que l'utilisation de matériel/logiciel différent ne devrait pas entraver l'échange d'informations étant donné que le format utilisé pour les descriptions bibliographiques serait le même et dans la mesure où il ne serait pas nécessaire de déployer des efforts supplémentaires ou d'avoir un dispositif de conversion. Le PADIS était en train d'exploiter des bases de données mises au point sur des configurations différentes pour lesquelles la compatibilité avait été assurée en adoptant les normes ISO en vue d'échanger des descriptions bibliographiques mises en mémoire.
349. Le représentant de l'IBI a souligné l'importance de l'information dans la planification du développement économique et a affirmé qu'il s'agissait là d'un instrument que tous les Etats membres africains devraient utiliser.
350. Au cours des débats qui ont suivi, certains participants ont jugé qu'il était superflu d'insister outre mesure sur les techniques informatiques, les services d'information et de documentation en Afrique n'étant pas encore suffisamment développés. De nombreux participants ont également estimé qu'il valait mieux commencer par rassembler les données, puis et enfin passer à l'informatisation. Par ailleurs, l'acquisition d'ordinateurs devrait être fondée sur les résultats d'études de faisabilité.

351. Les participants se sont interrogés sur le type d'informatique que l'Afrique devrait adopter, le rôle que jouait l'informatique en Afrique et les dispositions à prendre pour un développement harmonieux de l'informatique dans la région.

352. Il a été indiqué que les planificateurs devraient maintenant se tourner vers le secteur de l'information en utilisant l'informatique comme outil de travail notamment pour les exercices de simulation et les modèles mathématiques. Les sciences de l'information pouvaient être appliquées à des degrés divers dans tous les pays selon leur niveau de développement.

353. Il a par ailleurs été souligné que l'informatique ne pouvait pas mettre de l'ordre là où régnait le désordre et qu'une réorganisation du système d'information constituait un préalable. Les planificateurs se devaient de préconiser des politiques d'information et d'informatisation pour éviter une utilisation anarchique de cette dernière. Pour conclure, il a été mis l'accent sur le fait que l'informatique constituait un raccourci technologique pour les pays en développement grâce à l'utilisation de la robotisation.

COMITE MIXTE DE LA STATISTIQUE, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE

Quelques problèmes relatifs au développement de bases de données statistiques (Point 38 de l'ordre du jour)

354. Les documents ci-après ont été soumis à l'examen du Comité :

- Quelques problèmes relatifs au développement de bases de données statistiques (E/ECA/PSD.4/44) ;
- Examen des capacités des pays africains en matière de traitement des données (E/ECA/PSD.4/46) ;
- Répertoire des centres africains du traitement de l'information (E/ECA/PSD.4/47) ;
- Répertoire des experts en traitement électronique des données en Afrique (E/ECA/PSD.4/48) ;
- Report of a Seminar on Statistical Data Base Development for English-speaking African countries, 30 September-4 October 1985 (E/ECA/PSD.4/62) ;

En introduisant ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a donné un aperçu historique de la mise en oeuvre du niveau III de la base des données statistiques de la CEA (appelée aussi PADIS-STAT). Il en a rappelé les principaux objectifs et informé le comité des résultats obtenus. Il a déclaré que d'autres actions étaient encore nécessaires pour une réalisation satisfaisante de la base des données telles que l'amélioration des procédures d'accès, le développement des procédures de calcul, et le développement de la documentation des informations contenues dans la base des données (métabase), etc.

355. Le représentant du secrétariat a mis l'accent sur les problèmes de retard dans la transmission des données des pays membres au secrétariat de la CEA dus à l'utilisation des supports-papier (publications), et a suggéré que les Etats membres s'efforcent d'utiliser les supports magnétiques afin d'accélérer la diffusion des données. Il a aussi présenté un certain nombre d'éléments conceptuels requis pour l'établissement de bases de données statistiques nationales tels que la structure des données statistiques à stocker dans la base des données, et la récupération des fichiers producteurs.

356. Dans la discussion qui a suivi, on a fait remarquer que le système de gestion de base de données statistiques développé à la CEA pouvait être installé avec des changements mineurs dans les pays membres disposant d'un ordinateur HEWLETT PACKARD 3000, mais d'importants changements pouvaient s'avérer nécessaires pour d'autres types de matériel. La transmission des données sur des supports magnétiques, spécialement sur des bandes magnétiques ne posait pas de sérieux problèmes de compatibilité lorsqu'elles étaient bien documentées. On a aussi rappelé que l'un des principaux objectifs du développement de la base des données statistiques de la CEA était de fournir une assistance technique aux pays membres pour le développement de leurs propres bases de données. On a demandé aux participants d'adresser leurs requêtes pour une telle assistance technique au secrétariat.

357. On a mentionné les difficultés que rencontraient les pays membres pour la fourniture des données sur une base régulière en vue de la mise à jour des bases de données. Il a donc été suggéré que le vocable «base de données» soit changé en archives. Le représentant du secrétariat a désapprouvé cette proposition en rappelant qu'une base de données était un système d'informations structurées et intégrées auquel peuvent accéder plusieurs utilisateurs. Ce qui était le cas de la base des données statistiques de la CEA.

358. Le Comité a aussi demandé que le secrétariat poursuivre ses recherches portant un système de gestion de base de données statistiques susceptible d'être utilisé de manière efficace dans les pays membres.

359. Le représentant de l'Office statistique des communautés européennes (OSCE) a déclaré qu'on devait porter une attention particulière aux questions relatives au développement d'une base de données statistiques afin d'éviter, dans l'avenir, de sérieux problèmes. Il a été indiqué que le développement maison d'un système de gestion de base de données statistiques pouvait générer des coûts élevés et d'autres sérieux risques pour un développement sans heurts à cause de la mobilité du personnel. Le développement approprié d'interfaces entre le système de gestion de base de données développé à la CEA et des micro-ordinateurs dans les pays membres pouvait constituer des voies non marchées qu'il faudrait explorer. Il a ajouté qu'une base de données statistiques nationale qui viserait à contenir tous les types de statistiques n'était pas une bonne solution, à moins d'accepter des coûts élevés. Il a mis l'accent sur les relations devant exister entre les statisticiens, les informaticiens, et les utilisateurs des données statistiques pour le développement d'une base de données statistiques. Des tels statisticiens ou informaticiens devraient, en particulier, être en mesure de s'adapter facilement à l'autre domaine d'intérêt.

360. Le Comité s'est inquiété du fait que la priorité avait été donnée au développement de bases de données statistiques au détriment des travaux statistiques de base concernant les concepts, les définitions, les nomenclatures à utiliser, la définition des besoins pour une base de données statistiques, etc...

361. Le représentant de la Banque africaine de développement (BAD) a rappelé que son organisation avait participé au financement du projet Pan African Documentation and Information System (PADIS). Il a mentionné que les attentes de son organisation quant à ce qui concerne l'obtention de données à jour de la base des données statistiques de la CEA n'avaient pas encore été satisfaites. Il s'est donc posé la question de l'à-propos de discuter du développement de bases de données statistiques nationales lorsque la plupart des pays membres ne disposaient pas de données de base. Il a suggéré qu'une étude soit entreprise par PADIS dans les pays membres qui disposent d'un système statistique informatisé pour voir s'il était possible d'y développer des bases de données statistiques avant d'étendre cela à tous les pays membres.

362. Le représentant du secrétariat a informé la réunion que l'étude demandée par le représentant de la BAD était entreprise tous les deux ans, et que la dernière intitulée «Examen des dispositifs nationaux en matière du traitement électronique des données» (E/ECA/PSD.4/46) était distribuée aux participants. Il a insisté sur le fait qu'une base de données statistiques devait être considérée non seulement comme un système d'information orienté vers les utilisateurs, mais aussi comme un outil de travail pour les statisticiens. Comme tel, il pouvait aussi servir de catalyseur pour le développement de la statistique. Le secrétariat a remercié la BAD pour sa participation au financement de la première phase du projet PADIS, et a exprimé le vœu que cette organisation participe également au financement de la troisième phase.

363. Le Comité a enfin, recommandé que : a) la CEA entreprenne des études préliminaires afin de déterminer les pays qui ont l'intention de développer une base de données statistiques; b) assiste de tels pays pour la définition adéquate de leurs besoins avant d'entreprendre le développement de la base de données statistiques; c) fournisse à ces pays l'assistance technique nécessaire.

COMITE MIXTE DE LA DEMOGRAPHIE, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE

Rapport d'évaluation sur le réseau d'information démographique pour l'Afrique (POPIN-Afrique), (Point 39 de l'ordre du jour)

364. Une représentante du secrétariat de la CEA a présenté les documents intitulés «Rapport intérimaire sur les activités du réseau d'information en matière de population (POPIN-Afrique) (E/ECA/PSD.4/45) et «Réseau d'information en matière de population pour l'Afrique (POPIN-Afrique), réunion du Comité consultatif, première session, Addis-Abeba, 17-19 décembre 1985 (E/ECA/PSD.4/45/Add.1). POPIN Afrique contribuait aux efforts déployés sur le plan international pour réaliser ce que le Plan d'action mondial sur la population préconisait en rapport avec le renforcement

entre pays des échanges de données d'information et d'expérience dans les domaines de la population et de l'alimentation. L'attention du Comité a été attirée sur les fonctions spécifiques des éléments du réseau de POPIN-Afrique, à savoir l'Unité de coordination, les centres sous-régionaux et les centres nationaux participant aux activités du réseau en vue de la réalisation de ses objectifs globaux.

365. Un résumé des activités menées par l'Unité de coordination au cours de la période 1984-1985 a été présenté, dans lequel il était souligné que nombre de celles-ci avaient été axées sur la mise en place d'une infrastructure appropriée au niveau de l'Unité de coordination. L'attention a en outre été appelée sur les deux réunions qui avaient eu lieu, à savoir la réunion d'évaluation des activités de POPIN-Afrique, en décembre 1984, et celle du Comité consultatif de POPIN-Afrique, en décembre 1985. A cet égard, il a été demandé aux participants de prendre note des diverses recommandations de ces deux réunions. Les participants ont également été informés de la parution des premiers numéros de POPINDEX-Africa et de POPIN-Africa Briefs. L'état du financement des activités connexes de POPIN-Afrique, tant au niveau de l'Unité de coordination qu'au niveau sous-régional a également été présenté.

366. S'agissant des activités prévues pour 1986-1987, le Comité mixte a été informé que celles-ci viseraient essentiellement à renforcer la participation des centres sous-régionaux et nationaux au cours de cette période. Il avait en outre été prévu de fournir des services de formation et de services consultatifs aux centres et instituts nationaux et d'organiser un séminaire de formation en octobre 1986. Une série de bibliographies nationales spécialisées devrait être publiée en 1986, notamment sur le Kenya pour commercer. L'Unité de coordination effectuerait également une étude destinée à recenser les centres et instituts nationaux pouvant être choisis comme centres qui auraient à participer aux activités du réseau.

367. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont émis la crainte de voir POPIN-Afrique et PADIS faire double emploi et ont demandé, si l'existence de POPIN-Afrique se justifiait vraiment. Il a été suggéré de fusionner les deux, étant donnée que POPIN-Afrique avait été créé pour servir de système parallèle à PADIS. En outre, toutes les activités devraient être centralisées au niveau du PADIS, les mêmes efforts étant faits de part et d'autre dans la collecte de données d'information. Les participants ont par ailleurs demandé si POPIN-Afrique pouvait exister sans le PADIS et s'il n'y avait pas double emploi.

368. Pour replacer le débat dans son véritable contexte, le secrétariat a fait l'historique de POPIN-Afrique en notant que sa création s'inscrivait dans le cadre d'efforts globaux faits par la CEPALC et la CESAP, de même que par d'autres commissions régionales des Nations Unies pour répondre aux besoins clairement définis par l'ensemble des spécialistes des questions démographiques. POPIN-Afrique ne faisait pas double emploi avec le PADIS et renforçait plutôt les activités bibliographiques et autres concernant les études démographiques et dont l'importance était soulignée par le Plan d'action mondial sur la population et le Programme d'action de Kilimanjaro sur la population. Il a en outre été indiqué que POPIN-Afrique avait bénéficié d'un soutien technique du PADIS au moment de la création de sa base de données et que ce dernier avait par ailleurs, pleinement participé à la création de POPIN-Afrique. D'étroites relations de coopération existaient entre les deux systèmes. POPIN-Afrique pouvait être considéré comme l'élément population du PADIS. Un représentant du PADIS a en

autre indiqué qu'il n'y avait pas conflit d'intérêts et que POPIN-Afrique était un fichier sur la population fournissant des informations et des données, le tout à l'intérieur du système du PADIS. POPIN-Afrique correspondait à un autre fichier du PADIS tout comme ceux dont il disposait sur le commerce, la technologie, etc. S'agissant de la fusion, le représentant du PADIS a signalé qu'on en avait déjà une amorce à propos du traitement de l'information. La Division de la population avait été considérée comme mieux à même de s'occuper du fichier sur la population puisque cela relevait de son domaine de compétence.

369. La question a été posée de savoir s'il n'était pas possible de faire participer les centres nationaux aux activités de POPIN-Afrique et si les centres nationaux du PADIS ne pouvaient pas être utilisés par POPIN-Afrique. On s'est en outre demandé si des instituts de formation démographique comme le CDC n'étaient pas mieux placés pour servir les intérêts de POPIN-Afrique. Le secrétariat a indiqué que des efforts étaient actuellement déployés pour recenser les différents centres nationaux qui auraient à participer aux activités de POPIN-Afrique et que ces centres pourraient correspondre à ceux du PADIS. Toutefois, dans le cas où il n'existerait pas de centres du PADIS dans certains pays, l'Unité de coordination devrait en trouver pour pourvoir à ses besoins. Il a en outre été indiqué que les quatre centres sous-régionaux de POPIN-Afrique ne couvraient pas l'ensemble des besoins, et que, conformément aux recommandations formulées lors de la réunion d'évaluation des activités de POPIN-Afrique tenue en décembre 1984, le choix d'autres critères comme les groupements économiques, les facteurs écologiques, etc., pourrait être envisagé ultérieurement pour étendre les sujets traités par les publications en Afrique. Les instituts de formation, centres d'excellence d'études avancées, constituaient un bon point de départ en raison des résultats de leurs travaux de recherche.

370. A la question de savoir si en créant un réseau panarabe d'information démographique (PAPIN) au sein de la Ligue arabe, on ne divisait pas le continent en deux, un représentant du secrétariat a répondu qu'il avait été demandé à POPIN-Afrique d'envoyer une mission chargée de réaliser une étude de faisabilité sur la mise en place de PAPIN mais qu'à la suite de celle-ci, il avait été décidé que des consultations plus approfondies étaient nécessaires entre les institutions arabes intéressées. Il ne s'agissait toutefois pas de créer une multitude de systèmes ou de réseaux. PAPIN-Afrique, une fois créée, serait très utile à POPIN-Afrique compte tenu du fait qu'il se consacrerait à tous les pays d'expression arabe d'Afrique du Nord.

371. S'agissant précisément de l'évaluation des activités menées par l'Unité de coordination, il a été noté qu'en dépit du fait que POPIN-Afrique était un nouveau projet démarré en janvier 1984 seulement, des progrès appréciables avaient été accomplis. Toutefois, le Comité a indiqué qu'il importait d'en accroître le dynamisme au niveau national et de mener des activités plus concrètes telles que la formation et la création de centres nationaux. Le secrétariat a indiqué que son programme de travail pour 1986-1987 contenait déjà un plus grand nombre d'activités aux niveaux sous-régional et régional dans les domaines de la formation, de l'identification et de la collecte de données d'information. Le rapport qui serait donc présenté à la prochaine Conférence prévue pour 1988, ferait état d'activités concrètes réalisées dans ce domaine.

REPRISE DES SEANCES PLENIERES

Questions diverses (Point 40 de l'ordre du jour)

372. Un certain nombre de questions ont été soulevées au titre de ce point. La première portait sur la date de la Conférence commune. Le représentant du secrétariat, constatant les problèmes qui résultaient de la tenue simultanée de la réunion du Conseil des ministres de l'OUA et de la Conférence commune lorsque celle-ci débutait le premier lundi de mars, a proposé que l'on envisage à l'avenir de convoquer la Conférence commune à partir de la deuxième ou troisième semaine de mars. Les participants sont convenus que, dans la mesure du possible, la date à retenir devrait être le troisième lundi de mars, mais ont estimé que la CEA devrait garder une certaine souplesse afin d'éviter que les dates retenues coïncident avec celles d'autres conférences importantes devant se tenir à Addis-Abeba, et d'éliminer les problèmes d'hébergement et de disponibilité de salles de réunions.

373. Certains participants ont également estimé que la durée de la Conférence commune après de deux semaines - était excessive. Une période de cinq à sept jours serait suffisante, ce qui impliquerait une réduction du nombre des questions inscrites à l'ordre du jour. L'emploi du temps de la réunion pourrait être le suivant : 9 heures à 12h30 et 15 heures à 18h30. A cet égard, de nombreux participants ont estimé qu'il était nécessaire de revoir la portée de la Conférence. Certains ont proposé que les deux premières journées de la Conférence soient consacrées aux réunions des Comités, les autres jours étant consacrés aux séances plénières. Il était par ailleurs nécessaire de présenter à la Conférence commune une analyse approfondie des questions examinées, suivie de recommandations détaillées qui constitueraient pour les Etats membres de lignes directrices. En réponse aux différentes interventions, le représentant du secrétariat a indiqué que la durée actuelle de la Conférence commune était de 8 jours ouvrables. Si celle durée devait être réduite, le nombre de points à l'ordre du jour devrait également être limité. Le secrétariat a néanmoins pris bonne note du désir exprimé par de nombreux participants quant à une réduction de la durée de la Conférence, eu égard notamment aux problèmes de liaisons aériennes d'hébergement et de disponibilité de salles de réunions.

374. La question du retard constaté dans la réception des documents par les pays a également été soulevée. Certaines délégations n'avaient reçu la majorité des documents qu'à leur arrivée à Addis-Abeba. Certains représentants ont demandé au secrétariat d'envoyer plus d'un jeu de documents par pays. Il convenait en outre d'éviter les retards au niveau de la traduction des documents pour que les participants anglophones et francophones disposent du même délai pour les étudier.

Examen du projet d'ordre du jour provisoire de la cinquième session de la Conférence commune (Point 41 de l'ordre du jour)

375. L'ordre du jour provisoire suivant a été adopté par les participants, sous certaines conditions. Premièrement, le secrétariat devrait examiner les grandes lignes des documents à élaborer, afin de veiller à ce que «le rôle de l'épargne dans les économies africaines» soit convenablement traité. Si cette question n'était pas suffisamment étudiée au titre de l'un des points de l'ordre du jour, elle devrait faire l'objet d'un document distinct et un nouveau point devrait être inscrit à l'ordre du jour de la réunion plénière. Deuxièmement, le point 40 de l'ordre du jour qui présente de l'intérêt également pour les spécialistes des sciences de l'information, devrait faire l'objet d'une réunion d'un comité mixte de la statistique, de la démographie et des sciences de l'information. Les membres de la Conférence commune ont ensuite approuvé l'ordre du jour provisoire suivant pour sa cinquième session.

Séance plénière

1. Allocution d'ouverture;
2. Election du bureau;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Mise en oeuvre du programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique :
 - a) Examen de la situation économique et sociale en Afrique et exécution, à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale, du programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique;
 - b) Politiques d'ajustement dans les pays africains: leçons tirées de l'expérience;
 - c) Systèmes d'information sur la sécurité alimentaire;
 - d) Assistance technique de la CEA et du système des Nations Unies dans l'exécution du programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique;
5. Evaluation critique des pratiques actuelles en matière de planification nationale du développement, à la lumière des objectifs et de la philosophie du Plan d'action de Lagos;
6. Rôle de l'aide extérieure et d'autres flux de capitaux sur les investissements;
7. Assistance technique et financière dans les domaines de la planification, de la statistique, de la démographie, de l'informatique et de la documentation;
8. Comité technique régional du PADIS : Nomination des membres.

Comité de la planification

9. Election du bureau;
10. Rapport de l'atelier sur les modèles de planification multisectorielle;
11. La planification sectorielle au sein des mécanismes de coopération régionale;²
12. Perspectives de développement en Afrique;
13. Rapports entres les politiques fiscales et monétaires et leur incidence sur la balance des paiements;
14. L'Institut de développement économique et de planification (IDEP);
15. Association des planificateurs africains;
16. Rapports sur les activités de la CEA dans le domaine de la planification (1986-1987) et examen du programme de travail pour la période 1988-1989, avec des projections jusqu'en 1990-1995;
17. Adoption du rapport.

Comité de la statistique

18. Election du bureau;
19. Organisation et gestion des services statistiques problèmes et priorités;
20. Priorités en matière d'amélioration des statistiques économiques de base;
21. Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages: quelques problèmes importants et développements futurs;
22. Evaluation du Programme de formation statistique pour l'Afrique;
23. Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la statistique (1986-1987), examen du programme de travail approuvé (1988-1989) et du programme de travail provisoire (1990-1991);
24. Adoption du rapport.

Comité de la démographie

25. Election du bureau;
26. Dynamique de la population;
27. Projections de la population;
28. Distribution et redistribution de la population;
29. Instituts régionaux de formation en matière de population;

30. Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la population (1986-1987), examen du programme de travail (1983-1989) et du programme de travail provisoire (1990-1991);
31. Adoption du rapport.

Comité des sciences de l'information

32. Election du bureau;
33. Association des documentalistes, et bibliothécaires africains;
34. Association africaine des informaticiens;
35. Infrastructures de formation disponibles pour la formation des documentalistes et des spécialistes de l'information;
36. Utilisation de micro-ordinateurs dans les centres d'information et de documentation en Afrique;
37. Rapport sur les activités du PADIS (1986-1987), examen du programme de travail approuvé (1983-1989) et du programme de travail provisoire (1990-1991);
38. Adoption du rapport.

Séances communes des comités de la planification et de la statistique

39.
 - a) Application de cadres de la comptabilité à la planification nationale;
 - b) Prévisions et perspectives économiques à court terme;
 - c) Méthodologies relatives aux projections à long terme de quelques principaux secteurs économiques et à la construction des scénarios.

Séances communes des comités de la statistique et de la démographie

40. Examen de la collecte, du traitement, de l'analyse et de la diffusion des données démographiques au cours de la période 1982-1987: questions et problèmes.

Comité mixte de la planification et de la démographie

41.
 - a) Exécution du Programme d'action de Kilimanjaro concernant la population africaine;
 - b) Projet de manuel et de directives pour l'intégration des variables démographiques dans la planification du développement des Etats membres de la CEA.

Comité mixte de la démographie et des sciences de l'information

42. Activités du réseau d'information démographique pour l'Afrique (POPIN-Africa).

Comité mixte de la statistique et des sciences de l'information

43. Calculs statistiques sur micro-ordinateurs.

Comité mixte de la planification et des sciences de l'information

44. Rôle d'appui d'une documentation appropriée dans l'élaboration, l'exécution et le suivi des plans.

Reprise des séances plénières

45. Questions diverses;
46. Examen du projet d'ordre du jour provisoire de la sixième session de la Conférence commune;
47. Examen des travaux menés au sein des différents comités et résumé des principales conclusions;
48. Rapport de la Conférence commune à la Conférence des ministres de la CEA.

Revue des délibérations du Comité (Point 42 de l'ordre du jour)

376. En guise d'information générale, à la réunion plénière toute entière, les quatre comités ont fait un bref exposé du contenu et des résultats de leurs délibérations. Leurs remarques ne sont pas résumées ici étant donnée que des informations plus complètes sont contenues dans les sections du présent rapport du Comité.

377. Un certain nombre de résolutions ont été également adoptées en vue de leur soumission à la Conférence des ministres de la CEA. Celles-ci concernent les études de prospective, l'Institut africain de développement économique et de planification, les perspectives à court terme dans la région africaine, les Instituts de formation statistique et de formation démographique et le PADIS.

Adoptions du rapport (Point 43 de l'ordre du jour)

378. La Conférence conjointe a adopté son rapport en vue de sa présentation à la 12ème réunion de la Conférence des ministres de la CEA.

PROJETS DE RESOLUTIONS PRESENTES POUR ADOPTION A LA DOUXIEME REUNION
DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

Perspectives sous-régionales

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 501 (XIX) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA sur les études prospectives pour les pays africains,

Prenant note avec intérêt de l'étude conjointe CILSS-CEA intitulée «Bilan du développement économique et perspectives des pays membres du CILSS», qui met en relief les problèmes critiques de la région dont la solution appelle une concertation et qui fournit aux Etats du Sahel un instrument de politique économique à long terme;

Prenant note de la résolution 06/21/CI/86 adoptée par la Conférence des ministres du CILSS et relative aux perspectives de développement des pays membres de cette organisation;

Consciente de la nécessité de donner suite aux conclusions du colloque tenu à Dakar du 21 au 23 novembre 1985 sur le développement économique des Etats membres du CILSS : Bilan et perspectives;

1. Recommande que la CEA poursuive sa collaboration avec le CILSS dans le cadre des décisions du colloque de Dakar et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte un soutien au CILSS et aux pays membres en vue de la réalisation du Plan d'action et des directives sur la recherche adoptées par la Conférence des ministres du CILSS;

2. Invite les autres institutions sous-régionales africaines à réaliser de telles études prospectives;

3. Lance un appel aux donateurs bilatéraux et multilatéraux, en particulier le FNUD, pour qu'ils aident la CEA et les institutions sous-régionales à réaliser des études prospectives sous-régionales.

Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 285 (XII) de février 1985, 350 (XIV) du 29 mars 1979, 399 (XV) du 12 avril 1980, 433 (XVII) du 30 avril 1982, et 537 (XX) du 29 avril 1985 sur l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP);

Prenant note des réalisations de l'Institut et de l'intérêt que continuent de manifester les pays membres pour ses activités comme l'atteste le rapport annuel 1984-1985 de l'Institut;

Considérant la situation grave dans laquelle se trouvent les finances de l'Institut, situation qui découle de la baisse du niveau des contributions versées à l'Institut par les Etats membres, et qui sont tombées de 600 000 dollars en 1982 à 255 000 en 1985, ce qui représente moins de 25 p. 100 du niveau de contribution attendu;

Notant que outre les fonds octroyés par le PNUD, qui sont restés au même niveau ces dernières années, les contributions des Etats membres constituent l'unique moyen dont dépend l'Institut pour sa survie, et que les dépenses de personnel sont couvertes uniquement par ces contributions;

Rappelant en outre le fait que l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas approuvé la création des quatre postes d'enseignants qui avaient été recommandés par le Conseil économique et social par sa résolution 1986/62 du 26 juillet 1985 découlant de la résolution 537 (XX) du 29 avril 1985 susmentionnée, et que des discussions préliminaires sont en cours entre la CEA et le PNUD au sujet du financement devant être octroyé par le PNUD dans le cadre du quatrième cycle de programmation;

Considérant que l'Institut est le seul institut panafricain qui se consacre à la formation d'experts africains dans le domaine de la planification;

Convaincue que l'Institut peut et doit effectivement jouer un rôle important dans la planification, afin d'aider les Etats membres à surmonter la crise économique que traverse l'Afrique;

Consciente du nouveau rôle que l'Institut est appelé à jouer au cours des prochaines années, l'Institut devant tirer de ces activités une partie des revenus nécessaires à son fonctionnement;

1. Demande instamment au Secrétaire exécutif de la CEA, d'une part de poursuivre ses discussions avec le PNUD sur le rôle qu'il doit jouer dans le financement des activités de l'Institut pendant le quatrième cycle de programme et notamment dans la mise en place des services qui feront de l'Institut une institution génératrice de revenus, et d'autre part de donner suite à la résolution 1986/82 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1985, relative à l'inscription de quatre postes clés au budget ordinaire de l'Institut;
2. Demande à tous les gouvernements africains de verser régulièrement leurs contributions annuelles pour permettre le bon fonctionnement de l'Institut;
3. Prie instamment les gouvernements africains de tout mettre en oeuvre pour verser dès que possible à l'Institut, en plus de leurs contributions de 1986, au moins 10 p. 100 de leurs arriérés;
4. Invite les gouvernements africains qui sont en mesure de le faire à verser des contributions volontaires à l'Institut chaque fois que possible;
5. Prie instamment le Programme des Nations Unies pour le développement de poursuivre son appui financier à l'Institut au moins pendant la période transitoire ce qui aidera l'Institut à créer les services qui lui permettront de devenir une institution génératrice de revenus, période après laquelle les pays africains assumeront leur entière responsabilité en ce qui concerne le financement du programme de formation de base de l'Institut;
6. Demande au Directeur de l'Institut de prendre toutes les dispositions nécessaires pour accroître les contributions des Etats membres, et d'intensifier ses efforts pour obtenir des sources extérieures, des fonds sous forme de contribution volontaire ou d'assistance technique pour appuyer les activités de l'Institut et permettre l'octroi de bourses à des stagiaires;
7. Prie les Etats membres africains d'utiliser pleinement les services de formation de l'Institut en y envoyant des stagiaires possédant de bonnes qualifications et d'octroyer pour la formation de leurs experts à l'Institut, un plus grand nombre de bourses financées sur les chiffres indicatifs de planification nationaux ou par d'autres sources.

Prévisions à court terme dans la région de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 500 (XIX) de la Conférence des ministres de la CEA invitant les pays africains à entreprendre des études prospectives à court terme et d'élaborer des prévisions sous-régionales, et par laquelle le secrétariat de la CEA est prié d'aider les pays africains, sur leur demande, à mettre en place des systèmes de prévision à court terme;

Notant l'utilité et la nécessité de mettre ces systèmes en place dans les pays africains pour leur servir de système d'alerte rapide et leur permettre d'étudier et d'appliquer des mesures d'ajustement à court terme pour faire face aux perturbations internes et externes;

Consciente de la pénurie de ressources due aux problèmes économiques qui se posent actuellement aux pays africains;

1. Invite les donateurs bilatéraux et multilatéraux, notamment le PNUD à fournir une assistance financière aux pays africains et à la CEA pour la mise en œuvre effective et rapide de systèmes de prévision à court terme, y compris l'assistance pour la formation des spécialistes requis;

2. Prie le secrétariat de la CEA de poursuivre et de renforcer ses travaux dans le domaine de la prévision à court terme, en étroite collaboration avec les organismes nationaux de planification, les institutions multilatérales et les instituts de recherche en Afrique, afin de permettre aux pays africains de disposer des instruments et de la compétence nécessaires que requiert une gestion économique efficace.

Renforcement du programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA)

La Conférence des ministres,

Rappelant que le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) a été créé en 1978 pour pallier la grave pénurie de personnel statisticien requis pour assurer la collecte, le traitement et l'analyse des données indispensables à la planification nationale et au développement;

Prenant note du fait que le programme a réalisé jusqu'ici des progrès importants mais que le problème de l'insuffisance du nombre de bourses pour les études aux centres du PFSA constitue l'un des obstacles majeurs à son développement;

Rappelant que le Plan d'action de Lagos exhorte les pays africains à renforcer de toute urgence leur infrastructure en matière statistique en vue d'une prise de décision efficace et d'une bonne planification;

Considérant que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine a, à sa vingt-et-unième session, réaffirmé que la réalisation des objectifs du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos dépend du développement du large éventail des ressources humaines nécessaires à la formulation, à l'exécution et au suivi des programmes couvrant tous les domaines ainsi que des activités sectorielles dans le processus de développement économique;

Rappelant la résolution 415 (XVI) relative à l'Assistance spéciale aux pays africains de langue portugaise, prise à Freetown (Sierra Leone) en 1981;

Notant avec satisfaction que le PFSA constitue un bon exemple d'assistance multipartite à laquelle contribuent notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, la Communauté économique européenne, le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique et divers organismes et institutions pourvoyeurs d'aide bilatérale et multilatérale;

1. Lance un appel aux gouvernements africains afin qu'ils accordent une plus grande priorité à la formation statistique et qu'ils fassent en sorte qu'un nombre suffisant de bourses soit alloué à la formation dans les centres participant au PFSA, au titre soit des ressources nationales soit du financement accordé par les institutions bailleurs de fonds dans le cadre des programmes par pays;

2. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la coordination de l'assistance aux pays africains de langue portugaise en matière de formation statistique dans le cadre du PFSA;

3. Exprime sa profonde gratitude pour l'assistance fournie à ce jour par les nombreux organismes pourvoyeurs d'aide bilatérale et multilatérale en vue du développement statistique en Afrique, ainsi que l'espoir de voir ce soutien se poursuivre et se renforcer;

4. Prie ces organismes de faciliter et d'accélérer autant que possible les procédures d'octroi de bourses de formation et d'accorder une attention particulière au soutien financier à apporter aux projets nationaux et régionaux en matière de formation statistique intéressant les pays africains de langue portugaise.

Instituts africains de formation démographique

La Conférence des ministres,

Rappelant la décision 37/444 du 21 décembre 1982, par laquelle l'Assemblée générale a approuvé les statuts des deux instituts africains de formation démographique;

Rappelant la résolution 477 (XVIII) du 2 mai 1983 par laquelle la Conférence des ministres de la CEA a établi un Comité Ad Hoc, pour revoir les activités des institutions parrainées par la CEA;

Rappelant en outre la résolution 550 (XX) dans laquelle la Conférence des ministres prie le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire général de l'OUA d'entrer en consultation et de négocier avec les gouvernements hôtes des diverses institutions, les Etats membres intéressés et les organismes donateurs au sujet des nouveaux engagements et des nouveaux arrangements, ce qui permettrait d'évaluer le coût des options proposées au sujet de la coordination des activités et de la fusion d'institutions, et de trouver la meilleure voie à suivre;

Prenant note de l'engagement pris par le FNUAP de continuer à financer les instituts aux niveaux actuels jusqu'à la fin de 1987, date après laquelle ces niveaux seront progressivement réduits comme approuvé par la résolution 84/21 de son Conseil d'administration;

Recommande aux pays africains de prendre progressivement à leur charge le financement des instituts de façon qu'ils assurent, à la fin de la période de cinq ans le financement d'une bonne part du budget des instituts;

Lance un appel au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population pour qu'il continue d'assurer le financement des instituts de façon à donner le temps aux gouvernements africains qui connaissent actuellement de graves difficultés économiques de prendre progressivement la relève. Ces derniers, par ailleurs, reconnaissent l'importance du rôle des instituts pour ce qui est des activités de planification du développement socio-économique de leurs pays;;

Invite le Secrétaire exécutif à entreprendre la restructuration des instituts sur la base des recommandations de la session conjointe des conseils d'administration du RIPS, et de l'IFORD y compris la révision des statuts et de l'échelle des salaires, du fait de cette restructuration.

SYSTEME PANAFRICAIN DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION

La Conférence des Ministres,

Rappelant ses résolutions 359 (XIV) du 27 mars 1979 et 377 (XV) du 12 avril 1980 concernant le projet de banque panafricaine de données numériques et non numériques d'une part et la mise en oeuvre du projet de Système Panafricain de Documentation et d'Information (PADIS) d'autre part;

Rappelant en outre sa résolution 413 (XVI) du 10 avril 1981 relative au financement de PADIS;

Rappelant ses résolutions 438 (XVII) du 30 avril 1982 et 469 (XVIII) du 2 mai 1983 relatives à PADIS et aux services africains de statistique;

Rappelant également sa résolution 534 (XX) concernant la désignation des centres nationaux participants de PADIS;

Notant avec satisfaction les progrès accomplis dans la mise en place du système et du réseau PADIS ainsi que les efforts déployés par le secrétariat en vue de mobiliser des fonds pour l'exécution du projet;

Invite tous les Etats membres à apporter leur appui total à la requête soumise par le Secrétariat à la Communauté Economique Européenne pour le renforcement du Bureau Central de Coordination de PADIS et la mise en place des centres sous-régionaux.